

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

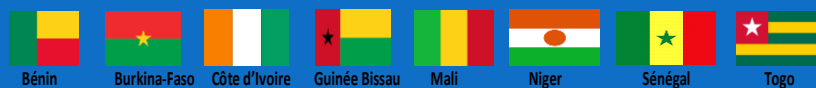
LA COMMISSION

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



***NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE
2022-2026 DE L'UNION : MISE A JOUR***

3^{ème} EDITION



Bénin

Burkina-Faso

Côte d'Ivoire

Guinée Bissau

Mali

Niger

Sénégal

Togo



Décembre 2022

Avant-propos

La « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » est une publication périodique du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA, dirigé par **Monsieur Mahamadou GADO** depuis mai 2021.

Elle analyse les perspectives macroéconomiques régionales pour les huit (08) Etats membres de l'UEMOA et l'Union. De ce point de vue, elle constitue une contribution importante à l'exercice de la surveillance multilatérale par la Commission et au suivi des économies nationales sur le moyen terme, notamment à travers la formulation de recommandations sur l'orientation des politiques économiques. En effet, la « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » vise à contribuer à l'enrichissement des discussions entre la Commission et les Etats membres, dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Union, notamment à travers la procédure de surveillance multilatérale stipulée à l'Article 4, point b, du Traité de l'UEMOA.

La présente publication, qui constitue la troisième (3^{ème}) édition expose une mise à jour des perspectives économiques et financières de l'Union de mai 2022 élaborées par les services techniques du DPE, pour la période 2022-2026, correspondant à l'horizon couvert par les « Rapports sur les perspectives économiques et financières à moyen terme » des Etats membres de décembre 2021.

Depuis la publication de la dernière note, l'incertitude autour des perspectives économiques internationales et régionales s'est accentuée avec, entre autres, l'enlisement de la guerre en Ukraine qui a contribué, notamment par le canal des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, à la forte remontée de l'inflation dans toutes les régions du monde, y compris l'espace UEMOA et le resserrement de la politique monétaire entrepris par de nombreuses banques centrales du monde, notamment la Réserve Fédérale des Etats-Unis et la Banque Centrale européenne à partir de la fin du premier semestre 2022.

La « Note de cadrage macroéconomique 2022-2026 : Mise à jour » a été rédigée par une équipe de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE)¹, composée de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des Prévisions et des Etudes Economiques ;
- **Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la Surveillance Multilatérale ;
- **Totas Antonio Joao CORREIA**, Chargé des Prévisions et des Etudes Economiques.

Avec les contributions de Messieurs :

- **Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des Etudes Economiques ;
- **Aba CAMARA**, Chargé des Etudes et des Statistiques Economiques.

¹ Pour tout besoin d'information complémentaire ou éventuelles observations, adresser un e-mail à l'adresse suivante : kthiaw@uemoa.int et sharounaide@uemoa.int.

Table des matières

Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union..	7
Messages clés.....	8
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	10
1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union	10
1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et taux de change de l'Union.....	10
1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale et régionale à fin octobre 2022 et ses risques sur les perspectives mondiales.....	12
II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2022-2026 DE L'UNION .	17
2.1. Situation économique récente	17
2.2. Perspectives économiques 2022-2026 de l'Union	20
2.3. Principaux résultats.....	21
III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2022-2026 DES ETATS MEMBRES	25
3.1. BENIN.....	25
3.2. BURKINA FASO	29
3.3. CÔTE D'IVOIRE	33
3.4. GUINEE-BISSAU	37
3.5. MALI.....	41
3.6. NIGER	46
3.7. SENEGAL	50
3.8. TOGO	54
Conclusion	58
SOURCES DE DONNEES.....	59
ANNEXES.....	60

Liste des encadrés

Encadré 1 : Crise des chaînes d'approvisionnement	13
Encadré 2 : Quelques mesures prises par les Etats membres en vue de lutter contre l'inflation	18
Encadré 3: Méthode de calcul des agrégats de l'Union.....	20

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Perspectives de croissance 2022-2026 de l'Union et des Etats membres (en %)</i>	22
<i>Tableau 2: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Bénin</i>	25
<i>Tableau 3: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)</i>	28
<i>Tableau 4: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Burkina Faso</i>	29
<i>Tableau 5: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)</i>	33
<i>Tableau 6: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Côte d'Ivoire</i>	34
<i>Tableau 7: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)</i>	36
<i>Tableau 8: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Guinée Bissau</i>	38
<i>Tableau 9: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)</i>	41
<i>Tableau 10: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Mali</i>	42
<i>Tableau 11: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)</i>	45
<i>Tableau 12: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Niger</i>	46
<i>Tableau 13: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)</i>	49
<i>Tableau 14: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Sénégal</i>	50
<i>Tableau 15: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)</i>	53
<i>Tableau 16: Evolution des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Togo</i>	54
<i>Tableau 17: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)</i>	56

Liste des graphiques

Figure 1 : Croissance économique des partenaires	10
Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz)	10
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (\$ US/baril)	11
Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg).....	11
Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg)	11
Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg)	12
Figure 7 : Evolution du taux de change (F cfa/\$, naira, yuan)	12
Figure 8: Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire.....	19
Figure 9: Evolution des exportations et importations de l'Union (en mds)	20
Figure 10 : Evolution de	20
Figure 11: Contribution des secteurs à la croissance 2021-2026 de l'Union (en points).....	22
Figure 12: Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2021-2026	23
Figure 13: Evolution de la croissance et du taux d'inflation du Bénin (en %).....	27
Figure 14: Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points)	27
Figure 15: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	28
Figure 16: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	28
Figure 17: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %).....	31
Figure 18: Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points).....	31
Figure 19: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	32
Figure 20: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	32
Figure 21: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)	35
Figure 22: Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points).....	35
Figure 23: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	36
Figure 24: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	36
Figure 25: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %).....	39
Figure 26: Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points)	39
Figure 27: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	40
Figure 28: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	40
Figure 29: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)	44
Figure 30: Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points).....	44
Figure 31: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	44
Figure 32: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	44
Figure 33: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)	47
Figure 34: Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points).....	47
Figure 35: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	48
Figure 36: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	48
Figure 37: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Sénégal (en %).....	51
Figure 38: Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal (en points)	51
Figure 39: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	52
Figure 40: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	52
Figure 41: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %).....	55
Figure 42: Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)	55
Figure 43: Agrégats des finances publiques (en % du PIB)	56
Figure 44: Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB).....	56

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDSM	Base de Données de la Surveillance Multilatérale
BDP	Balance des Paiements
CNPE	Comités Nationaux de Politique Economique
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
DPE	Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FMI	Fond Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
MAPS	Modèle d'Analyse, de Prévision et de Simulation
PCSCS	Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PSE	Plan Sénégal Emergent
RSM	Rapport Semestriel d'Exécution de la Surveillance Multilatérale
TRE	Tableau Ressources-Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEO	World Economic Outlook

Contexte et rappel des objectifs de la note de cadrage macroéconomique de l'Union

La Commission de l'UEMOA, dans le cadre de sa mission de coordination des politiques budgétaires de ses Etats membres, en cohérence avec la politique monétaire commune, pilote le dispositif de la surveillance multilatérale. Défini par le Traité de l'UEMOA en son article 63 et renforcé par l'acte additionnel n°04/99 du 08 décembre 1999 portant Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS), ledit dispositif évalue les performances des Etats membres à travers des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale et au moyen d'indicateurs macroéconomiques appelés critères de convergence. Ce cadre est resté en vigueur jusqu'à la suspension temporaire de l'application du PCSCS, le 27 avril 2020, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union. Depuis lors, la Commission poursuit l'exercice de sa mission de surveillance multilatérale à travers l'analyse des rapports semestriels sur les perspectives économiques et financières à moyen terme des Etats membres, conformément aux dispositions de la Recommandation N°02/2020/CM/UEMOA du 26 juin 2020 relative aux modalités d'exercice de la surveillance multilatérale.

Le cadrage macroéconomique de l'Union élaboré par les services de la Commission vise à renforcer le mécanisme d'évaluation des performances des Etats membres, notamment à travers l'analyse, sur une base quantitative, de la cohérence interne et externe des rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) et des perspectives macroéconomiques régionales à moyen terme. A cet effet, il est élaboré au cours du premier trimestre et révisé au quatrième trimestre de la même année afin d'actualiser les données historiques et de mieux prendre en compte les évolutions de la conjoncture économique au sein de l'Union. L'horizon de projection est aligné à celui du dernier rapport d'exécution de la surveillance multilatérale (RSM) et les analyses concernant la période récente reposent sur les données officielles transmises à la Commission par les Etats membres.

La présente note s'appuie ainsi sur les résultats du cadrage macroéconomique de mai 2022 avec une actualisation des données historiques jusqu'en 2021 à partir du RSM de décembre 2022² et une mise à jour des projections à partir des données conjoncturelles internationales et régionales ainsi que des hypothèses reçues au titre du troisième trimestre 2022 de la part des correspondants nationaux désignés au sein des Directions en charge de la prévision macroéconomique dans les Etats membres. De ce fait, la note révisée sur le cadrage macroéconomique de l'Union pour la période 2022-2026 évalue la pertinence des résultats annoncés par les Etats membres, au regard des performances antérieures, des réformes économiques et financières et programmes de développement mis en œuvre par les Etats membres, ainsi des conséquences de l'évolution de l'environnement international et tient compte de la probabilité d'occurrence et de l'intensité probable de la manifestation des risques identifiés sur le moyen terme. La démarche adoptée a pour objectif de contribuer à l'amélioration du dialogue entre la Commission et les Etats membres sur les cadrages macroéconomique et budgétaire nationaux, dans un contexte de plus en plus marqué par la budgétisation à moyen terme, la récurrence des crises (sanitaire, économique, sécuritaire, géopolitique, etc.) et l'accentuation des effets néfastes du dérèglement climatique sur l'activité économique.

² Les données de l'année 2022 présentées dans le RSM de décembre 2022 sont des prévisions des Etats membres.

Bref aperçu de l'UEMOA

Indicateurs	2019	2020	2021
Population (en millions)	126,1	129,9	133,8
Croissance du PIB réel (en %)	5,7	1,8	6,1
PIB nominal (mds FCFA)	88 481,8	91 857,6	100 132,6
Solde budgétaire global (en % du PIB)	-2,3	-5,6	-5,5
Taux d'inflation (en %)	-0,7	2,1	3,6
Taux d'endettement (en %)	43,4	50,2	54,6
Taux de pression fiscale (en %)	13,2	12,8	13,5
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	40,3	43,7	40,8
Taux d'investissement (en %)	23,9	24,0	24,6
Solde global BDP (mds FCFA)	1 635,1	15,8	475,7
Masse monétaire (mds FCFA)	30 600,5	35 656,9	41 459,1

Messages clés

- **Après le rebond de 2021, la croissance économique de l'Union ralentirait, en 2022, avec un taux de 5,5%³, soit une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage (pp) par rapport aux prévisions de la Commission de mai 2022. En 2023, cette croissance est projetée à 6,9% (-0,7 pp), sous l'hypothèse de l'aboutissement des projets pétroliers au Niger et au Sénégal, entres autres, et à 6,1% (-0,4 pp), en moyenne, sur la période 2024-2026, grâce au dynamisme attendu de tous les secteurs d'activités, suite à une amélioration progressive de l'environnement international, à la conduite efficace des grands projets d'investissement et à des productions agricoles globalement satisfaisantes.**

Toutefois, les risques de correction à la baisse de cette croissance restent toujours élevés, parmi lesquels : (i) une persistance des tensions inflationnistes internationales et de leurs effets pernicieux sur les revenus des populations et la sphère des finances publiques (déficits budgétaires et dette publique) ; (ii) une reprise tardive par les autorités nationales des zones sous occupation terroristes dans le sahel, pouvant compromettre les activités agricoles et le développement du capital humain (école, santé, etc.) ainsi que la multiplication des attaques dans les régions de la côte pouvant impacter la mobilité des populations sur un plus grand espace de l'Union ; (iii) l'irrégularité de la pluviométrie sous les effets du dérèglement climatique qui se caractériserait par des niveaux de production agricole médiocres et des périodes de sécheresse de plus en plus rapprochées ; (iv) le non-respect du retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso et au Mali dans les délais retenus avec les institutions régionales qui aboutirait à une nouvelle vague de sanctions économiques et financières de la part de ces dernières ; et (v) les retombées négatives des tensions géopolitiques en Europe, notamment la fragmentation mondiale avec des ruptures de coopération économique avec certains pays, notamment le financement des projets d'investissement et un ralentissement accru de la croissance mondiale.

- **Le déficit budgétaire global de l'Union représenterait, en 2022, 6,1% du PIB contre 5,5% en 2021 et les efforts de consolidation dans les Etats membres se poursuivraient, permettant au solde budgétaire global de ressortir à 3,0% du PIB en 2025.** Les mesures prises par les différentes autorités des Etats membres (subventions, augmentation des salaires, etc.) pour soutenir les populations et acteurs économiques, dans le contexte actuel marqué par d'importantes tensions inflationnistes, ont contribué à dévier les déficits budgétaires de leur trajectoire de consolidation en 2022. Le déficit budgétaire global, donc compris, de l'Union devrait

³ Dans le RSM de décembre 2022, le taux de croissance de l'Union est de 5,8%, le déficit budgétaire global de 6,1% du PIB et le taux d'endettement de 56,9%.

ainsi s'établir à 3,0% du PIB qu'à partir de 2025, sous l'hypothèse d'une bonne mobilisation des ressources intérieures et d'une maîtrise des dépenses courantes, dans un contexte de reprise relativement molle de l'activité économique et de forte incertitude.

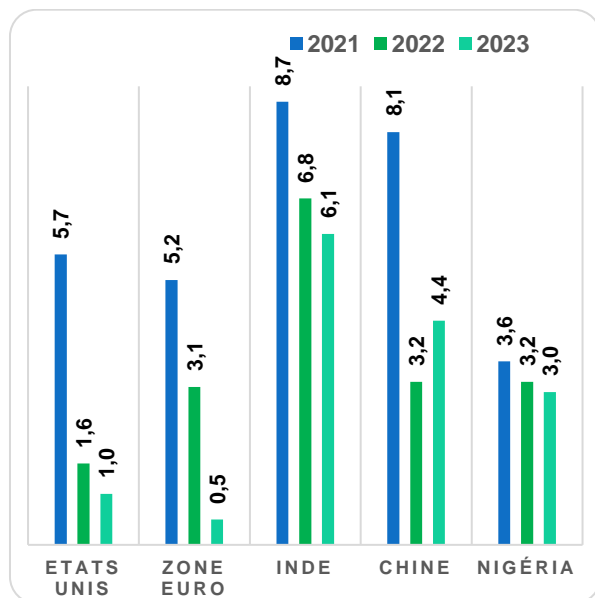
- **Le taux d'endettement public de l'Union maintiendrait sa tendance haussière, se situant à 57,0% en 2022, après 54,6% en 2021.** Bien que ce taux se situe en dessous du seuil de 70% retenu dans le cadre du PCSCS suspendu, son évolution rapide observée depuis 2015 doit interpeller les autorités en vue d'assurer la viabilité et la soutenabilité de la dette publique, à travers une gestion prudente et, surtout, une utilisation efficace des ressources mobilisées dans les secteurs porteurs de croissance et le renforcement du capital humain. Sur la période 2023-2026, le taux d'endettement serait en moyenne de 59,7%.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union

La reprise de l'activité économique mondiale a été fragilisée par les conséquences de la guerre en Ukraine, conduisant les institutions internationales, dont le FMI, à corriger à la baisse leurs perspectives.

Figure 1 : Croissance économique des partenaires (en %)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale (WEO)*, octobre 2022.

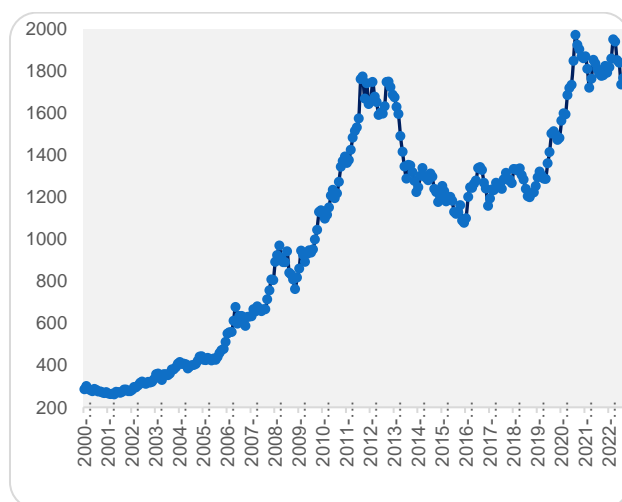
La croissance économique enregistrerait une décélération continue en 2022 et 2023 dans les principaux pays partenaires commerciaux de l'Union, à l'exception de la Chine. Ce ralentissement de l'activité économique, particulièrement en 2022, s'explique, selon le FMI (octobre 2022), par les niveaux d'inflation records atteints au cours de l'année, le durcissement des conditions financières avec la hausse des taux directeurs opérée par la quasi-totalité des banques centrales, les conséquences de la guerre en Ukraine avec une envolée des cours des produits énergétiques et la mise en œuvre de la politique « zéro Covid » en Chine, combinée à une crise du secteur immobilier.

De multiples incertitudes entourent les perspectives avec de probables risques de correction à la baisse des taux de croissance, notamment en raison de la persistance des tensions inflationnistes, de l'arrêt de l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe et une aggravation des problèmes immobiliers en Chine.

1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières agricoles, produits miniers d'exportation et taux de change de l'Union

Une envolée des cours internationaux du pétrole, des produits alimentaires et de certaines matières premières exportées par les Etats membres de l'Union, conséquence de la guerre en Ukraine dans un contexte de forte vigueur de la valeur du dollar américain vis-à-vis des principales devises dont l'Euro, et donc le FCFA.

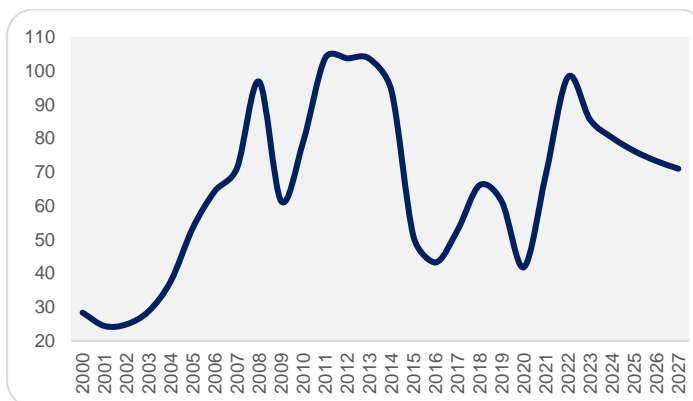
Figure 2: Evolution des cours de l'or (\$/toz)



Source : Banque mondiale, *Pink Sheet*, Octobre 2022.

Le dynamisme, du cours de l'or observé en 2021 s'est maintenu au premier semestre 2022, en lien, entre autres, avec l'incertitude apportée par la guerre en Ukraine. Son cours international s'est situé, en moyenne, sur les huit (08) premiers mois de l'année 2022 à 1842,4 \$ l'once troy (toz), contre 1799,6 \$ pour la moyenne annuelle de 2021, soit une hausse de 2,4% et de 2,1% par rapport aux huit (08) mois de l'année précédente. Cette situation devrait contribuer à revigorer la production et l'exportation dans les Etats membres principaux producteurs du minerai, à savoir le Burkina Faso et le Mali.

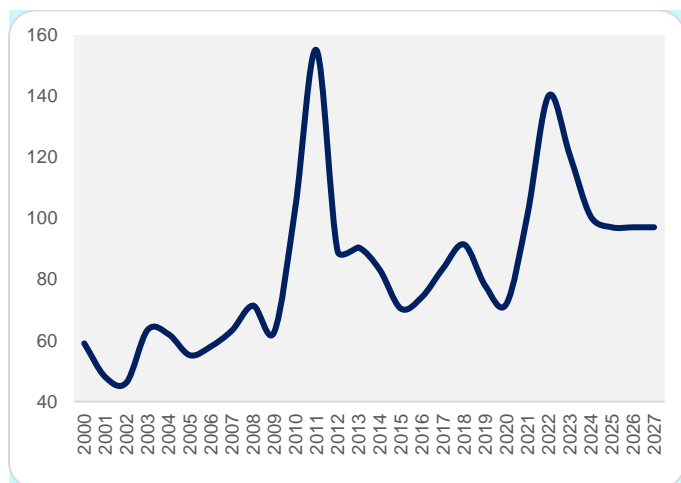
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (Moyenne des cours « Dated Brent », « West Texas intermediate », et « Dubai Fateh », en \$ US)



Source : FMI, WEO, Octobre 2022.

Les cours internationaux du pétrole dont la Russie, un des belligérants de la guerre en Ukraine, est un des grands producteurs dans le monde, se sont envolés au cours du premier semestre 2022, atteignant des valeurs records. La moyenne annuelle des cours des trois (03) produits que sont le Brent, le Dubai Fateh et le West Texas Intermediate serait de 98,2 \$/baril, en 2022, selon le FMI, contre 69,4 \$/baril en 2021, soit une hausse de 28,8 \$ (+41,4%) En 2023, les cours du baril ressortiraient par la suite à 85,5 \$/baril, avant de fléchir à 73,3 \$/baril en 2026.

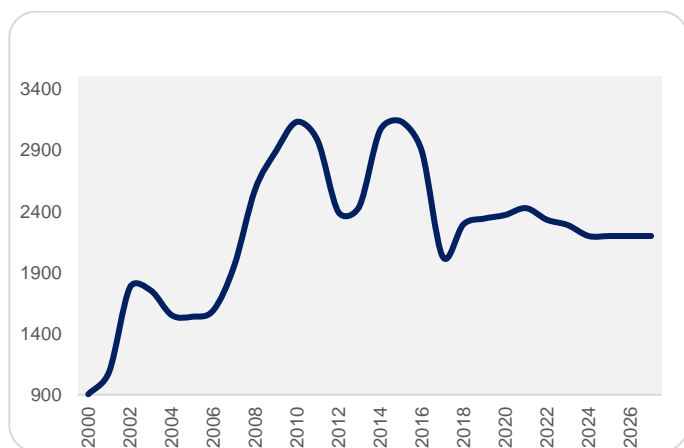
Figure 4: Evolution des cours du coton (en \$ US/Kg)



Source : FMI, WEO, Octobre 2022.

S'agissant du coton, ses prix internationaux ont grimpé, au cours de l'année 2022, suite à une baisse de son offre due aux chaleurs excessives et aux sécheresses qui ont frappé de nombreux pays producteurs, notamment les Etats-Unis. Les cours se situeraient à 140 US cents par livre en 2022, contre 101,2 US cents par livre en 2021. Sur la période 2023-2027, les cours devraient se replier tout en restant au-dessus des valeurs de la période 2012-2020.

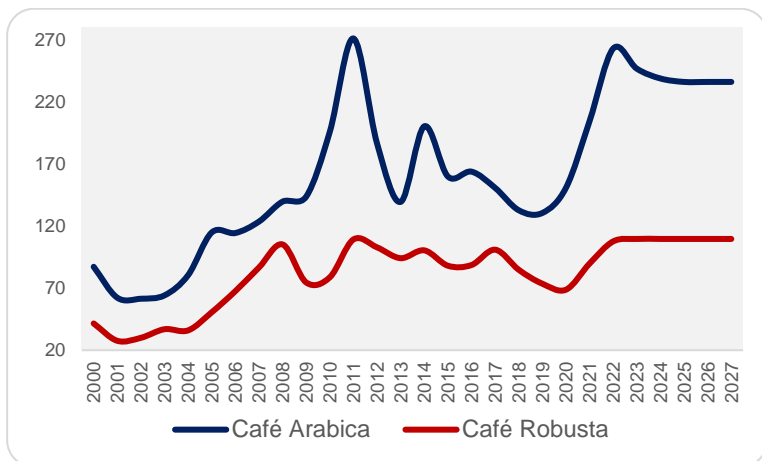
Figure 5: Evolution des cours de la fève de cacao (\$/Kg)



Source : FMI, WEO, Octobre 2022.

Les cours de la fève de cacao seraient de 2331 \$/tonne métrique, en 2022, soit une baisse annuelle de 3,9%. Ce repli tient au fait que la campagne de production 2021/2022 a été impactée par la hausse des prix des engrais, notamment ceux des trois (03) principaux types utilisés dans le secteur, à savoir le Phosphate diammonique (DAP), l'urée et le chlorure de potassium (KCl), laquelle a été induite par la guerre en Ukraine et demeure un défi pour les perspectives de production du produit. Des baisses respectives de 1,9% et 3,9% sont attendues en 2023 et 2024 et une stabilisation sur la période 2025-2027.

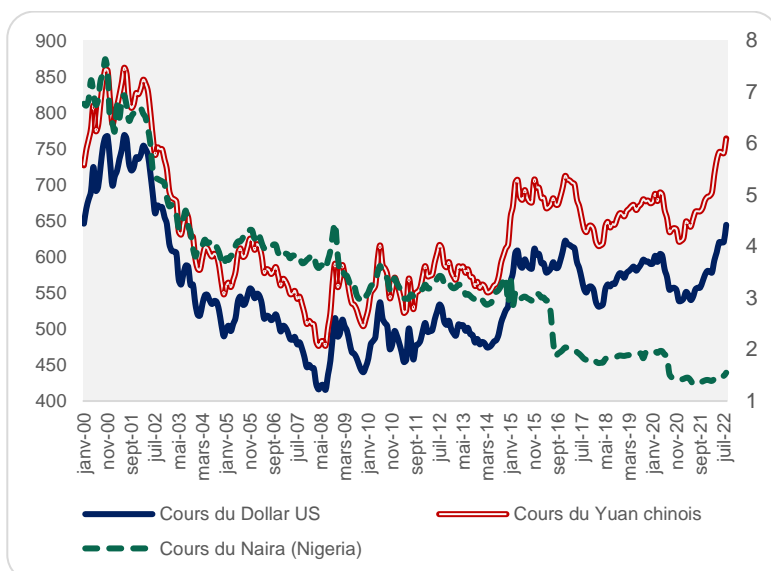
Figure 6 : Evolution des cours du café arabica et robusta (\$/Kg)



Les cours internationaux du café se sont aussi inscrits dans la même dynamique que ceux des autres produits de base, en 2022. En effet, les cafés *Arabica* et *Robusta* devraient enregistrer des hausses respectives de 28,5% et 19,9% de leurs cours, soit leurs valeurs les plus importantes enregistrées depuis 2011 pour ces deux (02) produits dont la Côte d’Ivoire est l’un des principaux producteurs au monde.

Source : FMI, WEO, Octobre 2022.

Figure 7 : Evolution du taux de change (F cfa/\$, naira, yuan)



Au niveau des taux de change, en 2022, le franc CFA (Fcfa) s’est déprécié par rapport au dollar américain, le Yuan chinois et le naira du Nigéria. En effet, au cours de l’année un dollar américain s’échangeait, en moyenne sur les onze (11) premiers mois de l’année à 624,2 contre 552,2 Fcfa en 2021, soit l’un de ses taux les plus fort depuis 2002. Pour ce qui est du yuan chinois, il valait 93,1 FCFA en moyenne de janvier à novembre 2022 contre 85,5 FCFA pour la même période de 2021. Quant au naira nigérian, il s’échange en moyenne sur les onze (11) mois à 1,5 FCFA après 1,4 FCFA sur la période de 2021.

Source : BCEAO, base de données économiques et financières.

1.3. Evolution de la conjoncture économique internationale 2022 et ses risques sur les perspectives mondiales

Enlèvement de la guerre en Ukraine avec ses multiples conséquences, incertitude sur l’efficacité des durcissements des politiques monétaires contre l’inflation, et vigueur du dollar, tels sont quelques-uns des risques qui pèsent sur les perspectives mondiales

La conjoncture économique internationale a globalement été assombrie par les conséquences de la guerre en Ukraine déclenchée en février 2022. Le poids des belligérants dans le commercial mondial, notamment dans l’offre de céréales, d’engrais, de pétrole et de gaz, a contribué à alimenter les tensions inflationnistes nées de la reprise post covid-19 et de la crise des chaînes d’approvisionnement.

Encadré 1 : Crise des chaînes d'approvisionnement

Le terme de « chaînes d'approvisionnement » ou « *supply chains* » en anglais, correspond à l'organisation transfrontalière des activités nécessaires pour produire des biens ou fournir des services, depuis l'utilisation d'intrants jusqu'à la commercialisation, en passant par les différentes phases que sont la conception, la fabrication et la livraison. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont devenues une manière courante d'organiser les investissements, la production et le commerce dans l'économie internationale. Différentes entreprises et sous-traitants, indépendants les uns des autres, font partie de ces chaînes, ce qui, au final, aboutit à une complexité et à une forte interdépendance. La rupture des chaînes d'approvisionnement peut ainsi être causée par des facteurs internes (grève, mauvaise gestion, etc.) ou externes (catastrophes naturelles, fluctuations boursières, crises politiques, etc.).

La crise de la chaîne d'approvisionnement mondiale observée en 2021 et 2022 a principalement résulté de la combinaison de l'impact des restrictions instaurées pour contenir le virus de la Covid-19 sur les déplacements, lesquelles ont conduit à des retards de livraison, et de la forte hausse de la demande de biens et de services, suite à la reprise de l'activité économique amorcée en 2021. Ceci s'est, entre autres effets, traduit par la hausse des prix des containers ou encore des goulots d'étranglement au niveau des plateformes portuaires et aéroportuaires. De manière plus spécifique, la crise résulte, entre autres, des sept (07) causes suivantes : (i) forte demande de produits et services inaccessibles ; (ii) pénurie de conteneurs maritimes ; (iii) pénurie de chauffeurs ; (iv) hausse des prix des matières premières ; (v) crise des semi-conducteurs ou puces électroniques ; (vi) dépendance envers la Chine ; (vii) surfaces de stockage limitées.

L'arrêt de l'activité mondiale provoqué par la pandémie de la Covid-19 et la forte reprise qui a suivi ont totalement désorganisé la chaîne d'approvisionnement, accentuant les ruptures dans de nombreux secteurs. D'après plusieurs analystes, en dépit de l'assouplissement progressif des restrictions, ces ruptures devraient se poursuivre jusqu'à la mi-2022, voire jusqu'en 2023, notamment pour l'industrie automobile qui subit la pénurie des semi-conducteurs.

La crise de la chaîne d'approvisionnement a touché tous les secteurs bien qu'avec des conséquences diverses⁴. Par ailleurs, selon le Cabinet Accenture, en 2021, 94% des plus grandes entreprises au monde, présentes au classement Fortune 1000, ont connu des perturbations de leurs chaînes d'approvisionnement. Au niveau des entreprises de l'automobile, la demande des puces électroniques n'a cessé d'augmenter avec une croissance estimée à 17% en 2022, entraînant des délais de livraison pouvant atteindre 10 à 20 semaines.

Pour ce qui est des autres secteurs, en 2021, la demande de bois a très fortement augmenté dans le monde pour répondre aux besoins de rénovation et de construction. Ainsi, les usines de production de bois qui ont manqué de main d'œuvre se sont trouvées saturées. La pénurie d'acier, quant à elle, a retardé fortement la construction de nouveaux entrepôts logistiques, de meubles ainsi que tous les projets de mécanisation. À ce jour, les délais d'approvisionnement se sont fortement allongés avec des prix qui se sont envolés de plus de 70% en un an.

Concernant le secteur du transport maritime, les compagnies ont mis à l'arrêt 11% de la flotte mondiale lors du « Grand confinement ». Ainsi, les conteneurs vides ont eu du mal à se repositionner vers les lieux de production, créant ainsi une pénurie et des engorgements s'en sont suivis sur les principaux ports du monde, lors de la reprise économique de 2021. Cette situation a contribué à l'envolée des taux de fret conteneurisé (environ cinq fois les taux de 2019). Selon la CNUCED, dans son rapport sur le commerce maritime publié en novembre 2021, si les taux de fret conteneurisé se maintiennent à leur niveau actuel en 2023, les prix mondiaux à la consommation devraient être supérieurs de 1,5% à ce qu'ils auraient été autrement.

Source : DPEE/Commission de l'UEMOA, avril 2022.

⁴ Selon une étude menée en France par le cabinet Agile Buyer et le Conseil national des achats, à partir d'un sondage effectué sur 893 directeurs des achats entre le 16 novembre et le 2 décembre 2021, les secteurs les plus touchés par les pénuries dans le pays sont l'agroalimentaire et l'hôtellerie-restauration (82%), l'industrie automobile (78%), la métallurgie (75%) ainsi que la mode et le luxe (74%). Par contre, les entreprises les moins impactées sont celles de la finance (42%) et de l'informatique/télécoms (38%).

L'inflation a été l'un des faits marquants de la conjoncture internationale, avec l'enregistrement de taux records presque dans tous les pays du monde. Selon le FMI (octobre 2022), l'inflation mondiale atteindrait, en 2022, un niveau jamais atteint depuis 1996 avec un taux moyen annuel de 8,8%, contre 4,7% en 2021, en lien, entre autres, avec les conséquences de la guerre en Ukraine, notamment du fait de la hausse des prix de l'énergie (gaz, pétrole, etc.) et de ceux des céréales. Elle devrait revenir à ses valeurs d'avant crise Covid-19 qu'à partir de 2024.

Du point de vue des pays partenaires de l'Union, la Chine semble être moins affectée par l'inflation, avec un taux de 1,6% sur un an en novembre 2022 contre 2,1% le mois précédent. Par contre la Zone euro subit le plus la hausse des prix. En effet, en novembre 2022, le taux annuel de l'inflation de la Zone euro a été de 11,1%, contre 10,6%, en octobre et 4,9% un an auparavant, selon Eurostat⁵, porté par la hausse des prix de l'énergie (+3,82 points, pp), suivis de ceux de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+2,84 pp), des services (+1,76 pp) et des biens industriels hors énergie (+1,63 pp). Les pays avec les taux d'inflation annuels les plus faibles sont l'Espagne (6,7%), la France (7,1%) et Malte (7,2%), même si ceux-ci restent significativement élevés. A l'inverse, la Hongrie (23,1%), la Lettonie (21,7%), l'Estonie (21,4%) et la Lituanie (21,4%) sont les plus touchés par la hausse des prix. Aux Etats Unis, en novembre, l'inflation a reculé sur un an par rapport à octobre, passant de 7,7% à 7,1% en lien avec la baisse des prix de plusieurs produits dont l'énergie.

En Afrique de l'Ouest, le taux record est atteint par le Ghana qui a enregistré une inflation moyenne annuelle de 50,3% en novembre 2022, contre 40,4% en octobre 2022, d'après le service national de la statistique du pays⁶, portée aussi bien par les produits alimentaires (+43,7%) que non alimentaires (+46,5%). Quant au Nigéria, il a enregistré, en novembre 2022, sa plus forte inflation depuis 2005, avec un taux de 21,5% en moyenne annuelle contre 21,1% en octobre 2022 (Bureau national des statistiques⁷). Le FMI projette l'inflation annuelle moyenne de ces deux (02) pays à 27,2% et 18,9% respectivement, en 2022, contre 10,0% et 17,0% en 2021.

Par ailleurs, pour juguler l'inflation, les banques centrales ont presque toutes procédé à l'augmentation de leurs taux directeurs. Par exemple, la Réserve fédérale américaine (FED) a relevé ses taux directeurs six (06) fois depuis mars, en les augmentant de 0,75 point le 7 décembre 2022, les portant ainsi de 3,75% à 4,0%. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle a décidé, le 8 septembre, d'augmenter ses trois (03) taux d'intérêt directeurs de 75 points de base, soit le plus fort relèvement depuis sa création. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, qui est le taux auquel les banques se font prêter de l'argent par la BCE, s'élève désormais à 1,25%. Pour ce qui est du taux de la facilité de prêt marginal, qui est le taux auquel la BCE prête aux banques commerciales qui ont besoin de montants importants dans un délai de moins d'une journée, est revu à 1,50%. Enfin, le taux de la facilité de dépôt, qui correspond au taux auquel la BCE rémunère l'argent déposé par les banques commerciales, a été porté à 0,75%. Cette situation d'augmentation des taux directeurs renchérit les financements et a contribué à alimenter l'appréciation du dollar vis-à-vis des principales devises. En perspectives, la BCE devrait poursuivre l'augmentation de ses taux jusqu'en 2023, mais à un rythme plus lent.

Selon le FMI, les risques de détérioration des perspectives de croissance, aussi bien mondiale que régionale, sont élevés. En effet, il y a, d'abord, une incertitude sur l'efficacité des stratégies de réduction de l'inflation prises par les autorités monétaires. En outre, le maintien de politiques divergentes par les économies avancées pourrait alimenter l'appréciation du dollar. Ensuite, le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale risquerait d'être

⁵ <https://ec.europa.eu/eurostat>

⁶ <https://www.statsghana.gov.gh/>

⁷ <https://www.nigerianstat.gov.ng>

à l'origine d'une vague de surendettement dans les pays émergents et, enfin, l'aggravation de la crise du secteur immobilier en Chine pourrait entraver la croissance mondiale.

Parmi les différents risques cités par le FMI dans ses éditions des « Perspectives de l'économie mondiale » d'octobre 2022, il est à retenir :

- **des erreurs de politiques monétaires : resserrement monétaire insuffisant ou excessif** : un resserrement excessif des politiques monétaires par les banques centrales risque de plonger de nombreuses économies dans une récession, alors que son insuffisance peut entraîner une inflation plus longue incitant une position future plus belliciste sur les taux d'intérêt à un coût important pour la production et l'emploi;
- **la mise en œuvre de politiques économiques divergentes contribuerait à alimenter l'appréciation du dollar** : le resserrement de la politique monétaire aux États-Unis et dans la Zone euro pourrait continuer à diverger si l'inflation persiste plus longtemps car un durcissement de la politique monétaire s'avère difficile à mettre en œuvre dans la Zone euro en présence de risques de fragmentation. Une autre dimension de la divergence des politiques macroéconomiques se situe entre la Chine, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. Dans l'ensemble, les divergences de politiques pourraient entraîner une nouvelle appréciation du dollar américain. Au cours de l'année 2022, le dollar américain s'est déjà apprécié d'environ 15% par rapport à l'euro, de plus de 10% par rapport au renminbi, de 25% vis-à-vis du yen et de 20% par rapport à la livre sterling. Les mouvements de devises associés pourraient aggraver les tensions transfrontalières concernant la compétitivité et attisent l'inflation dans de nombreuses économies, étant donné la prédominance des prix en dollars dans le commerce international. Cette situation pourrait conduire certains pays à durcir davantage leurs politiques pour prévenir une dépréciation excessive de leurs monnaies avec des effets sur la croissance ;
- **des tensions inflationnistes plus persistantes** : l'inflation devrait baisser en 2023 et 2024 et les perspectives indiquent une désinflation plus rapide dans les économies avancées que dans les marchés émergents et les économies en développement. Cependant, plusieurs facteurs pourraient retarder la modération de l'inflation. En effet, de nouveaux chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires pourraient maintenir l'inflation globale élevée plus longtemps car les prix de l'énergie sont et resteront particulièrement sensibles à la cour de la guerre en Ukraine. En outre, les événements météorologiques extrêmes pourraient saper l'approvisionnement des produits alimentaires mondiaux mettant ainsi une pression à la hausse sur les prix des aliments qui composent une grande partie des régimes alimentaires, avec des conséquences désastreuses pour les pays les plus pauvres du monde ;
- **Un surendettement généralisé dans les pays émergents vulnérables** : la guerre en Ukraine a contribué à précipiter la flambée des spreads souverains⁸ pour certains marchés émergents et les économies en développement. Cette poussée vient au milieu d'une dette record due à la pandémie de Covid-19. Si l'inflation devait rester élevée, un nouveau durcissement de la politique monétaire des économies avancées pourrait accroître la pression sur les emprunts des économies émergentes et en développement. Ainsi, une aggravation de la crise de la dette dans ces économies pèserait lourdement sur la croissance mondiale et pourrait même conduire à une récession mondiale. En outre, la vigueur du dollar américain ne peut qu'aggraver la probabilité de surendettement ;
- **Arrêt de l'approvisionnement en gaz de l'Europe** : la guerre en Ukraine continue d'envoyer des répliques à travers l'Europe et les marchés mondiaux. La quantité de gaz russe fournie à l'Europe est tombée à environ 20% du dernier niveau de l'année 2021, contre 40% à l'époque de la mise à jour de l'édition de juillet 2022 du rapport sur

⁸ Marge qui s'applique à un Etat dès lors qu'il souhaite emprunter des capitaux sur le marché des capitaux. Autrement dit, elle correspond à la prime de risque.

les perspectives de l'économie mondiale du FMI⁹. Les dernières prévisions ont intégré l'attente d'une diminution accrue du volume, à des niveaux encore plus bas, d'ici la mi-2024, en ligne avec les objectifs d'indépendance énergétique des grandes économies européennes ;

- **Une recrudescence des alertes sanitaires mondiales** : quoique les derniers variants du coronavirus soient moins mortels qu'auparavant, la pandémie de Covid-19 continue de faire des ravages, entraînant un absentéisme prolongé, une baisse de la productivité et de la production. Ainsi, l'évolution vers des variants de coronavirus plus agressifs et mortels reste un risque pour l'économie mondiale ;
- **Une aggravation des problèmes immobiliers en Chine** : la Chine s'est considérablement affaiblie depuis le début de l'année 2022 et a fait l'objet d'une révision à la baisse de sa croissance par le FMI depuis le confinement d'avril 2022 à Shanghai et ailleurs. Sur le moyen terme, les risques à la baisse pesant sur la reprise de la croissance en Chine dominent les perspectives, avec des signes de ralentissement significatif dans le secteur immobilier, historiquement moteur de croissance pour l'économie chinoise. Le déclin dans les ventes immobilières empêche les promoteurs d'accéder à une source de liquidité indispensable pour terminer les projets en cours, ce qui exerce une pression sur leurs flux de trésorerie et augmente la possibilité de nouveaux défauts de paiement. Par ailleurs, le potentiel de pertes du secteur bancaire peut induire des retombées macrofinancières plus larges qui pèseraient lourdement sur la croissance à moyen terme de la Chine ;
- **La fragmentation de l'économie mondiale entrave la coopération internationale** : l'invasion russe de l'Ukraine a fracturé les relations entre la Russie et de nombreux pays. Les tensions géopolitiques risquent de perturber les échanges et d'éroder les piliers du commerce multilatéral ainsi que les cadres de coopération qui ont mis des décennies à se construire. Alors que le récent accord sur les céréales de la mer Noire est de bon augure pour augmenter l'offre de matières premières à l'échelle mondiale, les risques que l'économie mondiale se fragmente davantage sont réels et pourraient peser sur les perspectives, notamment des trois (03) à cinq (05) prochaines années.

⁹ En anglais, *World Economic Outlook* (WEO).

II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2022-2026 DE L'UNION

2.1. Situation économique récente

2.1.1. Secteur réel et prix

Une conjoncture économique morose, marquée par une forte hausse de l'inflation, une augmentation des taux directeurs de la BCEAO et une relative maîtrise de la pandémie de Covid-19.

Depuis la publication en mai 2022 de la note de cadrage macroéconomique 2022-2026 de l'Union, la situation économique internationale et régionale s'est fortement dégradée et de nouvelles incertitudes sont venues peser sur les perspectives macroéconomiques de l'Union.

A partir des dernières données reçues des Etats membres, la croissance économique de l'Union a été de 6,1% en 2021, contre 1,8% en 2020. Bien que, le taux de l'Union soit identique à celui de l'édition précédente, des corrections ont été apportées par les Etats. Ainsi, la croissance a été revue à la hausse pour le Bénin (+0,2 pp¹⁰), la Côte d'Ivoire (+0,9 pp), la Guinée-Bissau (+0,1 pp), le Sénégal (+1,1 pp) et le Togo (+0,2 pp). En revanche, des révisions à la baisse ont été effectuées dans le cas des pays sahéliens, en proie à la crise sécuritaire et en raison principalement de la mauvaise production agricole. Il s'agit notamment du Burkina Faso (-0,2 pp), du Mali (-2,1 pp) et du Niger (-4,2 pp).

En 2022, la situation sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 a globalement été maîtrisée au sein de l'Union. En effet, à fin novembre, le cumul total de nombre de cas enregistrés depuis l'apparition de la pandémie s'est établi à 316 677, dont 62 991 pour l'année 2022, contre 165621 pour la même période de 2021. Le nombre de décès dus à la pandémie s'élève à 4865 à fin novembre 2022, soit un taux de létalité de 1,5%. Le nombre de décès pour l'année 2022 à la période est de 450, contre 3130 au même mois de 2021. Néanmoins, la vaccination de la population demeure faible et pourrait constituer un risque en cas d'apparition de nouveaux variants plus agressifs. Pour une population totale estimée en 2022 à 137 millions d'habitants, seulement 26,4 millions d'individus environ ont été totalement vaccinés à fin novembre 2022, soit 18,7% de la population totale.

Comme pour les autres régions du monde, l'inflation a marqué l'économie de l'Union au cours de l'année 2022. L'inflation régionale a ainsi baissé de 0,1% au mois de novembre 2022, par rapport à son niveau d'octobre 2022, en lien avec les replis enregistrés principalement au Burkina Faso et au Mali qui étaient les Etats membres les plus fortement touchés par la hausse des prix à la consommation. Comparativement à son niveau de la même période de 2021, elle a augmenté de 8,0%. En moyenne annuelle, le taux d'inflation de l'Union est ressorti à 7,3% au mois de novembre 2022. Par Etat membre, le taux d'inflation en moyenne annuelle a été de 1,5% au Bénin, 14,0% au Burkina Faso, 5,2% en Côte d'Ivoire, 7,6% en Guinée Bissau, 9,8% au Mali, 4,4% au Niger, 8,9% au Sénégal, 7,5% au Togo.

La persistance de la déviation de l'inflation par rapport à sa zone cible, comprise entre 1% et 3%, fait peser des risques sur l'ancrage des anticipations d'inflation dans la région et pourrait entraîner des effets de second tour (BCEAO, septembre 2022). Ainsi, à l'instar de la plupart des banques centrales du monde, le Comité de politique monétaire a décidé en septembre 2022 de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,25% à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 4,25% à 4,50%.

Par ailleurs, la crise sécuritaire que traverse l'Union s'est accentuée au cours de l'année 2022 avec une multiplication des attaques terroristes, particulièrement au Burkina Faso, entraînant des vagues de déplacés internes dans le pays. En outre, les menaces se sont étendues à

¹⁰ Points de pourcentage.

certaines pays côtiers de la région, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo. De même, sur le plan institutionnel, l'année 2022 a été marquée par deux (02) bouleversements politiques intervenus en janvier et octobre au Burkina Faso et les sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales que sont la CEDEAO et l'UEMOA à l'encontre du Mali de janvier à juillet 2022.

2.1.2. Finances publiques et dette

Un déficit budgétaire global qui demeure élevé en 2021 et qui risquerait de se creuser davantage en 2022 avec les mesures de soutien contre l'inflation prises par les autorités des Etats membres.

En 2021, le déficit budgétaire global de l'Union a été de 5,5% du PIB, après 5,6% en 2020, soit une correction respective de 0,2 pp et 0,1 pp de moins par rapport aux résultats présentés dans la dernière publication de la note de cadrage macroéconomique.

Encadré 2 : Quelques mesures prises par les Etats membres en vue de lutter contre l'inflation

En **Côte d'Ivoire**, de nouvelles mesures visant à lutter contre la cherté de la vie ont été annoncées en août 2022. Ces mesures concernent l'extension du bénéfice de l'indemnité contributive au logement et à sa revalorisation de 20 000 FCFA par mois pour l'ensemble des fonctionnaires et agents de l'Etat, la revalorisation de la prime mensuelle de transport et de l'allocation familiale qui passe de 2500 FCFA à 7500 F CFA par mois et par enfant pour tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, l'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année, représentant un tiers (1/3) du salaire mensuel indiciaire de base et la hausse de l'allocation familiale de 5000 FCFA par mois et par enfant pour les retraités du secteur public.

Au **Sénégal**, le 26 septembre 2022, le Gouvernement a tenu une réunion présidentielle en vue de concertations sur la lutte contre la vie chère avec, entre autres mesures : (i) Riz : maintien de la suspension effective de la TVA et baisse du droit de douane de 10 à 0% ; (ii) **huile**: application d'une baisse de 5% à travers la taxe d'ajustement à l'importation sur les huiles brutes de palme, de soja et de tournesol ; (iii) **Sucre** : suspension de la taxe conjoncturelle à l'importation (TAI) et application des droits de douane sur la valeur CAF à la place de la valeur de référence ; (iv) **Blé et farine de blé**: suspension des droits de douane et de la TVA, dispositif de compensation financière à l'endroit des meuniers évaluée à 15 milliards, échéance mois de juillet.

Au **Togo**, les nouvelles mesures édictées par les autorités contre la vie chère, vont coûter à l'Etat, 87,6 milliards FCFA. Dans le détail, il s'agit d'une augmentation de 10% de la valeur indiciaire des salaires et des pensions de retraite pour les fonctionnaires civils et militaires, soit un montant annuel de 22,5 milliards FCFA et de la revalorisation additionnelle de 5% de la pension de retraite pour tous les retraités du secteur public civil et militaire et du secteur privé. Les autorités ont aussi accordé une indemnité mensuelle de transport de 10 000 FCFA, à titre exceptionnel, à chaque fonctionnaire de l'Etat, « payable hors bulletin pour faire face à la hausse des frais de déplacement » et correspondant à un coût budgétaire annuel de 8,8 milliards FCFA, ainsi qu'une gratification du reliquat de l'avance sur salaire consentie en janvier 2022 aux fonctionnaires et retraités sur les 8 mois restants à rembourser, équivalant à 7,1 milliards FCFA. Dans le cadre de la prochaine rentrée scolaire, les nouvelles dispositions prévoient une gratification spéciale de 3 milliards de FCFA par transfert monétaire direct au profit des parents d'élèves pour l'achat de fournitures scolaires et de subventions de 2,5 milliards de FCFA pour l'acquisition des manuels d'écriture et de lecture pour les élèves de l'enseignement primaire. Au titre des mesures sociales, on annonce aussi la hausse de la subvention sur les engrais de 6 milliards FCFA pour la porter à 7,5 milliards FCFA, au profit des agriculteurs, une dotation additionnelle de la subvention sur les produits pétroliers de 30 milliards FCFA pour la porter à 37,8 milliards FCFA. Il y a également une dotation additionnelle de la subvention au gaz domestique, qui passe de 7,7 milliards francs CFA à 9,3 milliards FCFA.

Source : Commission de l'UEMOA, septembre 2022.

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2022, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union (hors Togo)¹¹ reçues dans le cadre de la note de conjoncture régionale de la période indiquent une hausse de 12,4% des recettes budgétaires totales et de 14,5% des dépenses publiques en glissement annuel. En somme, l'exécution budgétaire de l'Union indique une dégradation de la position budgétaire globale par rapport au deuxième trimestre 2021. Cependant, les pressions inflationnistes ont conduit tous les Etats membres à prendre des mesures d'accompagnement (subventions, suppression de taxes, etc.) qui devraient peser sur les finances publiques de l'Union en 2022.

Pour ce qui est de la dette publique, le taux d'endettement de l'Union s'est établi à 54,6% du PIB en 2021, soit 4,4 pp de PIB de plus comparativement à 2020 et une correction à la hausse de 1,3 pp par rapport à l'édition de mai 2022 de la note de cadrage macroéconomique de l'Union. La forte appréciation du dollar américain au cours de l'année 2022 et le durcissement des conditions financières risqueraient d'augmenter la dette publique de l'Union et de peser davantage sur son service à moyen terme.

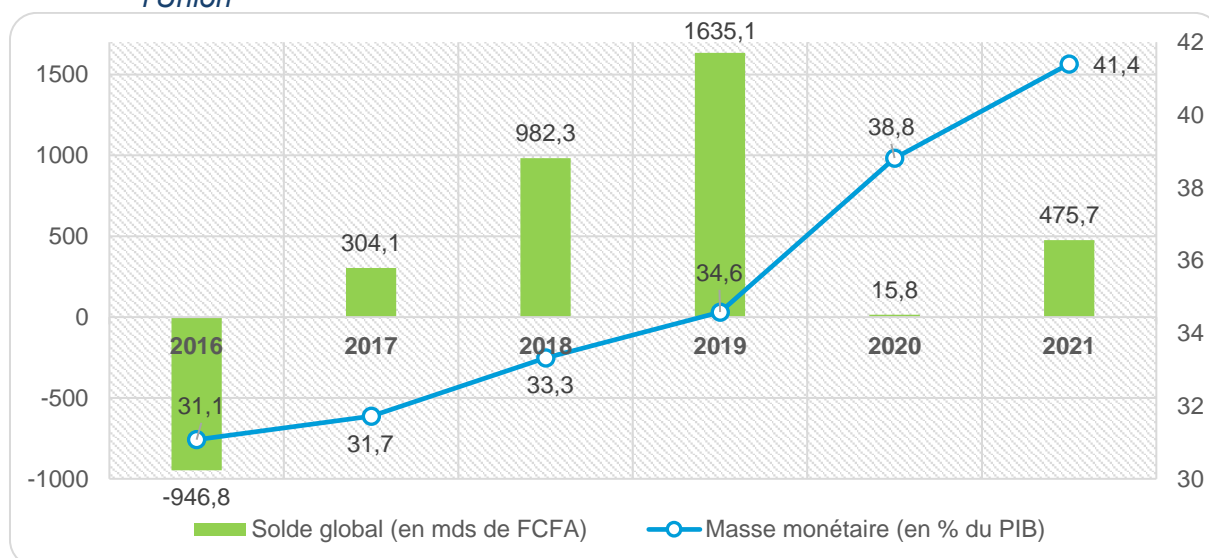
2.1.3. Secteur extérieur et monnaie

La bonne tenue des prix des produits de base exportés par les Etats membres pourrait revigorer les ventes à l'extérieur de l'Union, même si la cherté des biens importés pourrait les contrebalancer, aggravant ainsi le déficit global des échanges extérieurs.

Les échanges extérieurs de l'Union ont affiché un solde global excédentaire de 475,7 milliards en 2021, contre 15,8 milliards en 2020. Comparativement à la publication précédente, le solde global de l'Union a été corrigé en baisse de 366,4 milliards.

Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est consolidée de 5 802,2 milliards soit 16,3%, pour ressortir à 41 459,1 milliards. Par rapport à la note de cadrage précédente, la masse monétaire est revue en baisse de 7,9 milliards.

Figure 8 : Evolution du solde global de la balance des paiements et de la masse monétaire de l'Union



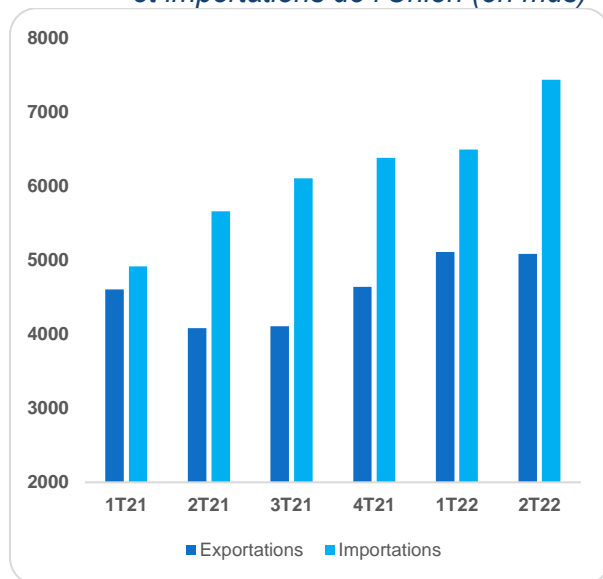
Source : BCEAO.

Au second trimestre 2022, d'après les données conjoncturelles des Etats membres reçues dans le cadre de la note de conjoncture régionale, le cumul des exportations de biens de l'Union a progressé de 17,4%, tandis que les importations ont augmenté de 31,7%.

¹¹ Les données du Togo sur les finances publiques du deuxième trimestre n'étaient pas encore disponibles au moment de l'élaboration de la présente note.

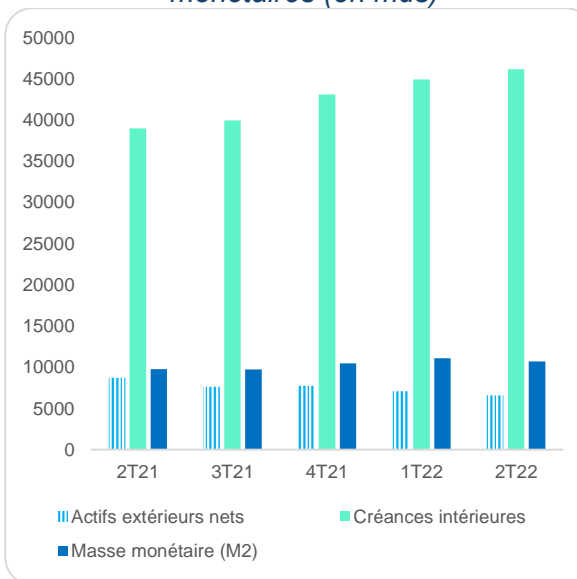
D'après la BCEAO¹², la masse monétaire dans l'Union a augmenté de 12,7% sur un an, au second trimestre 2022, en lien avec la hausse des créances intérieures (+18,4%) qui a plus que compensé la contraction des actifs extérieurs nets (-24,5%).

Figure 9 : Evolution des exportations et importations de l'Union (en mds)



Source : Etats membres.

Figure 10 : Evolution des agrégats monétaires (en mds)



Source : BCEAO.

2.2. Perspectives économiques 2022-2026 de l'Union

De nouveaux risques (extension de la crise sécuritaire, non-respect des calendriers en vue d'un retour à l'ordre institutionnel au Burkina Faso et au Mali, durée plus longue des tensions inflationnistes, etc.) jettent le flou sur les perspectives macroéconomiques à moyen terme de l'Union, conduisant à des révisions à la baisse de la croissance économique sur toute la période 2022-2026.

Encadré 3 : Méthode de calcul des agrégats de l'Union

Les perspectives de l'Union sont dégagées à partir de celles des Etats membres. Ainsi, les agrégats de l'Union exprimés en valeur, notamment le PIB nominal et les agrégats des finances publiques, sont obtenus par la simple somme des valeurs observées au niveau des Etats membres. La démarche présente des limites, particulièrement pour les finances publiques dont la méthodologie de production des données n'est pas toujours harmonisée dans la pratique (différences de champs et de manuels de référence).

En revanche, pour les comptes nationaux, tous les Etats membres ont, aujourd'hui, procédé à la revalorisation de leurs PIB, avec comme nouvelles années de base 2014 pour le Sénégal, 2016 pour le Togo et 2015 pour les autres, ainsi qu'à la migration du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 vers le SCN de 2008. Toutefois, le Mali n'a pas encore commencé à élaborer ses prévisions sur la base des nouveaux comptes nationaux et poursuit ses travaux de cadrage avec 1999 comme année de base. A cet effet, la nouvelle année de base des comptes nationaux à prix constants de l'Union est passée de 1999 à 2015 et pour élaborer les agrégats et indicateurs régionaux à prix constants, les comptes de tous les Etats sont ramenés à cette base, à partir de leurs PIB à prix courants et déflateurs, tout en conservant le taux de croissance national.

¹² Bulletin trimestriel de statistique, deuxième trimestre 2022.

2.2.1. Hypothèses de prévision

Les hypothèses qui sous-tendent les prévisions pour l'Union reposent principalement sur :

- l'apaisement progressif des menaces sécuritaires dans la région, avec un retour des populations déplacées dans leurs localités grâce à une meilleure coordination des actions de lutte contre la crise ;
- la tenue globalement satisfaisante de la production agricole soutenue par la mise en œuvre efficace des programmes et projets nationaux et communautaires de développement du secteur ;
- le démarrage de la production de pétrole au Sénégal et le début de l'exportation du brut au Niger, à partir de 2023 ;
- la baisse de l'inflation à partir de 2023 et son retour aux taux d'avant 2020 sur la période 2024-2026, grâce, entre autres, à la mise en œuvre des mesures adoptées par les Etats pour lutter contre la vie chère ;
- la conduite efficace des réformes dans le domaine des finances publiques et de la dette publique dans les Etats membres ainsi que la mise en œuvre des plans de relance économique post Covid-19 : augmentation des recettes, maîtrise des dépenses courantes, amélioration de la performance des dépenses d'investissement, endettement prudent et mise en œuvre des mesures en vue de sa soutenabilité.

2.3. Principaux résultats

2.3.1. Secteur réel

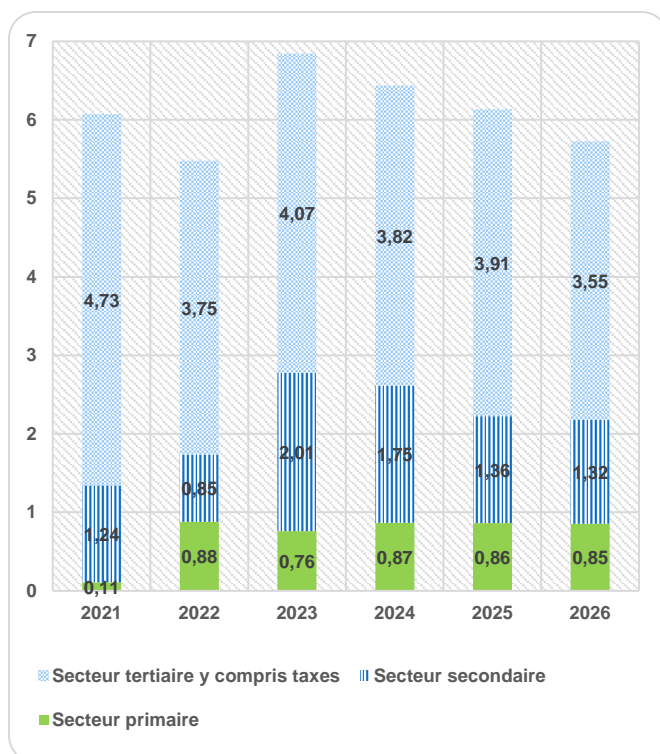
Une révision à la baisse des projections de la croissance économique de l'Union sur toute la période 2022-2026 en raison, entre autres, du contexte difficile de 2022 et des multiples incertitudes qui pèsent sur les perspectives.

La croissance économique de 2022, projetée à 6,0% dans l'édition de mai de la note de cadrage macroéconomique de l'Union a été revue à la baisse, de 0,5 pp. Cette révision résulte des conséquences, dans tous les Etats membres, de l'environnement international et régional difficile, notamment la fulgurante hausse de l'inflation et sa persistance, ainsi que leurs effets combinés sur les revenus des agents économiques et les finances publiques, les bouleversements institutionnels au Burkina Faso et l'impact des sanctions économiques et financières prises par la CEDEAO et l'UEMOA à l'encontre du Mali, entre autres.

La croissance économique serait ainsi de 5,5% en 2022, portée par l'ensemble des secteurs d'activités. En effet, la contribution du secteur primaire à la croissance de l'Union passerait de 0,1 point en 2021 en lien avec la mauvaise campagne agricole dans les pays sahéliens à 0,9 point en 2022, grâce à une meilleure production agricole. Pour ce qui est des autres secteurs, à savoir le secondaire et le tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits), leur contribution à la croissance se réduirait, se ressortant respectivement à 0,8 points (-0,4 point) et 3,8 points (-0,9 point).

En 2023, la croissance économique de l'Union devrait reprendre grâce, en grande partie, à l'aboutissement des projets pétroliers du Niger et du Sénégal. La progression de l'activité économique régionale serait de 6,8%, soit une révision à la baisse de 0,6 point par rapport aux projections de mai 2022. Globalement cette révision résulte des moins bonnes performances attendues au niveau de tous les Etats membres, à l'exception du Sénégal pour lequel une légère correction (+0,1 pp) a été effectuée, en raison de la situation sociopolitique et sécuritaire qui demeure particulièrement délicate dans plusieurs pays et des probables poursuites des répercussions de l'environnement international sur les économies de l'Union. Néanmoins, une accélération de la croissance est attendue dans la quasi-totalité des Etats membres.

Figure 11 : Contribution des secteurs à la croissance 2021-2026 de l'Union (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Sur la période 2023-2026, la contribution du secteur primaire à la croissance de l'Union resterait assez stable en raison de la forte incertitude sur la production agricole qui subit davantage les conséquences du dérèglement climatique. En ce qui concerne le secteur secondaire, il tirerait sa dynamique de la production pétrolière du Niger et du Sénégal, mais aussi de la branche construction qui continuerait de bénéficier de la mise en œuvre des projets d'investissement publics. Quant au secteur tertiaire (y compris les taxes nettes sur les produits), il demeurerait vigoureux, porté par l'ensemble des branches, notamment le commerce et le transport. Néanmoins, ces projections restent fragiles au regard de la forte probabilité de concrétisation des risques que sont, entre autres, l'aggravation du contexte sécuritaire, l'inefficacité et le retard de certains grands projets d'investissement, le non-respect des échéances électorales.

Les perspectives de croissance de l'Union et des Etats membres sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Perspectives de croissance 2022-2026 de l'Union et des Etats membres (en %)

ETATS MEMBRES	CROISSANCE MISE A JOUR (en %)						DIFFERENCE PAR RAPPORT A MAI 2022 (en point de pourcentage)					
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021	2022	2023	2024	2025	2026
BENIN	7,2	5,1	5,9	5,2	5,9	5,8	0,2	-1,7	-1,8	-1,6	-1,4	-0,4
BURKINA FASO	6,9	4,5	6,0	5,4	5,7	5,4	-0,2	-2,1	-0,9	0,4	0,5	-0,8
CÔTE D'IVOIRE	7,4	6,4	6,8	6,2	6,6	6,2	0,9	-0,3	-0,8	-1,2	-0,4	-1,0
GUINEE BISSAU	6,4	4,5	4,3	4,0	4,1	4,7	0,1	0,7	-0,6	-0,7	-0,9	-0,4
MALI	3,1	3,8	4,8	4,7	4,9	4,6	-2,1	-0,7	0,1	-0,1	0,5	-0,1
NIGER	1,4	6,5	7,5	12,1	6,6	5,2	-4,2	1,3	-1,4	1,5	0,6	0,0
SENEGAL	6,1	4,8	10,2	7,2	5,9	5,7	1,1	-0,2	0,0	0,4	0,0	-0,1
TOGO	5,5	4,5	4,7	5,5	5,8	5,7	0,2	-0,8	-1,0	-0,8	0,7	-0,3
UNION	6,1	5,5	6,8	6,4	6,1	5,7	0,0	-0,5	-0,7	-0,5	-0,2	-0,5

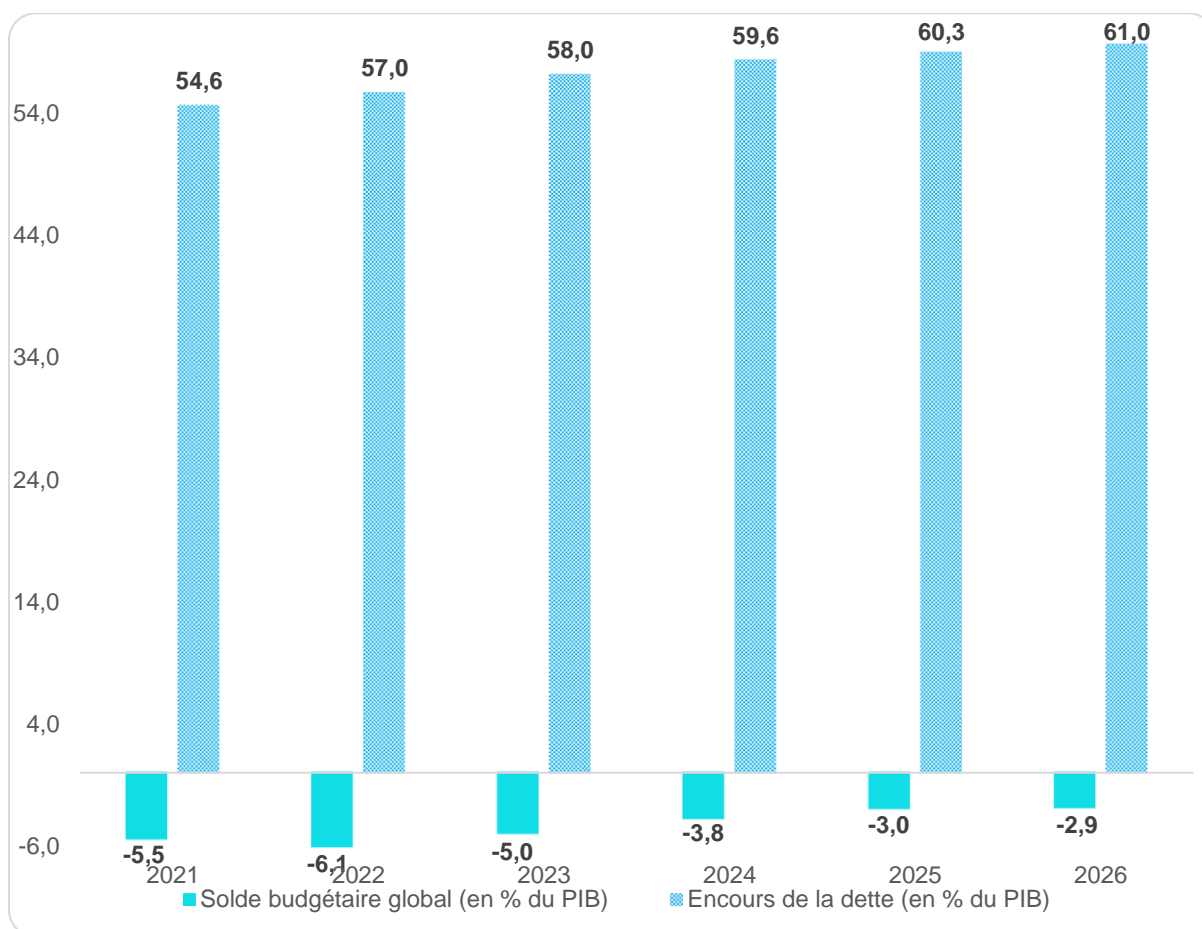
Source : Commission de l'UEMOA.

2.3.1.1. Finances publiques et dette publique

Une consolidation budgétaire globale qui ne devrait intervenir qu'à partir de 2025, en raison des chocs internes et externes qui ont fait largement dévier le déficit de sa trajectoire sur la période 2020-2022.

Après que l'Union a pu enregistrer un déficit budgétaire global en dessous de 3,0% du PIB en 2019, la crise de la pandémie de Covid-19, les mesures de politique de relance économique et l'accélération de la hausse des prix ont conduit les autorités des Etats membres à consacrer d'importantes ressources au soutien du pouvoir d'achat des populations et à l'activité économique, contribuant ainsi à creuser le solde des finances publiques sur la période 2020-2022. Par ailleurs, le recouvrement des ressources demeure en peine, en lien avec le contexte international et régional peu favorable. Sous l'hypothèse d'une meilleure poursuite des efforts en vue d'améliorer la performance des régies financières (lutte contre la fraude et les détournements, renforcement des capacités, informatisation, etc.) et d'un recentrage des dépenses vers les plus essentielles d'entre elles, le déficit budgétaire global de l'Union devrait se situer à 2,9% en 2026 et 3,0% du PIB en 2025. Globalement, les recettes se situeraient à 17,5% du PIB en 2022 comme en 2021, puis à 18,4%, en moyenne, sur la période 2023-2026. Pour ce qui est des dépenses publiques de l'Union, elles devraient s'établir à 23,5% du PIB en 2022, contre 22,9% en 2021 et en moyenne, à 22,0% sur la période 2023-2026. En somme, le déficit budgétaire global ressortirait à 6,1% du PIB en 2022, contre 5,5 en 2021, puis à 5,0% en 2023, ensuite à 3,8% en 2024 et respectivement à 3,0% et 2,9% en 2025 et 2026.

Figure 12 : Evolution des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) sur la période 2021-2026



Source : Commission de l'UEMOA.

En 2022, le taux d'endettement de l'Union devrait augmenter par rapport à 2021, ressortant à 57,0%, contre 54,6% l'année précédente. Comparativement au cadrage de mai 2022, le taux d'endettement de l'Union serait ainsi revu en hausse de 0,8 pp en 2022, entre autres, en raison de l'aggravation attendue du déficit budgétaire global. Par ailleurs, le renchérissement du financement auquel le monde assiste en 2022, combiné à la forte appréciation du dollar américain, n'augure pas de bonnes perspectives pour les Etats membres de l'Union dont la charge du service de la dette pèse déjà suffisamment lourd sur les finances publiques et ferait craindre, à court terme, des problèmes de soutenabilité. Le taux d'endettement de l'Union ne devrait pas se réduire significativement sur la période 2023-2026 et resterait en moyenne à 59,7%.

2.3.2. Risques et recommandations de politiques économiques

L'Union fait face à de multiples chocs internes (crise sécuritaire, conséquences du dérèglement climatique, hausse de l'inflation, etc.) et externes (répercussion des conflits géopolitiques, guerre en Ukraine, instabilité des cours des matières de base exportées, crise sanitaire, etc.) ces dernières années. L'impact de ces chocs plombe l'activité économique et freine le développement des Etats membres avec des pertes en vies humaines, une accentuation de la précarité, des bouleversements sociopolitiques, un anéantissement des efforts de développement du capital humain, etc. Les risques d'avènement de nouveaux chocs sont élevés, réduisant la visibilité sur les perspectives à moyen terme.

Par ailleurs, le niveau assez élevé du déficit budgétaire global est une source d'inquiétude supplémentaire concernant l'atterrissage des Etats membres et le respect des critères de convergence de la CEDEAO à l'échéance retenue pour l'entrée en vigueur de la monnaie unique.

Dès lors, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre et renforcer les actions de coordination face à la crise sécuritaire ;
- veiller à une mise en œuvre efficace des programmes et projets de développement structurants porteurs de croissance en impliquant fortement les entreprises privées nationales ;
- renforcer les politiques d'appui au renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises privées nationales ;
- veiller à la rationalisation, au ciblage et à la délimitation dans le temps des mesures exceptionnelles adoptées pour lutter contre la vie chère pour garantir leur soutenabilité budgétaire, assurer la protection des dépenses d'investissement et soutenir la croissance à moyen terme ;
- privilégier la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de garantir la soutenabilité des finances publiques et de la dette publique, ainsi que celle du service de la dette, dans un contexte marqué par un renchérissement des conditions de financement au niveau mondial ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes dont celles relatives aux finances publiques pour une meilleure mobilisation des ressources, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'extension des initiatives en matière de télé-procédure, la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses fiscales et la maîtrise des dépenses courantes ;
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en particulier des investissements publics pour garantir la réalisation, à moyen terme, de performances de croissance à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et une trajectoire macroéconomique pouvant faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2022-2026 DES ETATS MEMBRES

3.1. BENIN

3.1.1. Evolution macroéconomique récente¹³

Une forte reprise de la croissance économique en 2021 dans un contexte de maîtrise de l'inflation, mais d'aggravation du déficit budgétaire global.

Par rapport à la dernière note de cadrage macroéconomique de l'Union, la croissance économique du Bénin a été corrigée en hausse de 0,2 pp en 2021, ressortant ainsi désormais à 7,2%, après 3,8% en 2020, portée par l'ensemble des secteurs d'activité. L'inflation se situe à 1,7%, contre 3,0% en 2020, soit le plus faible taux de l'Union pour l'année 2021, notamment grâce aux mesures d'anticipation adoptées par les autorités en vue de la constitution de stocks.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est aggravé, se situant à 5,7% du PIB en 2022, contre 4,7% en 2020. En ce qui concerne l'endettement, le taux s'est établi à 49,8%, contre 46,1% en 2020.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 597,3 milliards en 2021, après 306,9 milliards en 2020 et la masse monétaire a augmenté de 16,7%, se situant ainsi à 3210,5 mds, soit 32,7% du PIB.

Tableau 2 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Bénin

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	8 432,2	9 008,8	9 809,7
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	5,2	1,8	5,2
<i>Secteur secondaire</i>	13,6	5,2	9,1
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	6,0	4,5	7,5
PIB	6,9	3,8	7,2
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	10,6	10,5	11,0
<i>Solde budgétaire global</i>	-0,5	-4,7	-5,7
<i>Encours de la dette</i>	41,2	46,1	49,8
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	45,6	306,9	597,5
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire (M2)</i>	2 346,0	2 751,9	3 210,5

Source : Commission de l'UEMOA.

La conjoncture économique est restée relativement bien orientée à fin août 2022 car, entre autres, impactée par les conséquences de la guerre en Ukraine et les attaques terroristes dont la première a été enregistrée en fin d'année 2021. En effet, en matière d'inflation, la maîtrise des prix s'est poursuivie avec un taux de 1,5%, en moyenne annuelle, à fin novembre 2022, alors que l'inflation a atteint des records dans certains Etats membres. L'analyse des données reçues dans le cadre de la note de conjoncture régionale (sauf indication contraire) révèle qu'au niveau des échanges extérieurs, le cumul des exportations des biens du deuxième trimestre 2022 a crû de 20,3%, en glissement annuel, tandis que celui des importations a augmenté de 22,9%. Pour ce qui est des finances publiques, les recettes sont ressorties en hausse de 21,4% au second trimestre 2022 et les dépenses de 28,9%, en glissement annuel.

¹³ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale et les données conjoncturelles sont celles reçues

3.1.2. Perspectives 2022-2026

3.1.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques 2022-2026 reposent sur les hypothèses suivantes :

- la consolidation des acquis du PAG 2016-2021 et la mise en œuvre des orientations stratégiques du Plan National de Développement 2018-2025 ;
- la poursuite des projets d'investissements publics dans l'agriculture (consolidation des acquis de l'opérationnalisation des pôles de développement agricole ; mise en œuvre du Programme National de Développement des Plantations et Grandes Cultures, etc.), dont la construction d'infrastructures énergétiques (construction d'un barrage hydroélectrique Dogo bis d'une capacité de 128 MW ; construction d'une Centrale thermique de 140 MW dans la zone Économique Spéciale de Glo-Djigbé et d'une centrale thermique IPP GENESIS de 40 MW à Maria Gléta) ;
- le démarrage de l'exportation du pétrole brut nigérien via le pipeline Niger-Bénin à partir de 2023 ;
- la mise en œuvre effective et efficace des réformes financières : (i) la bonne tenue du trafic portuaire, en lien avec l'ensemble des mesures en cours visant la modernisation de l'espace du port national ; ii) la poursuite de la promotion du tourisme et ses implications sur les activités des hôtels, restaurants, entreprises de transport, etc. ; (iii) l'élargissement de la base assurable et le développement des activités d'assurance en lien avec l'opérationnalisation de l'assurance maladie pour tous ; (iv) le dynamisme de l'activité commerciale en raison de l'évolution attendue dans les secteurs primaire et secondaire et ses effets induits sur les activités bancaires ; (v) la bonne tenue des activités dans le secteur des télécommunications; (vi) l'augmentation des dépenses sociales, notamment à l'endroit des couches des plus défavorisées, etc. ; et
- le renforcement du fonctionnement des forces de défense et de sécurité, l'acquisition des équipements de pointe dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et les nouvelles menaces ; le renforcement du capital physique et matériel des Forces armées béninoises.

3.1.2.2. Principaux résultats

3.1.2.2.1. Secteur réel et prix

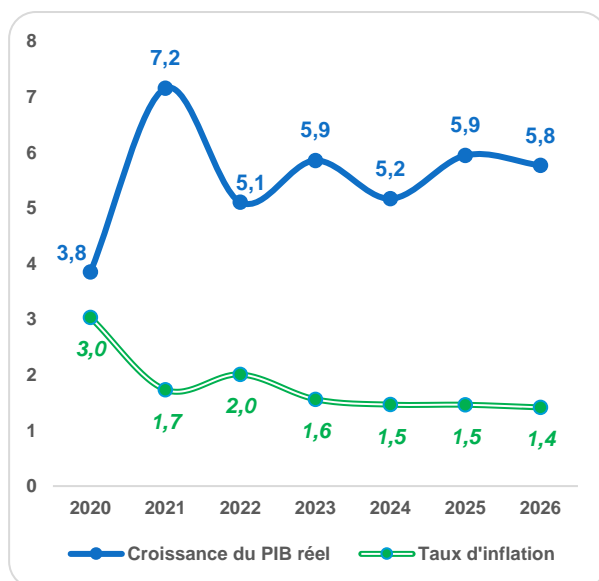
Une croissance vigoureuse impulsée par la poursuite des grands travaux publics et d'un secteur agricole dynamique dans un cadre macroéconomique de plus en plus assaini.

L'activité économique au Bénin devrait ralentir en 2022, avec une croissance de 5,1%, soit une correction à la baisse de 1,7 pp par rapport aux prévisions de mai. Cette révision repose principalement sur les conséquences de la morosité de l'environnement international marqué par la guerre en Ukraine, combinées à une production agricole qui devrait être moindre qu'espérée en mai, bien que devant toujours évoluer à la hausse.

Sur le reste de la période sous revue, l'activité économique progresserait de 5,9% en 2023, puis de 5,2% en 2024 et respectivement de 5,9% et 5,8% en 2025 et 2026, grâce à la poursuite des grands travaux d'investissement public et à une tenue satisfaisante de la campagne agricole. Comparativement aux prévisions de mai, la croissance a été corrigée en baisse moyenne de 1,3 pp en raison des multiples incertitudes qui pèsent sur les perspectives.

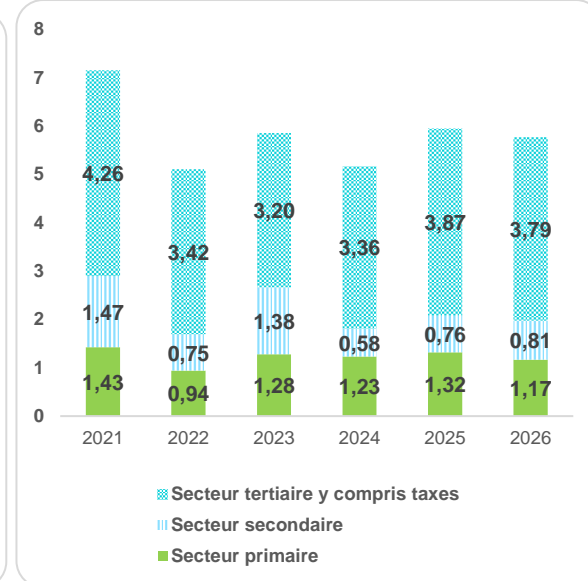
L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec des taux de 2,0% en 2022 et 1,5%, en moyenne, sur la période 2023-2026.

Figure 13 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Bénin (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 14 : Contribution des secteurs à la croissance du Bénin (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,7%, en moyenne), particulièrement tirée par la consommation des ménages (+5,9%), tandis que l'investissement (+6,4%, en moyenne) serait porté par ses composantes aussi bien privée (+6,6%) que publique (+5,4%).

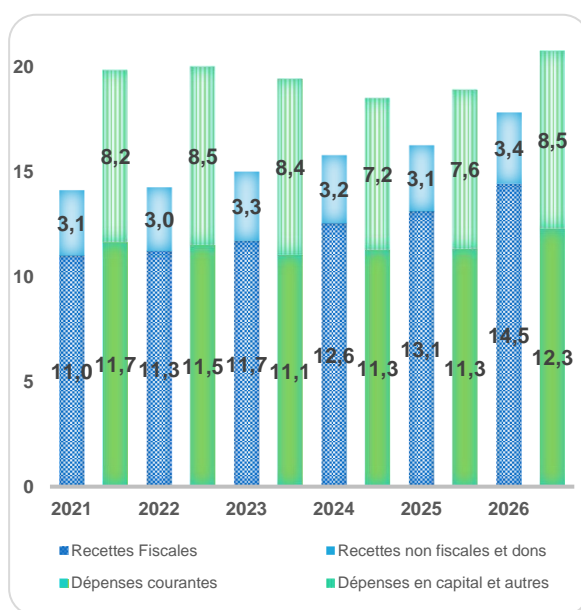
3.1.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Une consolidation budgétaire qui devrait aboutir à un déficit en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2024, impulsé par un recouvrement appréciable des recettes, conjugué à la priorisation des dépenses et à l'amélioration de leur efficacité sur la période, et assorti d'un taux d'endettement moyen de 54,8%.

La performance des régies financières devrait s'améliorer sur la période 2022-2026, grâce, entre autres, aux différentes réformes qui seraient conduites dans le domaine des finances publiques, notamment l'aboutissement de celles entreprises dans le cadre de l'accord technique conclu avec le FMI en avril 2022. Ainsi, les recettes totales du Bénin devraient progresser de 9,6% en 2022, après 7,2% en 2021 pour s'établir à 14,2% du PIB, contre 14,1% l'année précédente. La mobilisation des recettes publiques se consoliderait, permettant ainsi aux recettes fiscales de passer à 11,2% du PIB en 2022, après 11,0% en 2021, pour atteindre 12,5% en 2024 et 13,4% en 2026.

Sur la période 2022-2026, une maîtrise des dépenses publiques totales devrait être observée. En effet, elles augmenteraient de 9,6% en 2022, contre 13,3% en 2021, pour représenter 20,0% du PIB. En moyenne, sur le reste de la période, les dépenses augmenteraient, en moyenne, de 6,7% pour représenter 19,4% du PIB. En conséquence, le déficit budgétaire serait de 5,7% du PIB en 2022, comme en 2021. Il s'établirait ensuite à 4,4% en 2023, puis 2,7% en 2024 et respectivement à 2,6% et 2,7% en 2025 et 2026.

Figure 15 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l’UEMOA.

Figure 16 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l’UEMOA.

La dette publique, quant à elle, devrait ressortir à 54,0% du PIB en 2022, contre 49,8% en 2021. Ensuite, elle passerait à 54,5% en 2023, puis à 54,9 en 2024 et respectivement à 55,2% et 55,4% en 2025 et 2026.

3.1.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

La balance des paiements continuerait d'afficher un solde global excédentaire sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait.

Le solde global de la balance des paiements continuerait de rester excédentaire sur la période 2022-2026, s'établissant à 173,1 mds en 2022 et, en moyenne, à 238,2 mds sur la période 2023-2026.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation, progressant, en moyenne, de 7,1% (29,4% du PIB), soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs (29,9% du PIB) accordées pour soutenir l'activité économique.

Tableau 3 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance des paiements							
Solde des transactions courantes (en mds)	-157,3	-418,3	-533,2	-446,6	-564,1	-514,5	-563,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-1,7	-4,3	-5,0	-3,9	-4,6	-3,9	-4,0
Solde global (en mds)	306,9	597,4	173,1	152,7	227,1	319,9	253,0
Situation monétaire							
Créance sur l'économie (en mds)	1662,1	1777,4	2371,2	2547,7	2687,9	2867,9	3062,4
Masse monétaire M2 (en mds)	2751,9	2 996,5	3 106,3	3 360,7	3 623,4	3 947,6	4 216,8
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	30,5	30,5	29,1	29,2	29,4	29,8	29,6

Source : Commission de l’UEMOA.

3.1.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- une dégradation de la situation sécuritaire avec une intensification des attaques terroristes sur le territoire béninois ;
- des conditions climatiques défavorables à la production agricole, notamment cotonnière, et une faiblesse de sa demande mondiale ;
- un durcissement plus prononcé des conditions financières internationales et régionales, au regard de la présence du Bénin sur le marché financier international, réduisant la capacité du pays à mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de certains grands projets structurants et pesant sur le service de la dette.

Les autorités béninoises devraient ainsi prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts de lutte contre le terrorisme ;
- la mise en œuvre des programmes de soutien à l'agriculture et veiller à sa diversification ;
- la gestion prudente de la dette publique, notamment dans le contexte actuel de renchérissement de l'emprunt sur les marchés financiers.

3.2. BURKINA FASO

3.2.1. Evolution macroéconomique récente¹⁴

Un contexte sécuritaire de plus en plus difficile qui entrave l'activité économique, entraînant des bouleversements institutionnels avec un creusement du déficit budgétaire global et une forte poussée inflationniste.

La croissance économique du Burkina Faso a été revue en baisse de 0,2 pp en 2022, par rapport à la note de cadrage macroéconomique de l'Union de mai 2022. Ainsi, l'activité économique a progressé de 6,9% en 2021, après 1,9% en 2020, dans un contexte marqué par la multiplicité des attaques terroristes et un déplacement massif à l'interne des populations ainsi qu'une chute de la production agricole. L'inflation a été de 3,9% en 2021, contre 1,9% en 2020.

Tableau 4 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Burkina Faso

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	9 377,0	10 153,7	10 802,4
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	6,2	6,5	-6,4
<i>Secteur secondaire</i>	-4,0	5,8	8,2
<i>Secteur tertiaire y compris les taxes</i>	10,2	-1,4	11,9
PIB	5,8	1,9	6,9
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,1	13,3	15,1
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,3	-5,2	-5,9
<i>Encours de la dette</i>	42,2	46,2	53,1
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	67,7	476,0	653,1
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	4 056,4	4 779,2	5 583,1

Source : Commission de l'UEMOA.

¹⁴ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est creusé, se situant à 6,0% du PIB en 2021, contre 5,2% en 2020. En ce qui concerne l'endettement, le taux a été de 53,1%, contre 46,2% en 2020.

Quant au solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 653,1 mds en 2021, après 476,0 mds en 2020 et la masse monétaire a augmenté de 16,9%, se situant à 5 585,1 mds soit 51,7% du PIB.

La situation sociopolitique du Burkina Faso a été marquée par l'avènement de deux (02) coups d'Etat militaires en janvier et octobre 2022. Par ailleurs, les attaques terroristes se sont intensifiées, engendrant plusieurs conséquences. Ainsi, dans une note de la session ordinaire du Comité national de pilotage des pôles de croissance (CNPPC) du Burkina Faso (juillet 2022), il a été relevé qu'au au 30 avril 2022, 1 902 850 déplacés internes ont été dénombrés. En outre, la situation sociale pouvait s'apprécier à l'aide des chiffres ci-dessous :

- 4 258 écoles fermées, touchant plus de 708 341 élèves et 20 763 enseignants ;
- 179 formations sanitaires non fonctionnelles et 353 fonctionnant à minima, affectant environ 2 400 000 personnes ;
- 2 860 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire ;
- 56 mairies endommagées et fermées ;
- 97 chefs de circonscriptions administratives ne siégeant plus dans leurs circonscriptions, dont 87 Préfets de départements, 5 Hauts commissaires et 5 Secrétaires généraux de province ;
- l'arrêt d'exploitation de certaines sociétés minières comme celle de Taparko ;
- 50 services de gendarmerie endommagés et 14 services levés ; 36 services de police endommagés avec 34 services levés ;
- 384 702 ha de superficie perdus (296 233 de céréales, 64 248 de rente et 24 221 pour les autres vivriers), 323 093 tonnes de production agricole perdue (173 694 de céréales, 69 901 de rente et 79 498 pour les autres vivriers) ;
- 5 331 444 personnes en situation de stress alimentaire et 3 453 510 qui pourraient tomber en insécurité alimentaire (phases 3 et 4), dont 628 464 personnes en urgence (phase 4) en l'absence d'intervention humanitaire adéquate. Ces personnes représentent 16% de la population totale et seraient concentrées dans les régions du Sahel (20%), du Centre-Nord (17%), de l'Est (17%) et du Nord (16%).

En plus de cette situation sociale peu reluisante, la conjoncture économique n'augure pas non plus de bonnes perspectives, avec un taux d'inflation atteignant un niveau record de 14,0%, en moyenne annuelle, à fin novembre 2022, soit le taux le plus élevé de l'Union. Selon les données reçues dans le cadre de la rédaction de la note de conjoncture économique régionale (sauf indication contraire), au niveau des échanges extérieurs, le cumul des exportations des biens, au troisième trimestre 2022, comparativement à la période de 2021, est ressorti en légère hausse de 0,7%, tandis que les importations ont bondi de 39,5%. Pour ce qui est des finances publiques, le cumul des recettes totales se sont affichées en baisse de 26,1% au troisième trimestre 2022 et celui des dépenses totales ont chuté de 27,2%, par rapport à leur niveau de la même période de 2021.

3.2.2. Perspectives 2022-2026

3.2.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent, entre autres, sur les hypothèses suivantes :

- une bonne conduite de la feuille de route de la transition avec un retour à l'ordre constitutionnel dans les délais convenus avec les institutions régionales ;
- une maîtrise progressive des menaces terroristes, avec un accompagnement et une réinstallation, à moyen terme, des populations déplacées internes au niveau de leurs lieux de résidence habituels ;

- le renforcement de la production minière : reprise de la production de la mine de Netiana (*Netiana Mining Company*) ainsi que l'entrée en production de la mine de Bomboré (*Orezone Bombore SA*) en 2022 et de la mine de Batié (*Konkéra SA*) en 2023;
- la poursuite et l'accélération des grands projets d'investissement public : travaux de construction de l'aéroport international de Donsin, de construction de nouveaux logements sociaux, et de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou ;
- l'augmentation de la production d'électricité : construction de onze (11) nouvelles centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 532,8 MW et des centrales thermiques de 200 MW en PPP.

3.2.2.2. Principaux résultats

3.2.2.2.1. Secteur réel et prix

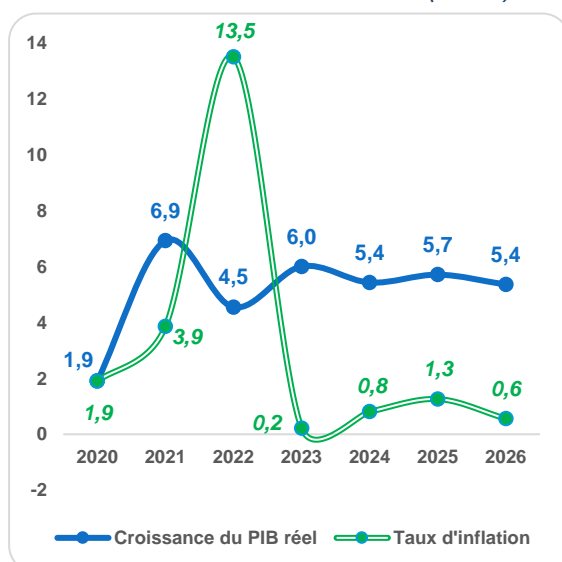
Des perspectives assombries par la crise sécuritaire et les incertitudes institutionnelles.

La croissance économique de 2022 a été révisée en baisse de 2,1 pp par rapport aux prévisions de mai en raison de la dégradation de l'environnement économique national. Ainsi, l'activité économique du Burkina Faso devrait augmenter de 4,5% en 2022, après 6,9% en 2021. Ce ralentissement résulte des conséquences de la crise sécuritaire et institutionnelle, mais également de la fulgurante hausse de l'inflation en lien avec la mauvaise campagne agricole 2021-2022 et les répercussions de la guerre en Ukraine, entre autres.

Sur le reste de la période, la croissance s'établirait à 6,0% en 2023, portée principalement par la production minière et la bonne tenue de l'agriculture dans un contexte de réduction des attaques terroristes. En 2024, la progression de l'activité économique est projetée, d'abord, à 5,4% en 2024, puis 5,7% et 5,4% en 2025 et 2026, soit une révision moyenne à la baisse de 0,2 pp, par rapport aux dernières prévisions de la Commission.

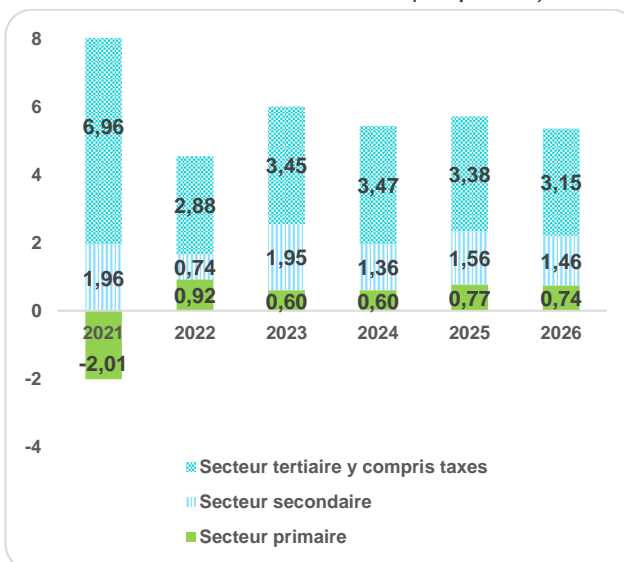
L'inflation devrait retomber à partir de 2023, passant de 13,5% en 2022 à 0,7%, en moyenne, sur la période 2023-2026.

Figure 17 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 18 : Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, la consommation finale (+4,1%, en moyenne), combinée à l'investissement (+4,6%, en moyenne), lui-même porté par ses composantes aussi bien privée (+3,9%, en moyenne) que publique (+5,5%, en moyenne), tirerait principalement la croissance.

3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Le seuil de 3% de déficit budgétaire global rapporté au PIB ne devrait être atteint qu'à partir de 2025 avec un taux d'endettement moyen de 56,8% sur la période 2022-2026.

Les finances publiques devraient continuer à subir les besoins pour faire face à la crise sécuritaire et à ses corollaires, notamment la prise en charge des personnes déplacées et l'équipement des forces de défense et de sécurité. Ainsi, en dépit des efforts de mobilisation des ressources dans un contexte économique morose, les dépenses publiques ne devraient se compresser que progressivement et lentement. En somme, les recettes totales devraient passer de 19,7% du PIB en 2022, après 19,4% en 2021 à 19,9% en 2026. S'agissant des dépenses, elles représenteraient 25,9% du PIB en 2022 et 23,3%, en moyenne, sur la période 2023-2026. Le déficit budgétaire qui en résulterait serait de 6,2% du PIB en 2022, contre 6,0% en 2021, puis à 5,0% en 2023, ensuite 4,1% en 2024 et 3,0% en 2025 et 2026.

Figure 19 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

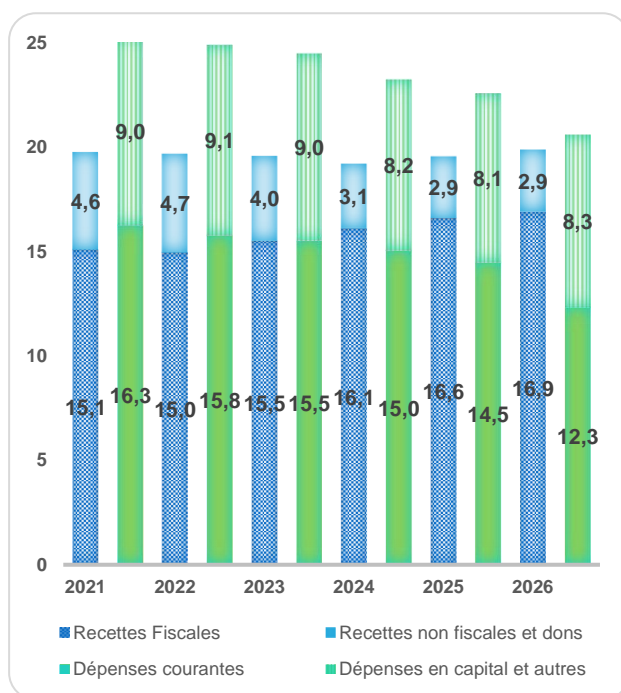
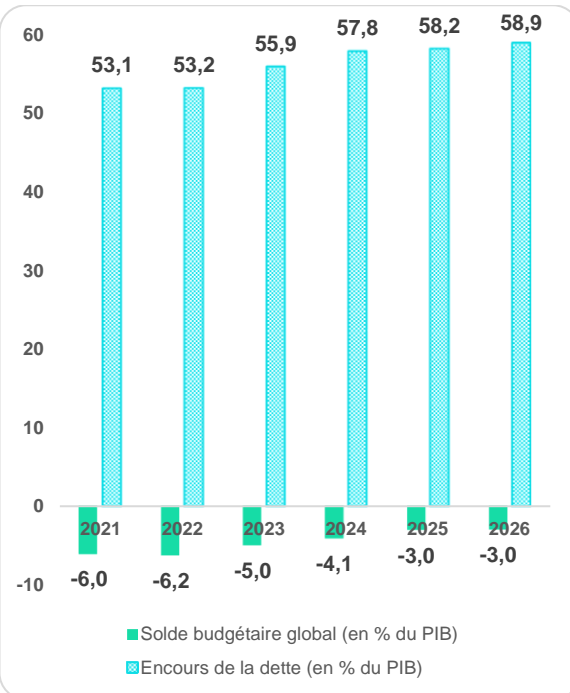


Figure 20 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

La dette publique resterait au-dessus de 50% du PIB sur toute la période 2022-2026, ressortant à 53,2% du PIB en 2022, ensuite à 55,9% en 2023, puis à 57,8% en 2024 et 58,2% et 58,9% respectivement en 2025 et 2026.

3.2.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

L'excédent du solde global de la balance des paiements se maintiendrait sur toute la période et la masse monétaire se consoliderait.

Les échanges extérieurs tireraient profit de la relative bonne tenue de la production d'or et le solde global de la balance des paiements devrait ressortir excédentaire, comme au cours des années antérieures, sur toute la période 2022-2026. En effet, il serait de 671,8 mds en 2022 et de 252,6 mds, en moyenne, sur la période 2023-2026.

Tableau 5 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	427,8	335,9	46,6	-111,0	-411,6	-431,9	-402,0
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	4,2	3,1	0,4	-0,9	-3,1	-3,1	-2,7
Solde global (en mds)	476,0	653,0	671,8	478,8	245,3	119,3	167,1
	Situation monétaire						
Créance sur l'économie (en mds)	3188,5	3553,9	3909,3	4300,2	4738,8	5232,4	5763,6
Masse monétaire M2 (en mds)	4779,2	5 585,1	6 030,0	6 056,4	6 543,5	7 153,0	7 587,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	47,1	51,7	51,5	48,6	49,6	50,7	50,9

Source : Commission de l'UEMOA.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation, progressant, en moyenne, de 6,4% (50,3% du PIB), soutenue par les emprunts accordés par le secteur bancaire aux autres secteurs (35,9% du PIB).

3.2.3. Risques et recommandations

Les prévisions macroéconomiques du Burkina Faso sont sujettes à d'importants risques notamment relatifs à :

- l'enlèvement de la crise sécuritaire avec une perte progressive de contrôle du territoire par les autorités ;
- le non-respect de la feuille de route de la transition, en particulier le volet relatif au retour à l'ordre constitutionnel qui déboucherait sur des sanctions économiques et financières des institutions régionales à l'encontre du pays ;
- les conséquences du bouleversement constitutionnel dans la mise en œuvre de certains grands projets structurants financés, en partie, par l'extérieur.

Les autorités burkinabè devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités ;
- la mise en œuvre de la feuille de route de la transition, conformément aux engagements pris vis-à-vis de la population et des partenaires ;
- la sensibilisation envers les partenaires au développement sur le besoin de soutenir le pays dans certains secteurs, au regard des difficultés du moment.

3.3. CÔTE D'IVOIRE

3.3.1. Evolution macroéconomique récente¹⁵

Un rebond plus prononcé de l'économie après la crise sanitaire, avec une forte hausse de l'inflation et des efforts de réduction du déficit budgétaire global.

¹⁵ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

L'activité économique a progressé de 7,4% en 2022, après 2,0% en 2020, soutenue par l'ensemble des secteurs, soit une révision à la hausse de 0,9 pp par rapport aux dernières prévisions. L'inflation a, quant à elle, été de 4,2% en 2021, contre 2,4% en 2020, soit le second taux le plus élevé de l'Union.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est réduit, passant de 5,6% du PIB en 2020 à 5,0% en 2021. En ce qui concerne l'endettement, il a augmenté de 4,1 pp, se situant ainsi à 51,7% en 2021.

Le solde global de la balance des paiements s'est renforcé en 2021, avec un excédent de 1066,6 mds, après 607 mds en 2020 et la masse monétaire a augmenté de 18,7% pour se situer à 15 487,4 mds, soit 39,5% du PIB.

Tableau 6 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Côte d'Ivoire

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	34 298,9	35 311,4	39 190,4
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	5,3	2,2	2,3
<i>Secteur secondaire</i>	11,5	1,9	4,4
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,8	1,9	9,6
PIB	6,2	2,0	7,4
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	12,3	12,3	13,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-2,3	-5,6	-5,0
<i>Encours de la dette</i>	38,8	47,6	51,7
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	477,7	607,0	1 066,6
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	10 770,1	13 042,6	15 487,4

Source : Commission de l'UEMOA.

La conjoncture économique récente a été marquée, comme pour les autres Etats membres, par l'augmentation de l'inflation qui s'est située, en moyenne annuelle, à 5,2% à fin novembre 2022. Les données conjoncturelles reçues dans le cadre de la note de conjoncture économique régionale (sauf indication contraire) dénotent une hausse du cumul des exportations de 24,6% et de celui importations de 44,9% au troisième trimestre 2022, comparativement à la même période de 2021. En ce qui concerne les finances publiques, les recettes ont augmenté de 2,4% au troisième trimestre 2022 et les dépenses de 8,9%, en glissement annuel.

3.3.2. Perspectives 2022-2026

3.3.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- une mise en œuvre efficace du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 notamment ses axes prioritaires pour lequel un groupe consultatif a été organisé le 15 juin 2022 ;
- une bonne dynamique de la production agricole : projet d'appui au pôle agro-industriel du bélier, projet d'aménagement des plaines alluviales du Denguélé (région), etc. ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'agenda de réformes administratives et financières « 2020-2022 » : dématérialisation des services administratifs, agenda des réformes « Doing Business » 2020-2022 ;
- la construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro- japonaise, la réhabilitation des ponts Houphouët- Boigny et Charles de Gaulle/c2d, l'aménagement de l'autoroute Abidjan

Grand-Bassam, le projet d'aménagement de la baie de Cocody, l'aménagement d'une zone franche textile à Bouaké (100 ha) en relation avec la société chinoise *Orient International*, l'aménagement d'une plateforme agro-industrielle à Bouaké (15 ha) dédiée à la transformation de l'anacarde, etc. ;

- une bonne tenue des branches du commerce, du transport et de l'hôtellerie avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2023).

3.3.2.2. Principaux résultats

3.3.2.2.1. Secteur réel et inflation

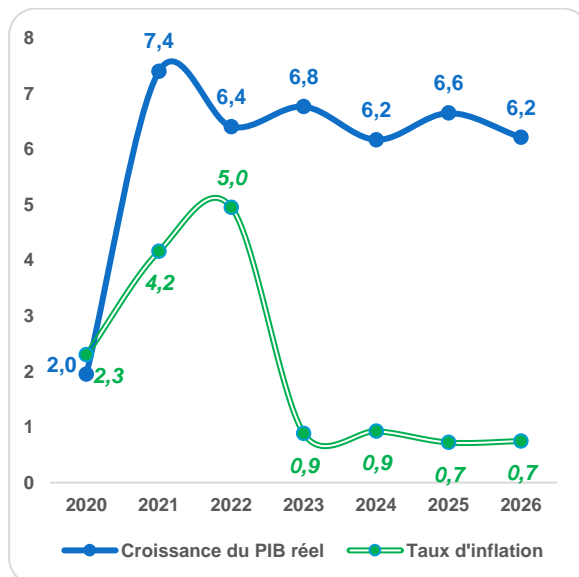
Une économie revigorée à moyen terme par les grands travaux d'infrastructures publiques, dans un contexte de moins en moins favorable.

Les projections de la croissance de l'économie indiquent un taux de croissance de 6,4% en 2022, soit une révision à la baisse de 0,3 pp par rapport au cadrage macroéconomique de mai 2022 de l'Union. Cette révision se fonde sur l'impact des conséquences de l'environnement international, notamment les évolutions mitigées des cours des produits agricoles et matières exportées par le pays, en lien, entre autres, avec le conflit russo-ukrainien, les menaces terroristes dans le pays et la hausse de l'inflation.

A moyen terme, la croissance économique ivoirienne continuerait d'être forte avec un taux qui passerait de 6,8% en 2023 à 6,2% en 2024, puis à 6,6% en 2025 et 6,2% en 2026, soutenu en grande partie par l'ensemble des secteurs d'activité. Comparativement aux dernières perspectives, la croissance est globalement revue en baisse moyenne de 0,9 pp sur la période 2023-2026.

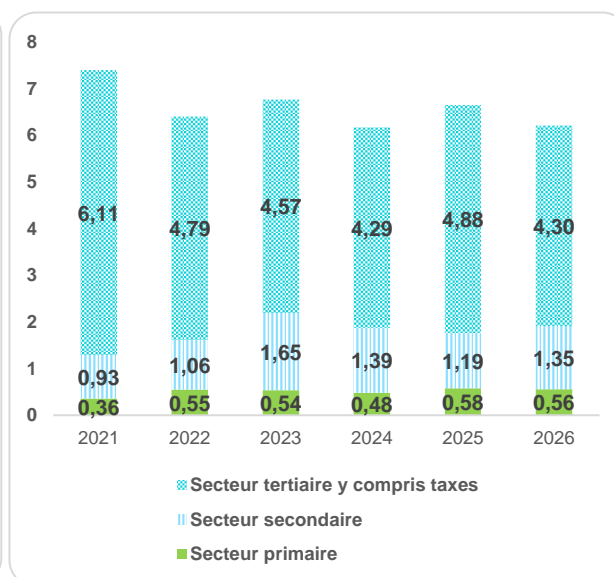
L'inflation ressortirait à 5,0% en 2022 et à 0,8% en moyenne sur la période 2023-2026.

Figure 21 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 22 : Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

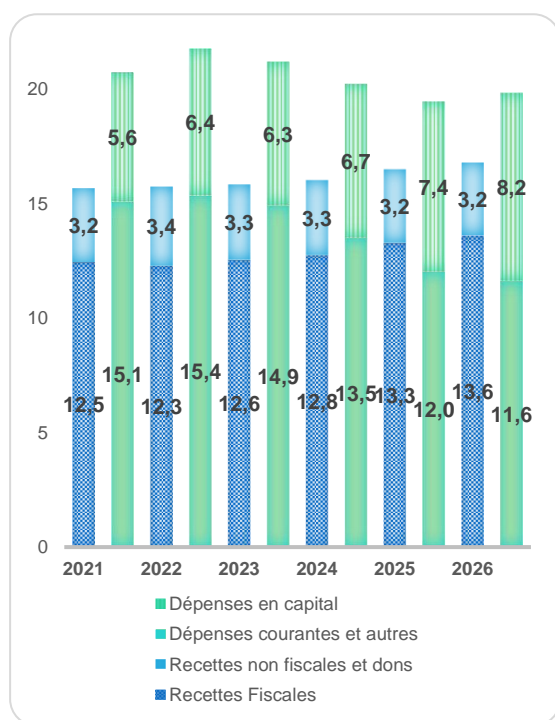
Du côté de la demande, la consommation finale (+7,0%, en moyenne) et l'investissement (+6,9%, en moyenne) continueraient de porter la croissance sur la période 2022-2026.

3.3.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Des efforts de consolidation budgétaire attendus, avec un déficit en dessous de 3% du PIB à partir de 2025, grâce à la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses, et un taux d'endettement moyen de 57,2%.

Le défi de la mobilisation de ressources continueraient de marquer les finances publiques ivoiriennes. En effet, les recettes totales représenteraient 15,7% du PIB en 2022 comme en 2021 et 16,3%, en moyenne, sur la période 2023-2026. Ainsi, pour maintenir le déficit budgétaire global sur sa trajectoire de consolidation, les efforts de maîtrise des dépenses publiques seraient maintenus à moyen terme. Le déficit budgétaire passerait ainsi de 6,0% du PIB en 2022, contre 5,0% en 2021, à 5,4% en 2023, ensuite 4,2% en 2024 et 3,0% en 2025 et 2026.

Figure 23 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB) **Figure 24 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)**



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

Le taux d'endettement resterait au-dessus de son niveau d'avant 2020 sur toute la période, s'établissant à 54,8% du PIB en 2022, ensuite à 55,2% en 2023, puis à 57,9% en 2024 et 58,5% et 59,5% respectivement, en 2025 et 2026.

3.3.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Une bonne tenue des échanges extérieurs avec un solde global de la balance des paiements excédentaire à moyen terme et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur l'économie.

En 2022, un excédent de 784,3 milliards serait attendu au niveau du solde global de la balance des paiements, après 630,7 milliards en 2021. En moyenne, sur la période 2023-2026, un excédent de 464,0 milliards devrait être observé.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 8,6% pour s'établir à 39,1% du PIB sur la période, soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs (34,3% du PIB) accordées par le secteur bancaire pour soutenir l'activité économique.

Tableau 7 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 136,4	-1 524,8	-1 422,1	-1 973,4	-1 472,6	-1 654,6	-1 812,4
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,2	-3,9	-3,3	-4,2	-2,9	-3,0	-3,1
Solde global (en mds)	607,0	1 066,6	784,3	381,0	707,5	497,2	270,5
	Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	8131,7	9147,6	12503,0	14345,3	16943,7	20388,8	23938,8
Masse monétaire M2 (en mds)	13042,6	15487,4	16379,6	18176,4	19764,5	21549,7	23385,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	36,9	39,5	38,0	38,8	39,2	39,5	39,8

Source : Commission de l'UEMOA.

3.3.3. Risques et recommandations

Les perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire, quoique bonnes, reposent sur des hypothèses fragiles au regard des risques relatifs aux facteurs suivants :

- les menaces sécuritaires qui risqueraient d'orienter, en cas de forte répétition des attaques, le choix d'affectation des ressources à la lutte contre le terrorisme, au détriment de la mise en œuvre de certains grands projets d'investissement ;
- l'instabilité marquée des cours des principaux produits agricoles d'exportation, en lien avec les perspectives internationales incertaines ;
- l'inefficacité des réformes visant l'amélioration de la performance des régies financières dans l'atteinte des objectifs de recouvrement des recettes publiques et de maîtrise des dépenses.

En conséquence, en Côte d'Ivoire, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité pour lutter efficacement contre les menaces terroristes ;
- la mise en œuvre des projets et programmes de développement des industries de transformation des produits agricoles au niveau national ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que la corruption.

3.4. GUINEE-BISSAU

3.4.1. Evolution macroéconomique récente¹⁶

Une croissance économique soutenue par l'ensemble des secteurs, mais restant toujours dépendante de la production de cajou et un taux d'endettement qui a dépassé la barre de 70% du PIB en 2021.

¹⁶ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des finances publiques et de la dette publique sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

La croissance économique a été de 6,4% en 2021, soit en hausse de 0,1 pp par rapport à la note de cadrage macroéconomique de mai 2022. L'inflation a, quant à elle, été de 3,3% en 2021, contre 1,5% en 2020.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global a été réduit, passant de 9,3% du PIB à 7,4%, mais ressortant néanmoins comme le plus élevé de l'Union. En ce qui concerne la dette publique, son encours en pourcentage du PIB a été de 74,1% en 2021, contre 69,9% en 2020.

Les échanges extérieurs se sont traduits, pour la deuxième année consécutive, par un excédent du solde global de la balance des paiements qui est ressorti à 60,4 mds, après 52,6 mds en 2020 et la masse monétaire a été en hausse de 20,9%, avec un montant de 482,6 mds, soit 48,4% du PIB.

Tableau 8 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 de la Guinée Bissau

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	885,1	915,7	997,0
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	5,3	3,2	5,4
<i>Secteur secondaire</i>	-0,1	1,1	5,7
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	5,2	0,4	7,3
PIB	4,5	1,5	6,4
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	8,9	7,4	9,3
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,6	-9,3	-7,4
<i>Encours de la dette</i>	61,1	69,9	74,1
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	-15,3	52,6	60,4
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	366,0	399,2	482,6

Source : Commission de l'UEMOA.

La conjoncture économique de 2022 est marquée par une hausse de l'inflation à fin novembre (+7,6%, en moyenne annuelle), une augmentation du cumul des exportations (+138,1%) et un repli de celui importations (-7,4%) ainsi que par une progression plus importante des recettes publiques (+16,8%) que des dépenses publiques (+2,3%) au second trimestre.

3.4.1.1. Perspectives 2022-2026

3.4.1.1.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- une production satisfaisante de la noix de cajou et une bonne tenue de ses cours ;
- la poursuite de la mise en œuvre efficace du Plan National de Développement (PND) défini pour la période 2020-2023 ;
- la poursuite de la réhabilitation des infrastructures de base, notamment les travaux de réhabilitation des voiries de Bissau, le projet de construction de la deuxième (2^{ème}) sortie de Bissau, etc. ;
- le renforcement de la production locale de riz, avec l'appui des partenaires, notamment la BOAD, le FIDA et l'UEMOA, dans le cadre du PNIA.

3.4.1.2. Principaux résultats

3.4.1.2.1. Secteur réel et prix

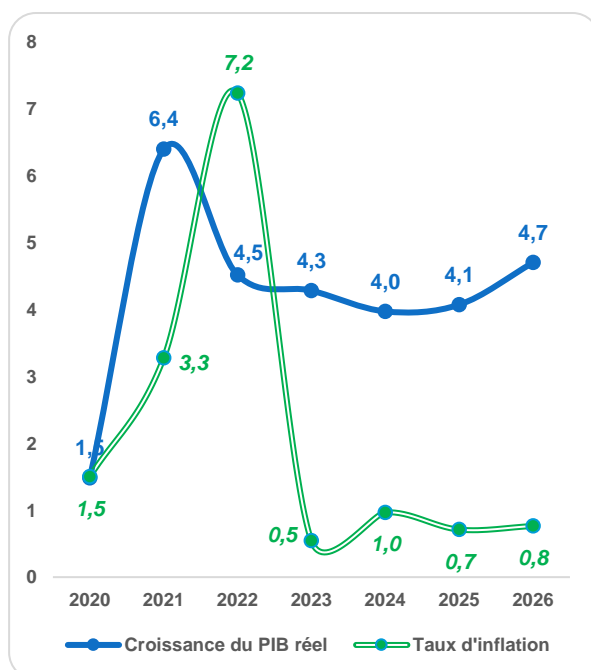
Un rythme modéré de la croissance à moyen terme, soutenu par la poursuite de mise en œuvre du Plan National de Développement.

La progression de l'activité économique devrait ralentir en 2022, au regard des répercussions du contexte international sur l'économie nationale. Le taux de croissance est ainsi projeté à 4,5% en 2022, soit en baisse de 0,7 pp par rapport au cadrage macroéconomique de l'Union de mai 2022. Cette correction repose essentiellement sur une meilleure production de la noix de cajou attendue pour l'année en cours, laquelle devrait atténuer l'impact négatif du contexte international et régional sur les autres secteurs.

Sur la période 2023-2026, la croissance économique retrouverait son rythme d'évolution d'avant la crise sanitaire, ressortant à 4,3% en 2023, ensuite à 4,0% en 2024, et respectivement 4,1% et 4,7% en 2025 et 2026. En moyenne, les projections de croissance ont été revue en baisse de 0,7 pp sur ladite période.

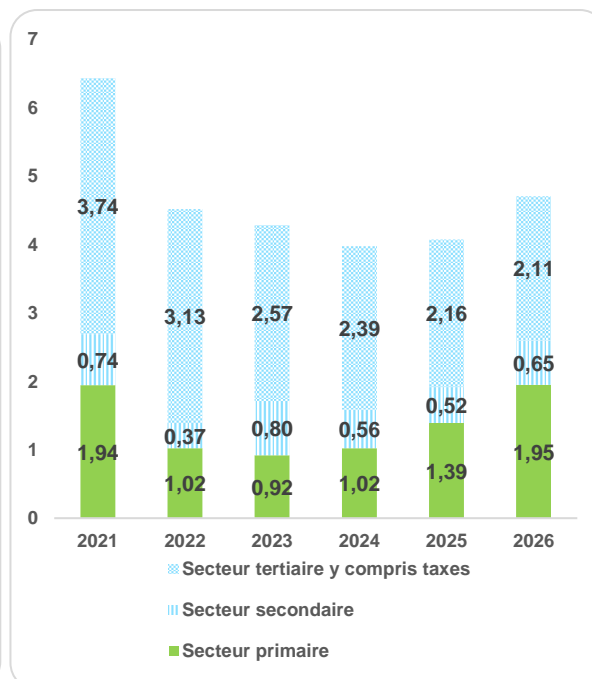
Comme en 2021 où elle avait atteint 3,3%, l'inflation serait, en 2022, de 7,2%, et en moyenne, à 0,7% sur la période 2023-2026.

Figure 25 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Guinée-Bissau (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 26 : Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

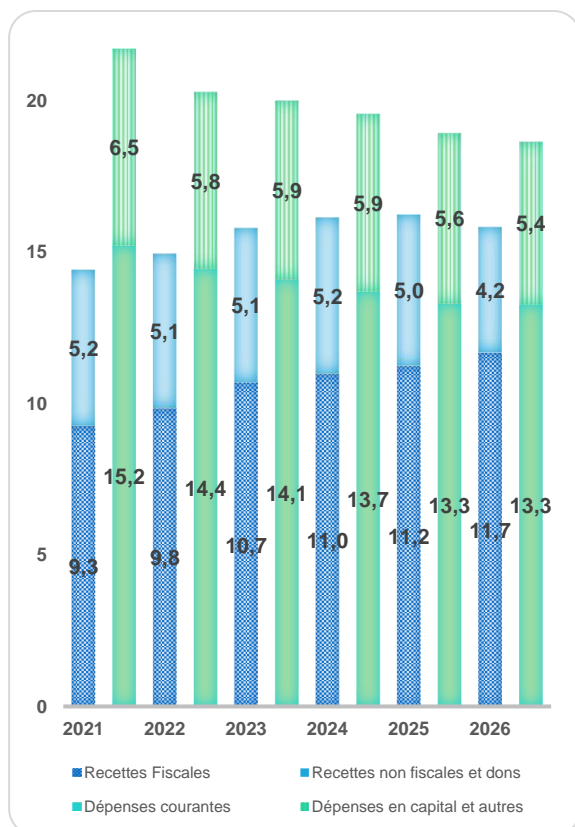
Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée, en grande partie, par la consommation finale (+4,7%, en moyenne) et, dans une moindre mesure, par l'investissement (+1,2%, en moyenne).

3.4.1.2.2. Finances publiques et dette publique

La poursuite des efforts de consolidation budgétaire devrait aboutir à un déficit budgétaire global rapporté au PIB de 2,7% en 2025, mais le taux d'endettement continuerait de rester au-dessus de 70% à moyen terme.

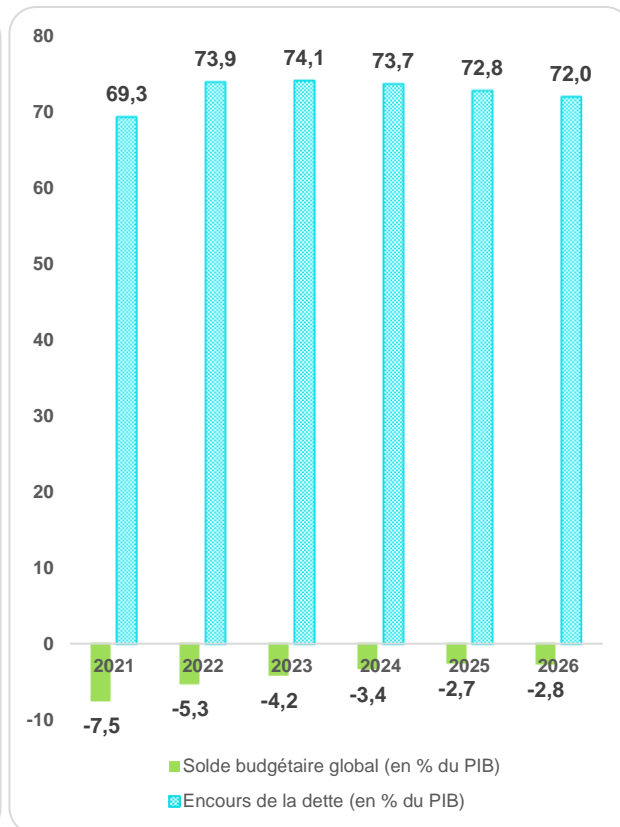
Le recouvrement des ressources publiques continuerait d'être satisfaisant, grâce aux différentes réformes dont l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et les efforts de maîtrise des dépenses se poursuivraient. Ainsi, les recettes totales passeraient de 14,4% du PIB en 2021 à 14,9% en 2022 et, en moyenne, à 16,0% sur la période 2023-2026.

Figure 27 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 28 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Quant aux dépenses publiques totales, elles se situeraient à 20,3% du PIB en 2022, après 21,7% en 2021. Sur le reste de la période de projection, les dépenses publiques totales se situeraient à 19,3%, en moyenne. En somme, le déficit budgétaire ressortirait à 5,3% en 2022, ensuite à 4,2% en 2023, et à 3,4% en 2024, puis à 2,7% et 2,8% en 2025 et 2026.

Le taux d'endettement continuerait d'être le plus fort de l'Union à moyen terme. En effet, l'encours de la dette publique rapporté au PIB serait de 73,9% en 2022 et, en moyenne, de 73,1% sur la période 2023 et 2026.

3.4.1.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Le solde global de la balance des paiements afficherait un excédent de 60,0 mds en 2022. Il devrait, par la suite, continuer d'être positif, avec un montant moyen de 38,4 mds sur la période 2023-2026.

Le secteur monétaire devrait, quant à lui, enregistrer une hausse de la masse monétaire (+5,4%, en moyenne sur la période, pour un ratio d'environ 46,2% du PIB), accompagnée d'une dynamique favorable des créances sur les autres secteurs dans le cadre du soutien aux activités économiques.

Tableau 9 : Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-22,7	-65,5	-66,8	-74,2	-99,6	-105,5	-113,3
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-2,5	-6,6	-6,2	-6,6	-8,3	-8,4	-8,6
Solde global (en mds)	52,6	60,4	60,0	61,0	35,8	31,2	25,7
	Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	147,1	154,4	261,2	281,8	299,9	319,6	341,0
Masse monétaire M2 (en mds)	399,2	482,6	497,8	506,0	545,0	584,7	627,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	43,6	48,4	46,5	44,7	45,7	46,7	47,7

Source : Commission de l'UEMOA.

3.4.1.3. Risques et recommandations

La faible diversification de l'économie de la Guinée Bissau et sa forte dépendance à la production et à la commercialisation de la noix de cajou continuent de constituer l'un des principaux facteurs de risques à moyen terme, notamment dans le contexte actuel d'incertitude et d'instabilité prononcée des cours internationaux des matières premières.

En dehors de ce risque, il y a également, entre autres :

- la non maîtrise des charges, notamment salariales, qui réduirait significativement l'espace pour les dépenses d'investissement, et le poids du service de la dette publique ;
- une augmentation supplémentaire du taux d'endettement dans un contexte de renchérissement des emprunts qui menacerait la soutenabilité de la dette du pays.

Ainsi, en Guinée-Bissau, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les actions en faveur de la diversification de l'économie ;
- les efforts pour contenir les charges de l'Etat ;
- les mesures visant à maîtriser, voire réduire le taux d'endettement du pays.

3.5. MALI

3.5.1. Evolution macroéconomique récente

Une reprise de la croissance dans un contexte difficile, portée principalement par la production cotonnière record de plus de 760 000 tonnes, obtenue au titre de la campagne 2021-2022, et une année 2022 marquée par des sanctions économiques et financières des institutions régionales à l'encontre du pays.

La croissance économique de 2021 a été corrigée en baisse de 1,9 pp, en raison d'une dégradation du contexte économique, sociopolitique et sécuritaire. Ainsi, l'activité économique a progressé de 3,1%, contre -1,2% en 2020. L'inflation est ressortie à 3,9% en 2021, après 0,5% en 2020.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire global s'est amélioré en s'établissant à -4,9% du PIB en 2021, contre -5,5% en 2020. En ce qui concerne la dette publique, son encours en pourcentage du PIB est passé de 47,3% en 2020 à 50,6% en 2021.

Les échanges extérieurs se sont traduits, en 2021 par un déficit du solde global de la balance des paiements après qu'il ait été excédentaire au cours des trois (03) dernières années,

passant de 450,8 mds en 2020 à -57,8 mds en 2021. La masse monétaire s'est inscrite en hausse de 18,1% pour représenter 40,7% du PIB.

Tableau 10 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Mali

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	10 124,7	10 052,8	10 623,2
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	4,0	-4,8	2,2
<i>Secteur secondaire</i>	3,7	-0,2	0,9
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	5,8	1,3	4,7
PIB	4,8	-1,2	3,1
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	15,4	15,6	14,3
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-1,7	-5,5	-4,9
<i>Encours de la dette</i>	40,6	47,3	50,6
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	264,2	450,8	-50,8
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	2 991,8	3 657,1	4 320,0

Source : Commission de l'UEMOA.

En plus de l'environnement international défavorable à l'activité économique, la conjoncture économique de 2022 est marquée par les sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales à l'encontre du Mali du 09 janvier au 03 juillet 2022, suite au second coup d'Etat militaire perpétré le 24 mai 2021. Ces sanctions ont notamment porté sur :

- la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les Etats membres de la CEDEAO et le Mali ;
- la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les Etats membres de la CEDEAO et le Mali ;
- le gel des avoirs de la République du Mali domiciliés dans les Banques Centrales et les Banques commerciales de tous les Etats membres de la CEDEAO ;
- le gel des avoirs des entreprises publiques et parapubliques de la République du Mali domiciliés dans les banques commerciales de tous les Etats membres de la CEDEAO ;
- la suspension de toute assistance et transaction financière en faveur du Mali par les Institutions de financement de la CEDEAO, particulièrement la BIDC et la BOAD ;
- la suspension du Mali des instances de la CEDEAO ; et
- les sanctions ciblées contre des individus ou des groupes.

Cette situation s'est traduite, entre autres, sur la période, par une accumulation d'arriérés de paiement du Gouvernement malien d'environ 350 milliards de FCFA (550 millions de dollars, soit 2,7 % du PIB) sur la dette émise sur le marché régional des capitaux, et de 50 milliards de FCFA (80 millions de dollars ou 0,3 % du PIB) d'arriérés envers les créanciers extérieurs officiels, principalement ceux des institutions multilatérales. Au niveau régional, le stock d'arriérés du Mali envers la BOAD a été estimé à 26,5 milliards de FCFA (42 millions d'euros) au cours du premier trimestre 2022, entre les prêts directs au Gouvernement et la dette malienne détenue par ladite banque. La levée des sanctions intervenue le 03 juillet 2022 a permis au Mali d'honorer ses différents engagements et à lever des fonds sur le marché régional, notamment à travers un emprunt obligataire de 314 millions \$ (207,5 mds FCFA) lancé le 15 août 2022 pour financer des projets.

Par ailleurs, selon le Ministère de l'économie et des Finances du Mali (12 août 2022), le pays a pu régler sa dette extérieure pour plus de 133 millions de dollars, sa dette de marché émise par syndication à hauteur de 103,2 millions de dollars environ et une partie de la dette de marché émise par adjudication de plus de 101,6 millions de dollars, grâce à la réalisation d'une émission spéciale de bons et d'obligations du Trésor. Cet emprunt sur le marché financier régional, réalisé le 9 août dernier, a également permis au Mali de payer le reliquat des impayés de la dette de marché émise par adjudication d'un montant de plus de 336 millions de dollars.

Sur le plan de la conjoncture économique, il est à relever que l'inflation en moyenne annuelle à fin novembre a été de 9,8% dans le pays. En outre, des baisses respectives de 2,6% et 15,5% ont été observées, au second trimestre 2022, en glissement annuel, pour le cumul des exportations et des importations. Par ailleurs, les recettes publiques totales ont chuté de 10,4%, alors que les dépenses publiques totales ont augmenté de 7,8% au second trimestre de l'année 2022, comparativement à la même période de 2021.

3.5.2. Perspectives 2022-2026

3.5.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- la tenue satisfaisante de la production agricole ;
- la reprise progressive et totale du territoire national à moyen terme, grâce à la montée en puissance de l'armée nationale et avec le concours de la coopération militaire régionale ;
- la bonne conduite de la transition à terme et l'organisation des élections dans les délais retenus avec les institutions régionales.

3.5.2.2. Résultats

3.5.2.2.1. Secteur réel et prix

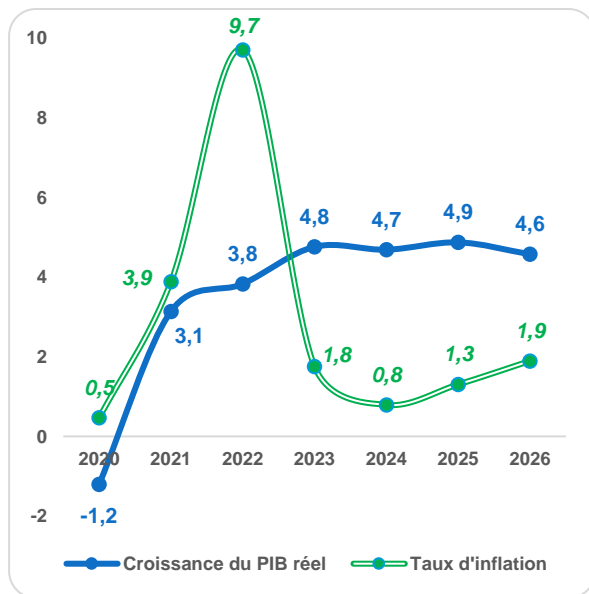
Des perspectives macroéconomiques de plus en plus incertaines dans un contexte international et régional difficile.

La croissance économique devrait ressortir à 3,8%, en 2022, après 3,1% un an plus tôt, plombée par les sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales contre le pays, la crise sécuritaire et les conséquences des tensions géopolitiques. Le taux de croissance a ainsi été révisé à la baisse de 0,7 pp par rapport au cadrage macroéconomique de l'Union de mai 2022 qui avait alors déjà pris en compte l'impact des sanctions des institutions communautaires, avec l'hypothèse de leur levée dans un délai moins long qu'observé.

A moyen terme, l'activité économique progresserait de 4,8% en 2023, puis de 4,7% en 2024, ensuite de 4,9% et 4,6% respectivement en 2025 et 2026, dans un contexte sécuritaire et institutionnel de moins en moins prévisible.

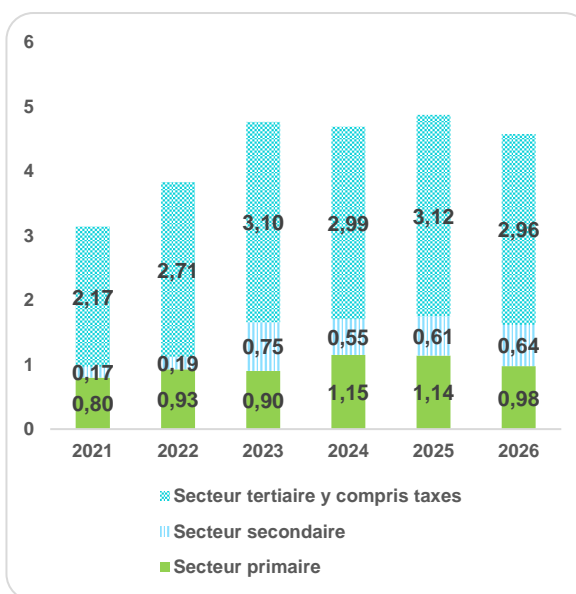
L'inflation serait de 9,7% en 2022, contre 3,9% en 2021, et elle s'établirait, en moyenne à 1,4% sur la période 2023-2026.

Figure 29 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 30 : Contribution des secteurs à la croissance du Mali (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

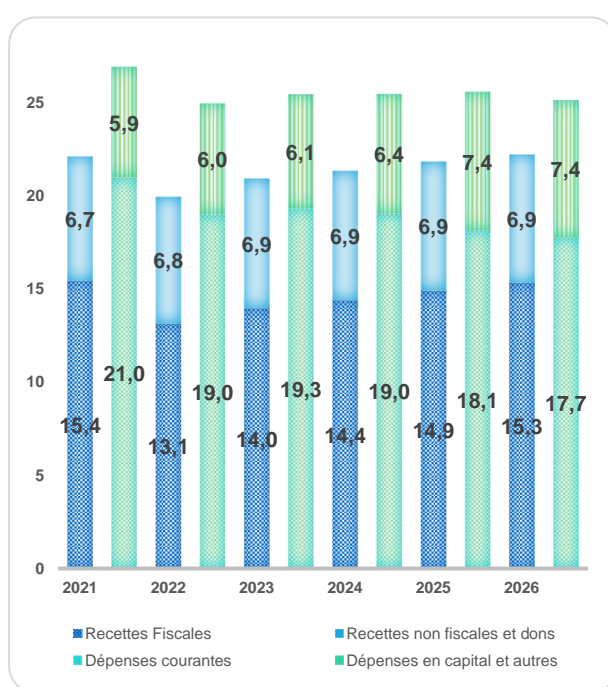
Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée par la consommation finale (+3,2% en moyenne).

3.5.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Un déficit budgétaire global qui se réduirait progressivement, mais resterait au-dessus de 3,0% du PIB jusqu'en 2026, se traduisant par un taux d'endettement moyen de 54,6%.

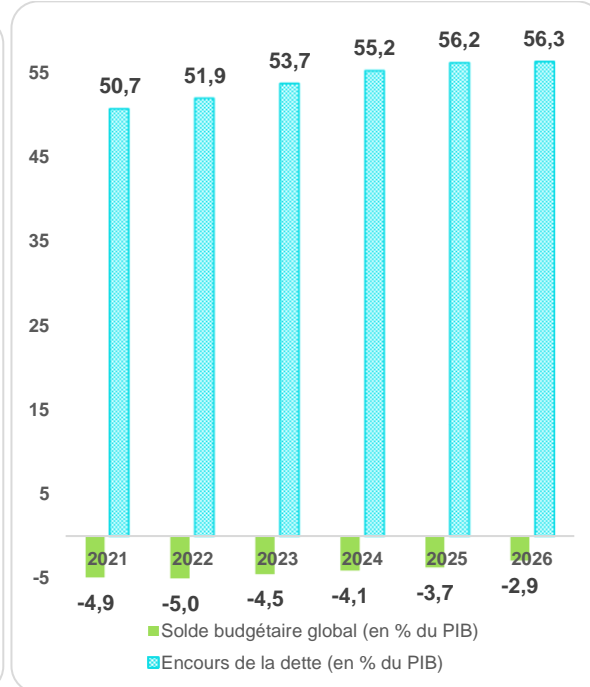
Les recettes totales devraient être mobilisées à hauteur de 19,9% du PIB en 2022, contre 22,1% en 2021, et des efforts seraient réalisés au niveau des dépenses totales qui représenteraient 24,9% du PIB, après 26,9%.

Figure 31 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 32 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Sur la période 2023-2026, les recettes totales ressortiraient, en moyenne, à 21,6% du PIB et les dépenses publiques totales à 25,3% du PIB. Il en résulterait ainsi un déficit budgétaire global qui se dégraderait en 2022, passant de 4,7% du PIB en 2021 à 5,0% en 2022. Pour le reste de la période, il s'établirait à 5% en 2023, puis à 4,1% en 2024 et, respectivement, 3,7% et 2,9% en 2025 et 2026.

Le taux d'endettement augmenterait progressivement, passant de 50,7% en 2021 à 51,9% en 2022 et, en moyenne, à 55,3% sur la période 2023-2026.

3.5.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui ressortirait déficitaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait légèrement.

Le solde global de la balance des paiements devrait être déficitaire en 2022, comme en 2021, ressortant à -13,0 mds, après -57,8 mds en 2021. Pour la période 2023-2026, il ressortirait, en moyenne, en excédent de 268,1 mds.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait avec un taux de croissance de 6,9%, en moyenne, pour se situer à 40,5% du PIB sur la période 2022-2026, grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs.

Tableau 11 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-218,5	-830,2	-891,6	-757,0	-494,2	-444,4	-498,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-2,2	-7,8	-7,7	-6,2	-3,9	-3,3	-3,5
Solde global	450,8	-57,8	-13,0	23,7	330,7	391,2	326,9
	Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	2809,0	3230,7	3327,8	3465,7	3656,1	3857,0	4068,9
Masse monétaire M2 (en mds)	3657,1	4 320,0	4 437,9	4 808,3	5 175,9	5 584,0	6 021,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	36,4	40,7	38,5	39,5	40,5	41,5	42,5

Source : Commission de l'UEMOA.

3.5.3. Risques et recommandations

Les perspectives macroéconomiques du Mali sont entourées de grandes incertitudes, notamment :

- la conduite de la transition et le respect des engagements pris en commun accord avec les institutions régionales, notamment sur l'organisation des élections ;
- la récupération totale du territoire et l'évolution de la crise sécuritaire ;
- la tenue satisfaisante des campagnes agricoles, au regard de la recrudescence des sécheresses, suite aux conséquences du dérèglement climatique (sécheresse, inondations, etc.) et de la non résolution des problèmes du secteur du coton sur la qualité des campagnes agricoles.

Les autorités maliennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire stable, notamment à travers un retour à l'ordre constitutionnel normal et à des institutions propices au développement des activités économiques ;
- le renforcement et la mise en œuvre des plans d'accompagnement des acteurs du domaine rural.

3.6. NIGER

3.6.1. Evolution macroéconomique récente¹⁷

La croissance de 2021 a été plus faible que celle de la période de la Covid-19 en raison des résultats médiocres de la campagne agricole et elle a été assortie d'un creusement du déficit budgétaire global.

La croissance économique affichée par le Niger en 2021 a été l'une des plus molles que le pays ait enregistré depuis ces deux (02) dernières décennies et la plus faible dans l'Union pour cette année. En effet, l'activité économique a progressé de 1,4%, après 3,6% en 2020, suite à la chute de la production agricole combinée à la persistance des menaces sécuritaires. Par rapport au cadrage macroéconomique de l'Union de mai 2022, cette progression a été réduite de 4,2 pp. L'inflation a augmenté, passant de 2,9% en 2020 à 3,8% en 2021.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est creusé de 0,5 pp du PIB, ressortant à 5,9%. Quant au taux d'endettement, il s'est situé à 50,8%, contre 44,4% en 2021.

La balance des paiements a affiché un excédent de 141,1 mds après le déficit de 80,0 mds de 2020. La masse monétaire a, quant elle, été en hausse de 9,7%, représentant ainsi 20,0% du PIB.

Tableau 12 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Niger

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	7 565,0	7 907,4	8 290,8
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	3,1	7,7	-4,5
<i>Secteur secondaire</i>	9,0	1,7	4,1
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	6,8	1,1	5,2
PIB	5,9	3,6	1,4
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	10,4	9,6	10,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,6	-5,4	-5,9
<i>Encours de la dette</i>	39,4	44,4	50,8
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	317,9	-80,0	141,1
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	1 295,8	1 516,2	1 663,8

Source : Commission de l'UEMOA.

L'inflation a marqué la conjoncture économique de 2022 du pays, avec un taux moyen annuel de 4,4% à fin novembre. Par ailleurs, les échanges extérieurs au troisième trimestre 2022 dénotent une baisse du cumul des exportations de 56,1% et une augmentation de 18,0% pour les importations, en glissement annuel. Au niveau des finances publiques, les recettes publiques sont ressorties en hausse de 10,0% et les dépenses publiques de 23,5% au troisième trimestre 2022, comparativement à la même période de 2021.

3.6.2. Perspectives 2022-2026

3.6.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

¹⁷ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

- la tenue satisfaisante de la production agricole soutenue par les programmes de développement de la branche avec l'appui financier du Millennium Challenge Corporation (MCC) ;
- un apaisement progressif des menaces sécuritaires dans le pays, grâce à la poursuite des actions de renforcement des capacités (équipements, effectifs, formation, etc.) des forces de défense et de sécurité et une bonne coordination des stratégies militaires régionales ;
- la mise en œuvre efficace du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026 ;
- l'aboutissement des grands projets dont l'augmentation de la production pétrolière et le début de son exportation via pipeline, la construction et l'exploitation de nouvelles centrales d'énergie solaire, le projet de construction des lignes électriques, la mise en exploitation du barrage de Kandadji en 2025 qui devrait renforcer la production d'électricité et la production irriguée, la construction de la mine de production d'uranium par la compagnie canadienne Global Atomic Corporation.

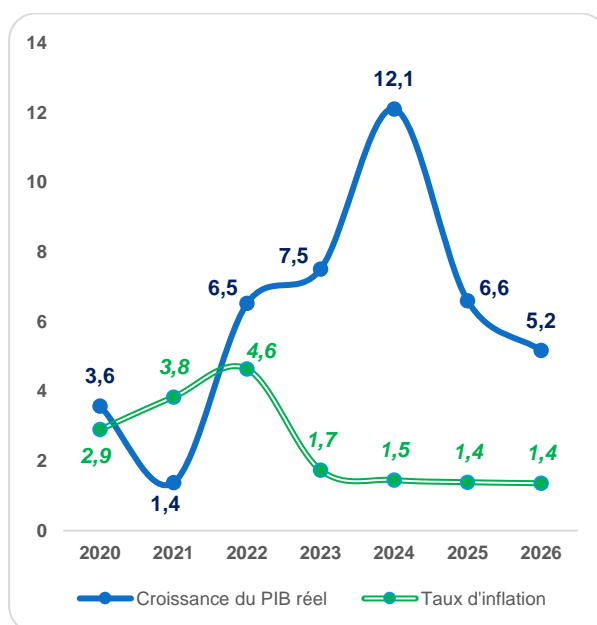
3.6.2.2. Principaux résultats

3.6.2.2.1. Secteur réel et prix

Des perspectives prometteuses au regard des grands projets débutés qui devraient aboutir au cours de la période, quoique les menaces sécuritaires continuent de peser sur celles-ci.

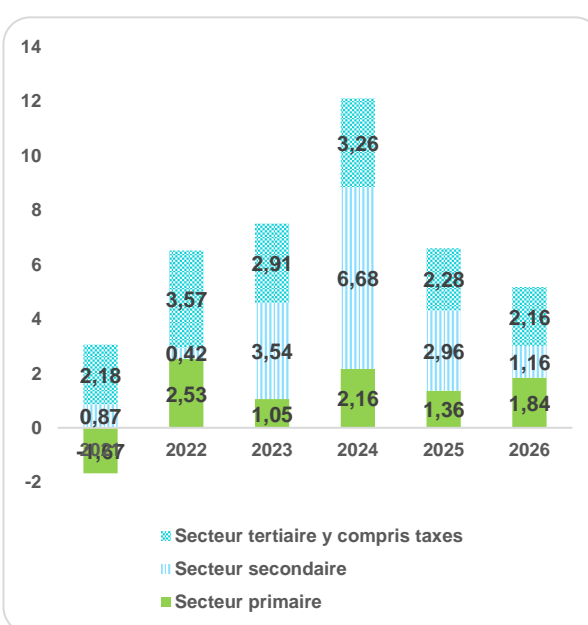
L'activité économique devrait rebondir après le choc de 2021, progressant de 6,6%, soit une hausse de 1,3 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission. Cette révision tient au fait que, dans la note de cadrage macroéconomique de mai de l'Union, le fort ralentissement de la croissance économique de 2021 n'a pas été presupposé¹⁸.

Figure 33 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 34 : Contribution des secteurs à la croissance du Niger (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

¹⁸ Les résultats définitifs de la campagne agricole 2021/2022 qui n'étaient alors pas encore disponibles ont, en grande partie, expliqué le ralentissement de la croissance observé en 2021. Ils se sont révélés beaucoup plus insuffisants que prévu ou qu'en comparaison avec ceux des campagnes récentes.

Néanmoins, la reprise devrait être plus importante si le contexte international et régional était plus favorable au cours de l'année 2022. Sur la période 2023-2026, la croissance économique du pays serait portée par l'augmentation de la production pétrolière à partir de la fin de l'année 2023 et le début de l'exportation de son brut, ainsi que par l'aboutissement de certains grands projets structurants, dont la construction du barrage de Kandadji dont l'achèvement est prévu en 2025. Le taux de croissance économique passerait ainsi de 7,5% en 2023 à 12,1% en 2024, avant de s'établir à 6,6% et 5,2% respectivement, en 2025 et 2026.

L'inflation serait de 4,6% en 2022 contre 3,8% en 2021 et en moyenne à 1,5% sur la période 2023-2026.

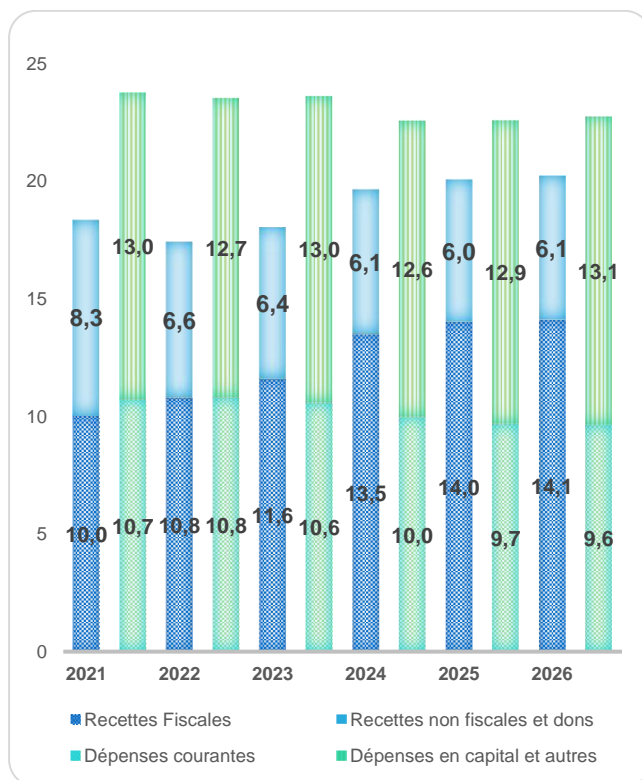
Du côté de la demande, la croissance serait tirée par la consommation finale (+4,8%, en moyenne) et l'investissement (+7,1%, en moyenne) sur la période 2022-2026.

3.6.2.2. Finances publiques et dette publique

Les recettes attendues de l'exportation du pétrole, combinées au dynamisme de l'activité économique devraient permettre au pays de ramener son déficit budgétaire global en dessous de 3,0% du PIB à partir de 2024 et le taux d'endettement serait en moyenne de 54,6% sur la période 2022-2026.

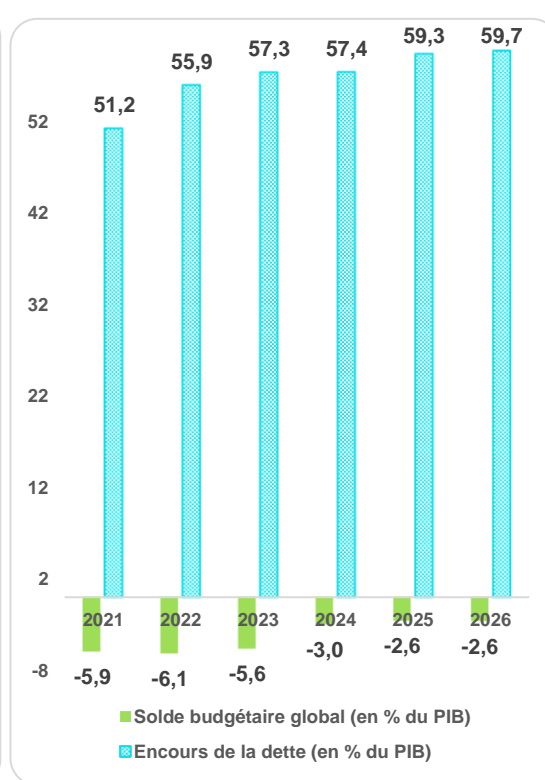
Les performances de mobilisation des recettes publiques devraient se maintenir sur la période 2022-2026 et les efforts de maîtrise des dépenses publiques se poursuivraient grâce, entre autres, à la bonne conduite des réformes entreprises dans le cadre du Programme Economique et Financier (PEF) conclu avec les services du FMI et approuvé le 8 décembre 2021 par le conseil d'administration de ladite institution. Ainsi, les recettes totales devraient être mobilisées à hauteur de 17,4% du PIB en 2022 et, en moyenne, à 19,5% sur la période 2023-2026. Quant aux dépenses, elles seraient de 23,5% du PIB en 2022 et, en moyenne, de 22,9% sur la période 2023-2026. Le déficit budgétaire global se situerait à 6,1% en 2022, contre 5,9 en 2021, et il s'établirait ensuite à 5,6% en 2023, puis à 3,0% en 2024, avant d'atteindre 2,6% en 2025 et 2026.

Figure 35 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 36 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

En ce qui concerne, la dette publique, son encours ressortirait à 55,9% du PIB en 2022, ensuite à 57,3% en 2023, puis à 57,4% en 2024 et à 59,3% et 59,7% respectivement, en 2025 et 2026.

3.6.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui se bonifierait de l'exportation du pétrole brut et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Les échanges extérieurs devraient profiter du début de l'exportation du pétrole brut à fin 2023 et le solde global de la balance des paiements devrait être excédentaire sur toute la période 2024-2026, passant de déficits de 83,9 mds et 53,9 mds en 2022 et 2023, respectivement, à un excédent moyen de 1 009,5 mds sur ladite période.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait (+12,5%, en moyenne pour 22,0% du PIB) sur la période 2022-2026, grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs.

Tableau 13 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 045,1	-1 172,3	-1 252,2	-1 085,0	-303,0	29,5	8,0
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13,2	-14,2	-13,7	-11,0	-2,7	0,2	0,1
Solde global (en mds)	-80,0	141,1	-83,9	-53,9	838,2	1 124,4	1 066,1
	Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1044,5	1205,8	1158,9	1256,4	1347,7	1441,1	1543,6
Masse monétaire M2 (en mds)	1516,3	1 663,8	1 824,3	2 070,3	2 446,2	2 727,8	2 995,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	19,2	20,1	20,0	21,0	22,0	23,0	24,0

Source : Commission de l'UEMOA.

3.6.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- une dégradation du climat sécuritaire avec une multiplication des attaques terroristes et une perte du contrôle de certains pans du territoire national ;
- un retard dans le démarrage des grands projets, notamment pétroliers ou de la construction du barrage de Kandadji ;
- des périodes de sécheresse de plus en plus rapprochées, entravant la production agricole.

Les autorités nigériennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités économiques et sociales ;
- les actions pour faire aboutir, dans les délais, les grands projets structurants et la mise en œuvre efficace du PDES 2022-2026 ;
- les mesures d'accompagnement du monde rural et de développement des cultures irriguées les moins vulnérables vis-à-vis de l'évolution de la pluviométrie.

3.7. SENEGAL

3.7.1. Evolution macroéconomique récente¹⁹

La croissance a rebondi en 2021, en dépit de la baisse de la production agricole, et le taux d'endettement a poursuivi sa progression en s'approchant des 70% du PIB.

L'activité économique sénégalaise a été vigoureuse en 2021, en dépit du fait que les résultats de la campagne agricole aient été largement en dessous des attentes. En effet, la croissance économique est passée de 1,3% en 2020 à 6,1%, soit une révision à la hausse de 1,1 pp par rapport à la note de cadrage macroéconomique de l'Union de mai 2022, et en lien, entre autres, avec la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire. Pour ce qui est de l'inflation, le Sénégal a été, avec le Bénin, un des pays de l'Union pour lesquels la hausse des prix a été globalement maîtrisée. En effet, le taux d'inflation est ressorti à 2,2% en 2021, contre 2,5% en 2020.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global est presque resté au niveau de 2020, se situant à 6,3% en 2021, après 6,4% du PIB l'année précédente. Le taux d'endettement s'est, quant à lui, situé à 67,2%, contre 63,2% en 2021.

La balance des paiements a affiché un excédent de 142,2 mds, après le déficit de 91,5 mds de 2020. La masse monétaire est, quant elle, ressortie en hausse de 15,3%, représentant ainsi 53,6% du PIB.

Tableau 14 : Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Sénégal

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	13 709,6	14 097,9	15 319,1
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	4,3	12,8	-1,0
<i>Secteur secondaire</i>	5,0	-0,4	10,9
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,5	-0,8	6,2
PIB	4,6	1,3	6,1
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	17,6	16,8	16,9
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	-3,9	-6,4	-6,3
<i>Encours de la dette</i>	57,3	62,8	67,4
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	146,5	-90,0	142,2
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	5 692,0	6 394,3	7 375,2

Source : Commission de l'UEMOA.

La conjoncture économique de 2022 a été marquée, au Sénégal, par une hausse de l'inflation qui est ressortie à 8,9% à fin novembre 2022. Par ailleurs, au second trimestre 2022, les échanges extérieurs ont affiché une augmentation de 18,8% du cumul des exportations et de 33,3% de celui des importations, en glissement annuel. Au niveau des finances publiques, les recettes publiques sont ressorties en hausse de 20,7% et les dépenses publiques de 10,3% au deuxième trimestre 2022, comparativement à la même période de 2021.

3.7.2. Perspectives 2022-2026

3.7.2.1. Principales hypothèses

¹⁹ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- l'aboutissement des projets pétroliers et gaziers, avec un début de leur production à partir de 2023 ;
- la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets structurants : seconde phase du Plan Sénégal Emergent (PSE), Programme d'actions prioritaire ajusté et accéléré (PAP 2A) ;
- la mise en œuvre des projets d'infrastructures, dont : la construction de l'Autoroute Mbour-Fatick-Kaolack ; la construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD (Train Express Régional) ; la construction de l'Autoroute Thiès-Tivaouane-Saint Louis/PPP; le Projet de Bus Rapid de Transit (BRT) ; le Projet de Rénovation des Aéroports du Sénégal ; et
- l'amélioration du recouvrement des recettes, notamment à travers la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) 2020-2025.

3.7.2.2. Principaux résultats

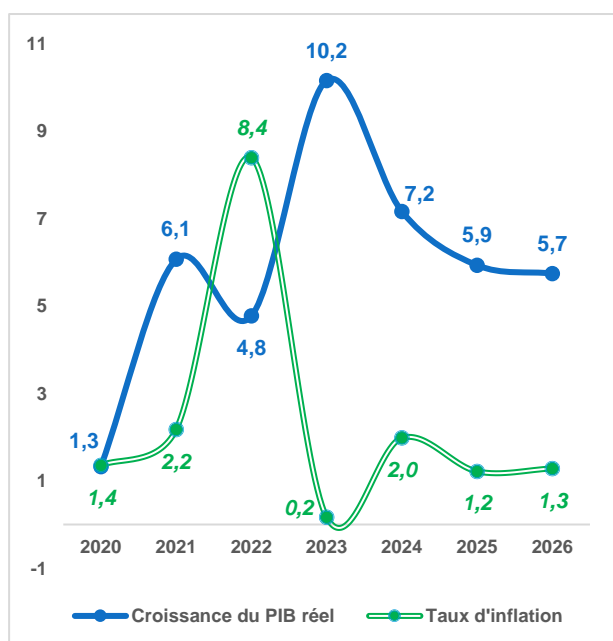
3.7.2.2.1. Secteur réel et prix

Un ralentissement attendu de la croissance en 2022, en lien avec les conséquences d'un environnement international défavorable, mais en nette amélioration à partir de 2023, grâce au démarrage de la production pétrolière et gazière.

L'activité économique ralentirait en 2022, pour se situer à 4,8%, soit une baisse de 0,2 pp, comparativement aux prévisions de mai 2022, suite aux conséquences attendues de la conjoncture internationale. Sur la période 2023-2026, la croissance économique du pays serait portée par le début de la production pétrolière et gazière à partir de l'année 2023 et la poursuite de la mise en œuvre des grands chantiers dans le cadre du de la « seconde phase » du Programme Sénégal Emergent (PSE) que constitue le Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A) 2019-2024. Le taux de croissance économique passerait ainsi de 10,2% en 2023 à 7,2% en 2024, et ensuite à 5,8% et 5,7% respectivement, en 2025 et 2026.

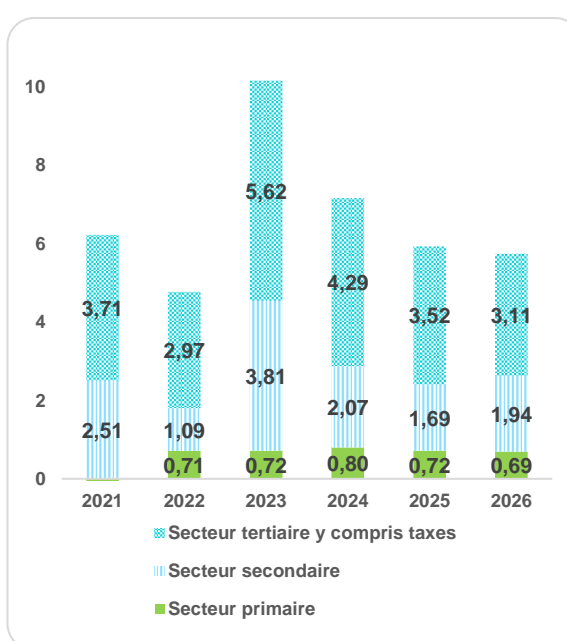
L'inflation serait de 8,4% en 2022, contre 2,2% en 2021 et, en moyenne, elle s'établirait à 1,1% sur la période 2023-2026.

Figure 37 : Evolution de la croissance et taux d'inflation au Sénégal (en %)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 38 : Contribution des secteurs à la du croissance du Sénégal (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,5%, en moyenne) et l'investissement (+7,3%, en moyenne).

3.7.2.2.2. Finances publiques et dette publique

La poursuite des efforts de mobilisation des recettes et de maîtrise des dépenses devrait ramener le déficit budgétaire global rapporté au PIB en dessous de 3,0% à partir de 2025, avec un taux d'endettement moyen de 69,3% du PIB.

La poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT), combinée à la perception des revenus pétroliers et gaziers, devrait contribuer à améliorer le recouvrement des recettes à moyen terme. Ainsi, les recettes totales s'élèveraient à 20,6% du PIB en 2022, contre 19,4% en 2021, et elles passeraient de 20,9% en 2023 à 23,1% en 2026.

Figure 39 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)

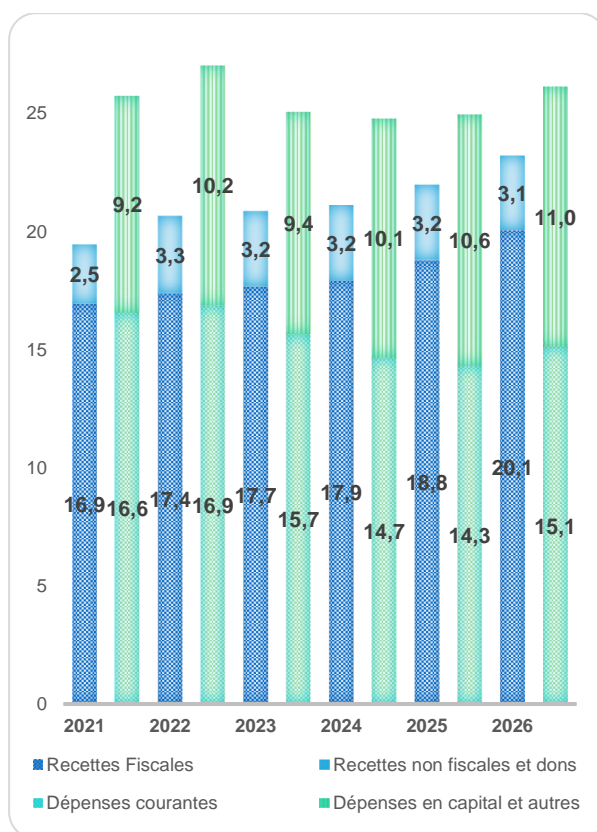
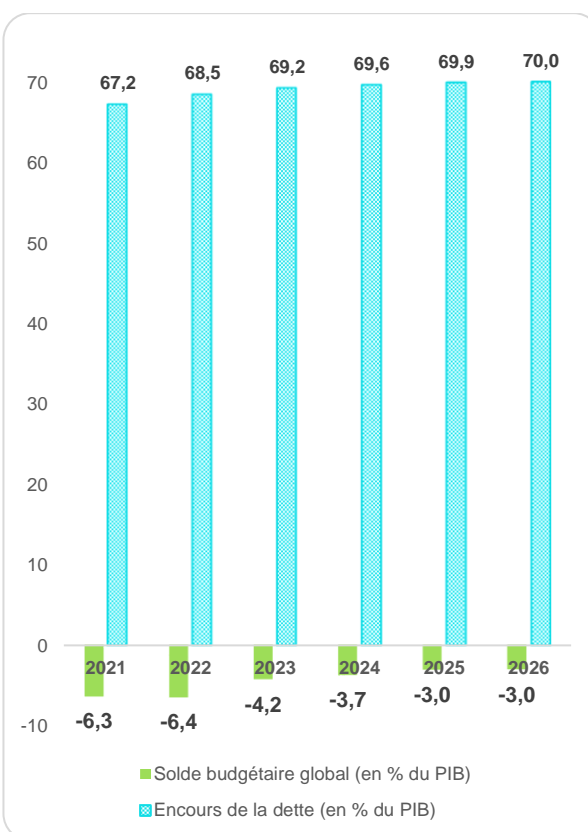


Figure 40 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

Pour ce qui est des dépenses totales, elles seraient de 27,0% du PIB en 2022, après 25,7% et, en moyenne, de 25,2% sur la période 2023-2026. Le déficit budgétaire global ressortirait à 6,4% en 2022, contre 6,3% en 2021, et ensuite de 4,2% en 2023, après 3,7% en 2024 et 3,0% en 2025 et 2026.

3.7.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui ressortirait excédentaire à partir de 2023, grâce à l'augmentation des produits d'exportation renforcés par le pétrole et le gaz naturel.

Les échanges extérieurs se renforceraient avec le début de l'exportation du pétrole et du gaz naturel à partir de 2023, conduisant à un solde global de la balance des paiements qui s'établirait à 377,9 mds, après -65,2 mds en 2022 et, en moyenne, à 1 019,2 mds sur la période 2024-2026.

La masse monétaire augmenterait de 6,9% en 2022, représentant ainsi 47,5% du PIB, tandis que sa croissance s'établirait, en moyenne, à 8,6% sur la période 2023-2026, la portant ainsi à 48,1% du PIB en moyenne.

Tableau 15 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance des paiements							
Solde des transactions courantes (en mds)	-1676,2	-1978,9	-2281,6	-1846,3	-1140,7	-1433,9	-460,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13,4	-14,0	-13,8	-10,1	-5,7	-6,7	-2,0
Solde global (en mds)	-91,5	142,2	-65,2	377,9	1025,4	864,0	1 809,5
Situation monétaire							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	4 667,6	4 943,4	5 285,4	6384,4	7807,6	8 850,8	9 784,6
Masse monétaire M2 (en mds)	6394,3	7 375,2	7 883,4	8547,9	9868,1	10140,1	10 922,2
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	45,4	48,1	47,5	46,7	49,7	47,5	48,3

Source : Commission de l'UEMOA.

3.7.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- un retard dans la mise en œuvre des projets de production de pétrole et de gaz naturel ;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, notamment celles portant sur la gouvernance, la fiscalité, l'énergie, le développement du secteur privé, etc. ; et
- un endettement public excessif qui menacerait la soutenabilité des finances publiques.

Les autorités sénégalaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts en vue de l'aboutissement des grands projets structurants, notamment ceux en lien avec la production pétrolière et gazière ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ; et
- les mesures de gestion prudente de la dette.

3.8. TOGO

3.8.1. Evolution macroéconomique récente²⁰

Une croissance économique dynamique portée par l'ensemble des secteurs et accompagnée d'une réduction du déficit budgétaire global.

La croissance économique a été de 6,0% en 2021, soit une révision à la hausse de 0,7 pp par rapport aux dernières prévisions de la Commission, soutenue par l'ensemble des secteurs et malgré un contexte marqué par des attaques terroristes sporadiques. Quant à l'inflation, elle a affiché un taux de 4,5% en 2021, contre 2,8% en 2020.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est résorbé de 2,5 pp du PIB, comparativement à son niveau de 2020, s'établissant ainsi à 4,7% en 2021. Le taux d'endettement s'est situé à 63,0% en 2021 contre 60,1% en 2020.

La balance des paiements a affiché un excédent de 121,1 mds, après 240,6 mds en 2020. La masse monétaire a, quant elle, été en hausse de 12,3%, s'établissant ainsi 47,9% du PIB.

Tableau 16 : Evolution des indicateurs macroéconomiques 2019-2021 du Togo

INDICATEURS	2019	2020	2021
<i>PIB nominal (en mds)</i>	4 230,5	4 363,8	4 720,4
Croissance réelle (en %)			
<i>Secteur primaire</i>	1,2	0,7	0,7
<i>Secteur secondaire</i>	-0,3	0,8	1,1
<i>Secteur tertiaire y compris taxes</i>	4,1	0,5	4,1
PIB	4,9	2,0	6,0
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
<i>Recettes Fiscales</i>	13,5	12,5	14,0
<i>Solde global (en % du PIB)</i>	1,7	-7,1	-4,7
<i>Encours de la dette</i>	53,6	60,1	63,0
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
<i>Solde global</i>	170,1	240,7	121,1
Situation monétaire (en Mds)			
<i>Masse monétaire</i>	1 804,3	2 013,3	2 260,7

Source : Commission de l'UEMOA.

La conjoncture économique du Togo a été marquée en 2022 par une hausse de l'inflation qui est ressortie à 7,5% à fin novembre. Pour ce qui est des échanges extérieurs au troisième trimestre 2022, ils affichent une augmentation du cumul des exportations de 24,1% et de 33,5% de celui des importations, en glissement annuel. Au niveau des finances publiques, le cumul des recettes totales est en hausse de 25,2% et celui des dépenses totales de 14%.

3.8.2. Perspectives 2022-2026

3.8.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la mise en œuvre efficace de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- le renforcement de la production agricole : mise en œuvre des projets du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PNIASAN) et du Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA) ;

²⁰ Sauf indication contraire les données utilisées dans cette partie au niveau du secteur réel, des Finances publiques et de la dette publiques sont les dernières transmises officiellement à la Commission dans le cadre du Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale

- le développement des infrastructures : rénovation des routes reliant la capitale aux autres villes (Lomé, Kpalimé, Aného) ; et
- le développement des activités de fabrication : transformation locale des produits agricoles et miniers, notamment, le phosphate.

3.8.2.2. Principaux résultats

3.8.2.2.1. Secteur réel et dette

Une croissance qui se renforcerait, grâce principalement à la bonne tenue de tous les secteurs et à la poursuite des projets d'investissement public.

L'activité économique se ressentirait de la morosité de l'environnement international et régional, dans un contexte de menaces terroristes. Le taux de croissance est attendu à 4,5% en 2022, soit une révision à la baisse de -0,8 pp par rapport aux prévisions de mai 2022. Sur la période 2023-2026, la croissance économique ressortirait à 4,7% en 2023, puis à 5,5% en 2024 et à 5,8% et 5,7% respectivement, en 2025 et 2026.

L'inflation serait de 7,3% en 2022, contre 4,5% en 2021 et, en moyenne, elle s'établirait à 1,9% sur la période 2023-2026.

Figure 41 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo (en %)

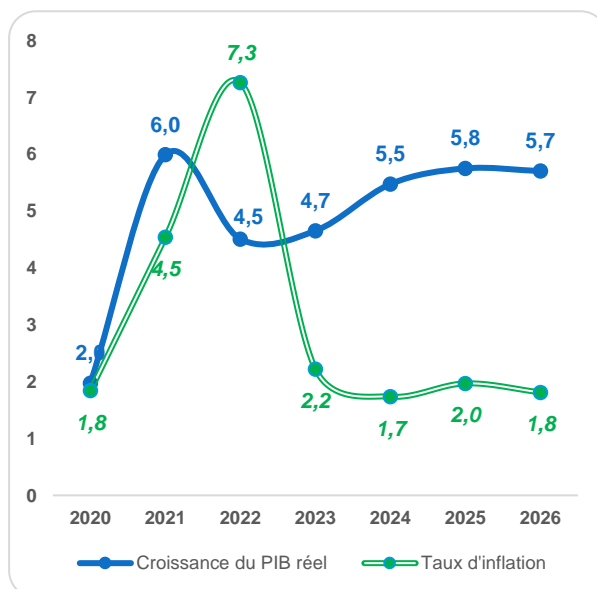
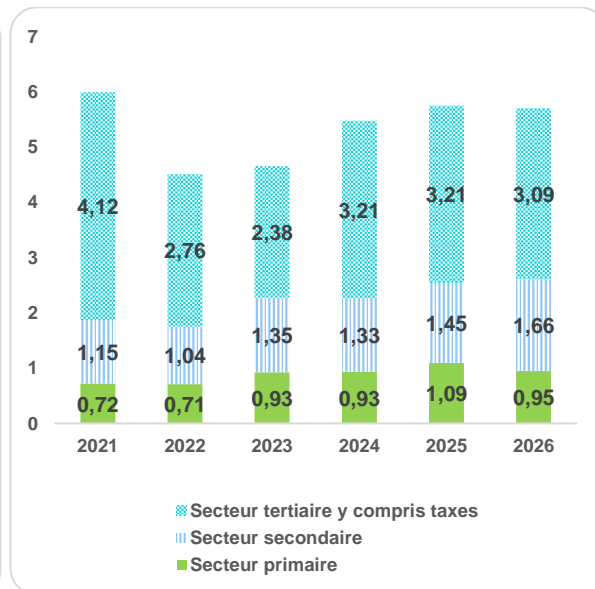


Figure 42 : Contribution des secteurs à la croissance du Togo (en points)



Source : Commission de l'UEMOA.

Source : Commission de l'UEMOA.

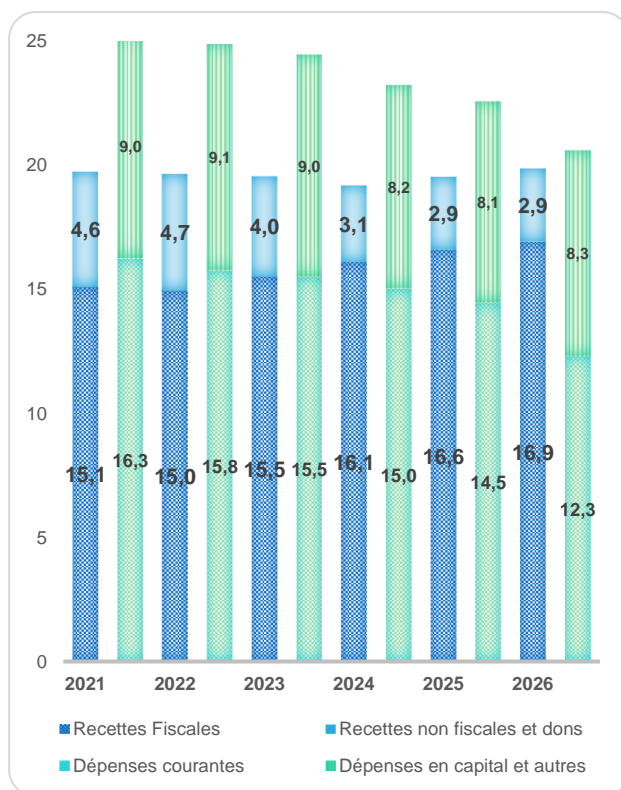
Du côté de la demande, sur la période 2022-2026, la croissance serait portée principalement par l'investissement (+11,9%, en moyenne) et par la consommation finale (+3,7%, en moyenne).

3.8.2.2.2. Finances publiques et dette publique

Un déficit budgétaire de 3,0% du PIB en 2024, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes et à une maîtrise des dépenses publiques permettant de situer le taux d'endettement moyen à 63,1%.

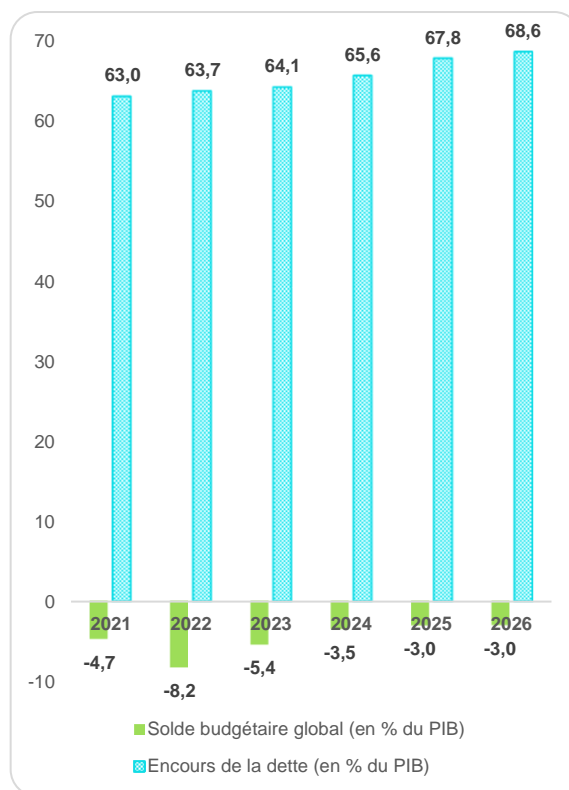
Les recettes totales se situeraient à 18,7% du PIB en 2022 et, en moyenne, à 18,9% sur la période 2023-2026. Cette hausse serait en relation avec l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, grâce à la meilleure tenue de l'activité économique globale. Quant aux dépenses totales, elles passeraient de 26,9% du PIB en 2022 à 22,6%, en moyenne, sur la période 2023 -2026. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 8,2% en 2022, puis à 5,4% en 2023, ensuite à 3,5% en 2024, avant d'atteindre 3,0% en 2025 et 2,4% en 2026.

Figure 43 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

Figure 44 : Solde budgétaire et encours de la dette (en % du PIB)



Source : Commission de l'UEMOA.

L'encours de la dette publique, quant à lui, ressortirait à 63,7% du PIB en 2022 et à 66,5%, en moyenne, sur la période 2023 -2026.

3.8.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui continuerait de rester excédentaire sur toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs.

Après un excédent de 21,0 mds qui serait enregistré en 2022, le solde global de la balance des paiements ressortirait, en moyenne, à 269,1 mds sur la période 2023-2026.

La masse monétaire augmenterait de 4,3% en 2022 représentant ainsi 46,0% du PIB et, en moyenne, de 7,0% sur la période 2023-2026 pour atteindre 47,7%.

Tableau 17 : Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)

Agrégats et Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Balance des paiements							
Solde des transactions courantes (en mds)	-11,9	-62,5	-259,9	-80,8	-523,2	514,4	189,2
Solde des transactions courantes (en % PIB)	-0,3	-1,3	-5,1	-1,5	-8,9	8,2	2,8
Solde global (en mds)	240,6	121,1	21,0	183,0	167,2	305,6	420,4
Situation monétaire							
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1305,5	1425,0	1498,2	1576,0	1654,1	1755,1	1849,0
Masse monétaire (en mds)	2013,3	2 260,7	2 358,6	2 527,4	2 694,5	2 892,2	3 094,5
Masse monétaire (en % PIB)	46,1	47,9	46,0	46,0	46,0	46,0	52,8

Source : Commission de l'UEMOA.

3.8.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs aux incertitudes quant à :

- une dégradation de la situation sécuritaire, avec la multiplication des attaques ;
- un retard dans la mise en œuvre des réformes inscrites et projets conduits dans le cadre de la feuille de route gouvernementale ; et
- une augmentation de l'endettement menaçant la soutenabilité des finances publiques.

Les Autorités togolaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts de sécurisation du territoire ;
- la mise en œuvre efficace de la feuille de route gouvernementale ; et
- la gestion prudente de la dette, à travers le renforcement de l'analyse de viabilité de la dette.

Conclusion

La reprise de l'activité économique mondiale et régionale amorcée, en 2021, après le choc sanitaire de 2020, a été freinée par les conséquences de la guerre en Ukraine déclenchée le 24 février 2022. Ces conséquences se sont traduites entre autres par une envolée des cours internationaux du pétrole, du gaz et des produits alimentaires qui ont contribué à alimenter l'inflation avec des taux historiques. Les mesures pour contenir la forte hausse des prix ont abouti à un durcissement des conditions financières, une forte appréciation du dollar américain par rapport à la quasi-totalité des devises et une multitude d'interventions des pouvoirs publics pour soutenir les couches vulnérables.

Au niveau de l'UEMOA, en 2022, la situation économique reste marquée par une dégradation de la situation sécuritaire et des bouleversements institutionnels combinés à la hausse de l'inflation qui a atteint des taux historiques dans certains Etats membres. La croissance de l'Union devrait ainsi ralentir en ressortant à 5,5% après 6,1% en 2021. A moyen terme, l'activité économique progresserait, en moyenne, à 6,3% sur la période 2023-2026, grâce au dynamisme de l'ensemble des secteurs dont le secondaire avec l'augmentation de la production de pétrole au Niger et le début de l'exploitation de chantiers pétrolifères au Sénégal. Le déficit budgétaire global continuerait de se situer largement au-dessus de 3% du PIB en 2022 et les efforts de consolidation ne le ramèneraient en dessous de 3% du PIB qu'à partir de 2025. L'endettement resterait élevé et sa tendance haussière se maintiendrait avec un taux de 56,1% en 2022 et, en moyenne, un taux de 58,0% sur la période 2023-2026.

Ces perspectives restent incertaines d'où les recommandations suivantes formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre et renforcer les actions de coordination face à la crise sécuritaire ;
- veiller à une mise en œuvre efficace des programmes et projets de développement structurants porteurs de croissance en impliquant fortement les entreprises privées nationales ;
- renforcer les politiques d'appui au renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises privées nationales ;
- accélérer la mise en œuvre des réformes dont celles relatives aux finances publiques pour une meilleure mobilisation des ressources, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'extension des initiatives en matière de télé-procédure, la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses fiscales et la maîtrise des dépenses courantes ;
- veiller à la rationalisation, au ciblage et à la délimitation dans le temps des mesures exceptionnelles adoptées pour lutter contre la vie chère pour garantir leur soutenabilité budgétaire, assurer la protection des dépenses d'investissement et soutenir la croissance à moyen terme ;
- privilégier la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de garantir la soutenabilité des finances publiques et de la dette publique, ainsi que celle du service dette, dans un contexte marqué par un renchérissement des conditions de financement au niveau mondial ;
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, en particulier des investissements publics pour garantir la réalisation, à moyen terme, de performances de croissance à même de contribuer à la réduction de la pauvreté et une trajectoire macroéconomique pouvant faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

SOURCES DE DONNEES

Banque Africaine de Développement	https://dataportal.opendataforafrica.org/
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres
Banque mondiale	https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets
CNUCED	https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html
Index Mundi	https://www.indexmundi.com/commodities/
Fonds monétaire international	https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases
OCDE	https://data.oecd.org/fr/
Organisation mondiale pour l'Alimentation	http://www.fao.org/statistics/fr/

ANNEXES

Evolution des agrégats macroéconomiques
de l'Union et des Etats membres

UNION

Tableau A.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	91 857,6	91 948,0	91 857,6	91 947,9	91 857,6
2021	100 132,6	99 468,0	100 132,6	99 468,0	99 073,9
2022	108 923,6	106 660,6	109 708,2	107 858,5	108 495,2
2023	117 714,9	116 180,0	120 031,0	118 388,4	118 266,8
2024	126 769,5	125 262,4	131 073,4	129 528,4	129 473,9
2025	136 124,8	134 100,3	143 019,0	141 082,1	139 863,5
2026	145 111,9	143 737,7	155 461,7	153 465,6	150 594,5

Tableau A.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
2021	6,1	6,1	6,1	6,1	5,9
2022	5,5	6,0	5,8	6,5	5,0
2023	6,9	7,6	7,2	8,3	6,4
2024	6,4	6,9	7,1	7,6	7,3
2025	6,1	6,3	6,6	7,2	6,0
2026	5,7	6,2	6,4	7,1	5,7

Tableau A.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,1	0,5	4,2	3,7	4,4	4,4	4,5
Secteur secondaire	2,1	6,0	4,1	9,8	8,3	6,5	6,2
Secteur tertiaire	1,2	8,2	6,5	7,0	6,5	6,5	6,0
PIB	1,8	6,1	5,5	6,9	6,4	6,1	5,7

Tableau A.4 : Contribution à la croissance (en point)

Secteurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,7	0,1	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9
Secteur secondaire	0,4	1,2	0,8	2,0	1,7	1,4	1,3
Secteur tertiaire	0,7	4,8	3,8	4,1	3,8	3,8	3,5
PIB	1,8	6,1	5,5	6,9	6,4	6,1	5,7

Tableau A.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays	
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21
2020	15 653,7	15 662,0	15 653,7	15 661,2
2021	17 497,7	17 326,8	17 497,7	17 325,5
2022	19 034,0	18 603,5	19 189,2	19 076,7
2023	20 865,6	20 375,0	21 548,6	20 815,0
2024	22 941,0	22 518,8	23 560,9	23 240,0
2025	25 333,9	24 105,8	25 930,6	25 639,8
2026	27 610,2	25 905,3	28 349,6	27 965,1

Tableau A.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays	
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21
2020	20 813,4	20 852,8	20 813,4	20 854,6
2021	22 966,9	22 987,7	22 966,9	22 987,7
2022	25 651,0	23 802,7	25 788,6	24 074,1
2023	26 722,0	24 919,3	27 377,9	25 194,0
2024	27 779,4	26 370,1	28 294,5	26 889,6
2025	29 416,0	28 069,0	30 359,8	29 636,1
2026	31 888,4	29 936,6	32 997,7	32 312,6

Tableau A.7 : Evolution des indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-5,7	-5,5	-6,1	-5,0	-3,8	-3,0	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal (%)	50,2	54,8	57,0	58,0	59,6	60,3	61,0
Variation de l'IHPC (en %)	2,1	3,6	≥ 3,0	≤ 3,0	≤ 3,0	≤ 3,0	≤ 3,0
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	43,4	41,4	41,0	38,9	36,6	35,0	34,3
Taux de pression fiscale (%)	12,9	13,3	13,3	13,7	14,2	14,8	15,2

BENIN

Tableau B.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	9 008,8	9 008,8	9 008,8	9 008,8	9 008,8
2021	9 809,7	9 830,9	9 809,7	9 830,9	9 809,7
2022	10 676,0	10 692,3	10 838,3	10 729,8	10 672,6
2023	11 513,5	11 768,0	11 771,5	11 800,1	11 512,4
2024	12 307,8	12 793,1	12 655,2	13 059,2	12 322,6
2025	13 263,1	13 913,0	13 678,3	14 572,5	13 280,7
2026	14 242,5	14 880,7	14 827,7	nd	14 263,4

Tableau B.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8
2021	7,2	7,0	7,2	7,2	6,6
2022	5,1	6,8	6,0	5,7	5,9
2023	5,9	7,7	6,5	6,2	6,2
2024	5,2	6,9	6,0	6,0	6,0
2025	5,9	7,3	6,0	6,0	6,0
2026	5,8	6,2	6,3	nd	6,0

Tableau B.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,8	5,2	3,5	4,8	4,7	5,0	4,5
Secteur secondaire	5,2	9,1	4,4	8,5	3,6	4,6	5,0
Secteur tertiaire	4,9	6,6	5,8	6,4	7,2	7,8	7,5
PIB	3,8	7,2	5,1	5,9	5,3	5,9	5,8
Consommation finale	4,7	5,9	3,4	6,4	6,1	6,9	6,2
<i>Privée</i>	3,2	5,9	4,0	6,4	6,2	7,1	6,4
<i>Publique</i>	14,4	5,8	0,3	6,5	5,7	5,7	5,5
FBCF	2,1	5,1	4,8	18,3	1,3	3,5	4,0
<i>Privée</i>	-7,1	5,6	5,1	17,6	1,7	4,2	4,6
<i>Publique</i>	88,4	2,9	3,7	21,3	-0,3	0,6	1,4
Exportations	-25,0	17,4	16,7	1,6	1,7	1,4	1,5
Importations	-19,8	18,1	5,3	11,5	8,1	8,2	8,3

Tableau B.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,5	1,4	0,9	1,3	1,2	1,3	1,2
Secteur secondaire	0,8	1,5	0,7	1,4	0,6	0,8	0,8
Secteur tertiaire	2,5	4,3	3,4	3,2	3,5	3,9	3,8
PIB	3,8	7,2	5,1	5,9	5,3	5,9	5,8
Consommation finale	3,7	5,9	3,4	6,4	6,1	6,9	6,2
Investissement	0,5	7,5	1,4	13,6	8,7	8,9	9,8
Echanges extérieurs	-0,4	-6,3	0,3	-14,1	-9,5	-9,8	-10,2

Tableau B.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 294,3	1 294,3	1 294,3	1 294,3	1 296,3
2021	1 387,7	1 390,3	1 387,7	1 390,3	1 387,7
2022	1 521,3	1 509,9	1 550,5	1 518,4	1 550,5
2023	1 724,0	1 690,6	1 752,1	1 723,7	1 750,6
2024	1 940,9	1 927,3	1 940,0	1 974,5	1 933,5
2025	2 152,0	2 195,8	2 151,4	2 306,8	2 153,4
2026	2 358,2	2 369,3	2 422,6	nd	2 390,0

Tableau B.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 719,9	1 719,9	1 719,9	1 719,9	1 718,1
2021	1 949,4	1 949,4	1 949,4	1 949,4	1 947,7
2022	2 135,6	1 997,4	2 184,9	2 153,6	2 148,7
2023	2 236,6	2 145,0	2 258,1	2 254,0	2 252,0
2024	2 282,2	2 311,4	2 303,8	2 303,8	2 296,1
2025	2 517,6	2 589,8	2 534,8	2 544,8	2 547,0
2026	2 768,5	2 742,8	2 831,2	nd	2 817,5

Tableau B.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	306,9	597,4	173,1	152,7	227,1	319,9	253,0
Masse monétaire (M2)	2751,9	3210,5	3 106,3	3 360,7	3 623,4	3 947,6	4 216,8

Tableau B.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-4,7	-5,7	-5,7	-4,4	-2,7	-2,6	-2,7
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	46,1	49,8	54,0	54,4	53,6	52,3	51,2
Variation de l'IHPC (en %)	3,0	1,7	2,0	1,6	1,5	1,5	1,5
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	43,9	37,7	39,4	38,7	36,7	35,6	34,2
Taux de pression fiscale (%)	10,5	11,0	11,3	11,7	12,6	13,1	13,5

BURKINA FASO

Tableau C.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	10 153,7	10 065,4	10 310,4	10 065,3	9 988,4
2021	10 802,4	10 762,3	11 290,1	10 762,2	10 583,1
2022	11 713,6	11 485,0	12 450,9	11 488,6	11 415,6
2023	12 471,0	12 301,3	13 250,5	12 460,9	12 221,7
2024	13 194,9	12 933,6	14 502,9	13 163,0	13 123,6
2025	14 102,5	13 605,4	15 790,9	13 959,4	14 090,0
2026	14 894,6	14 338,9	17 030,7	14 793,3	15 140,0

Tableau C.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
2021	6,9	7,1	6,9	7,1	6,9
2022	4,5	6,6	4,0	6,8	3,6
2023	6,0	6,9	6,0	8,3	4,8
2024	5,4	5,0	6,8	5,4	5,2
2025	5,7	5,2	6,1	5,3	5,2
2026	5,4	5,9	5,6	5,3	5,3

Tableau C.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	6,5	-6,4	4,7	3,1	3,1	4,2	4,0
Secteur secondaire	5,8	8,2	3,1	8,4	5,7	6,5	6,1
Secteur tertiaire	-2,7	12,6	6,4	5,7	5,7	6,1	5,7
PIB	1,9	6,9	4,5	6,0	5,4	5,7	5,4
Consommation finale	0,9	3,8	5,6	3,4	4,6	3,5	3,3
<i>Privée</i>	0,9	1,6	-8,0	4,6	6,2	4,6	5,6
<i>Publique</i>	1,0	10,4	41,8	1,4	1,8	1,3	-1,1
FBCF	1,9	4,9	-0,6	8,2	8,8	4,5	2,2
<i>Privée</i>	-2,9	-4,0	-2,9	10,0	8,0	2,4	1,9
<i>Publique</i>	9,5	17,3	1,9	6,2	9,8	6,8	2,5
Exportations	2,5	29,7	23,5	23,9	3,6	27,4	21,7
Importations	5,3	8,5	13,7	15,5	14,1	16,1	16,6

Tableau C.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	6,5	-2,0	0,9	0,6	0,6	0,8	0,7
Secteur secondaire	5,8	2,0	0,7	1,9	1,4	1,6	1,5
Secteur tertiaire	-2,7	6,9	2,9	3,5	3,5	3,4	3,2
PIB	1,9	6,9	4,5	6,0	5,4	5,7	5,4
Consommation finale	0,8	3,2	4,6	2,8	3,7	2,8	2,6
Investissement	0,6	1,0	-4,7	2,4	3,2	2,4	2,9
Echanges extérieurs	0,5	2,7	4,6	0,8	-1,5	0,5	-0,1

Tableau C.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 937,6	1 937,6	1 937,6	1 937,6	1 975,3
2021	2 189,0	2 090,3	2 189,0	2 090,4	2 223,8
2022	2 301,9	2 264,7	2 397,0	2 274,4	2 387,9
2023	2 438,8	2 345,2	2 521,8	2 425,6	2 502,2
2024	2 531,7	2 459,2	2 580,3	2 539,0	2 662,4
2025	2 754,5	2 623,0	2 759,5	2 753,9	2 873,1
2026	2 957,2	2 852,5	3 012,2	2 989,9	3 109,3

Tableau C.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2 470,4	2 470,4	2 470,4	2 470,4	2 544,3
2021	2 732,2	2 644,0	2 870,2	2 644,0	2 897,0
2022	3 030,7	2 827,0	3 063,1	2 814,4	3 076,0
2023	3 056,5	2 848,2	3 160,5	2 910,8	3 144,7
2024	3 072,1	2 852,3	3 180,9	2 935,4	3 221,6
2025	3 183,0	3 029,6	3 277,9	3 158,8	3 291,6
2026	3 403,5	3 207,0	3 543,3	3 404,1	3 558,8

Tableau C.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	476,0	653,0	671,8	478,8	245,3	119,3	167,1
Masse monétaire (M2)	4 779,2	5 585,1	6 030,0	6 256,4	6 543,5	7 153,0	7 587,4

Tableau C.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-5,2	-6,0	-6,2	-5,0	-4,1	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	46,2	53,1	53,2	55,9	57,8	58,2	58,9
Variation de l'IHPC (en %)	1,9	3,9	13,5	0,2	0,8	1,3	0,6
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	65,0	55,3	57,7	56,6	53,7	51,3	50,4
Taux de pression fiscale (%)	13,3	15,1	15,0	15,5	16,1	16,6	16,9

CÔTE D'IVOIRE

Tableau D.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	35 311,4	35 311,4	35 311,4	35 311,4	35 311,4
2021	39 190,4	38 439,2	39 190,4	38 439,2	38 659,6
2022	43 117,5	41 486,8	42 826,3	41 951,1	42 499,9
2023	46 791,9	45 176,4	46 822,0	46 098,2	46 140,9
2024	50 472,1	48 900,4	50 896,2	50 721,3	49 781,3
2025	54 593,7	52 909,1	55 666,0	55 672,4	53 555,0
2026	58 699,6	57 338,8	60 774,0	60 696,9	57 449,5

Tableau D.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
2021	7,4	6,5	7,4	6,5	6,5
2022	6,4	6,7	6,8	7,1	6,0
2023	6,8	7,6	7,3	8,2	6,7
2024	6,2	7,4	7,0	8,2	6,4
2025	6,6	7,0	7,2	8,2	6,2
2026	6,2	7,1	7,1	7,7	6,0

Tableau D.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	2,2	2,3	3,8	3,7	3,5	4,2	4,2
Secteur secondaire	1,9	4,4	5,2	8,1	6,8	5,8	6,6
Secteur tertiaire	1,8	9,7	8,2	7,8	7,3	8,1	7,1
PIB	2,0	7,4	6,4	6,8	6,2	6,6	6,2
Consommation finale	-0,3	4,4	7,8	7,7	6,9	6,1	6,7
<i>Privée</i>	-1,1	4,5	8,6	7,6	6,5	6,6	7,0
<i>Publique</i>	5,6	3,9	2,6	8,7	9,5	2,4	4,5
FBCF	8,4	10,2	2,7	10,7	5,9	9,2	6,2
<i>Privée</i>	2,5	11,1	2,8	11,6	7,1	6,6	5,6
<i>Publique</i>	25,3	8,1	2,4	8,4	3,0	16,2	7,6
Exportations	-6,8	7,3	1,0	4,1	4,4	6,4	3,7
Importations	7,6	8,3	0,6	13,0	6,6	7,6	5,8

Tableau D.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6
Secteur secondaire	0,4	0,9	1,1	1,7	1,4	1,2	1,4
Secteur tertiaire	1,2	6,1	4,8	4,6	4,3	4,9	4,3
PIB	2,0	7,4	6,4	6,8	6,2	6,6	6,2
Consommation finale	-0,2	3,3	5,9	5,9	5,3	4,7	5,2
Investissement	5,8	3,7	0,4	3,2	1,6	2,5	1,8
Echanges extérieurs	-3,6	0,4	0,1	-2,4	-0,8	-0,6	-0,8

Tableau D.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	5 289,2	5 289,2	5 289,2	5 289,2	5 289,2
2021	6 140,2	5 711,9	6 140,2	5 711,9	6 171,9
2022	6 361,5	6 225,7	6 427,7	6 417,7	6 312,6
2023	6 952,4	6 944,0	7 452,7	7 137,6	7 103,1
2024	7 589,3	7 758,2	8 229,5	8 008,0	7 916,6
2025	8 476,3	8 220,1	8 954,4	8 613,1	8 501,9
2026	9 288,0	9 004,7	9 651,4	9 117,6	9 126,5

Tableau D.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	7 255,1	7 255,1	7 255,1	7 255,1	7 255,1
2021	8 102,0	7 874,5	8 102,0	7 874,5	8 102,0
2022	8 348,7	8 277,7	9 016,4	8 393,0	8 588,5
2023	8 758,3	8 765,6	9 688,9	8 903,4	8 946,2
2024	9 044,7	9 233,1	10 180,5	9 539,5	9 453,4
2025	9 789,9	9 831,5	10 645,8	10 283,2	10 136,7
2026	10 821,4	10 687,4	11 475,8	10 949,6	10 887,5

Tableau D.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	607,0	1066,6	784,3	381,0	707,5	497,2	270,5
Masse monétaire (M2)	13 042,6	15 487,4	16 379,6	18 176,4	19 764,5	21 549,7	23 385,3

Tableau D.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-5,6	-5,0	-6,0	-5,4	-4,2	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	47,6	51,7	54,8	55,2	57,9	58,5	59,5
Variation de l'IHPC (en %)	2,4	4,2	4,5%	0,9	0,9	0,7	0,7
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	44,1	38,1	35,9	33,8	31,7	30,2	30,0
Taux de pression fiscale (%)	11,8	12,5	12,3	12,6	12,8	13,3	13,6

GUINEE-BISSAU

Tableau E.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	915,7	919,1	915,7	919,1	847,6
2021	997,0	1 005,0	997,0	1 005,0	903,1
2022	1 071,3	1 061,4	1 115,3	1 052,1	963,2
2023	1 132,6	1 128,8	1 182,3	1 103,6	1 034,7
2024	1 193,3	1 199,5	1 146,8	1 152,9	1 116,9
2025	1 252,7	1 274,9	1 195,1	1 196,9	1 205,6
2026	1 316,2	1 344,6	1 233,7	1 242,6	1 301,3

Tableau E.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
2021	6,4	6,3	6,4	6,3	3,8
2022	4,5	3,8	4,7	3,6	3,8
2023	4,3	4,9	5,7	3,8	4,5
2024	4,0	4,7	5,0	3,6	5,0
2025	4,1	5,0	5,3	3,4	5,0
2026	4,7	5,1	5,2	3,3	5,0

Tableau E.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,2	5,4	2,9	2,6	3,0	4,1	5,7
Secteur secondaire	1,1	5,7	2,8	6,1	4,3	3,9	4,9
Secteur tertiaire	1,4	6,4	6,4	4,8	4,8	4,3	4,2
PIB	1,5	6,4	4,5	4,3	4,0	4,1	4,7
Consommation finale	-1,3	6,1	5,2	4,8	4,1	4,7	4,7
<i>Privée</i>	-5,3	4,6	4,1	4,9	4,0	4,8	4,8
<i>Publique</i>	16,3	11,5	9,1	4,5	4,3	4,7	4,7
FBCF	1,8	2,1	-5,1	4,1	1,8	2,5	2,5
<i>Privée</i>	-12,1	11,7	-5,4	4,8	2,3	3,2	3,2
<i>Publique</i>	34,3	-12,5	-4,5	2,7	0,8	1,2	1,2
Exportations	-28,1	25,1	28,2	1,1	1,3	1,2	1,2
Importations	-13,8	8,6	4,3	4,2	4,0	4,2	4,2

Tableau E.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,1	1,9	1,0	0,9	1,0	1,4	1,9
Secteur secondaire	0,1	0,8	0,4	0,8	0,6	0,5	0,7
Secteur tertiaire	0,2	3,7	3,1	2,6	2,4	2,2	2,1
PIB	1,5	6,4	4,5	4,3	4,0	4,1	4,7
Consommation finale	-1,1	5,1	4,3	4,0	3,4	4,0	3,9
Investissement	2,8	0,5	-3,8	1,9	2,4	2,2	2,3
Echanges extérieurs	-0,2	0,8	3,9	-1,7	-1,8	-2,0	-1,5

Tableau E.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	134,5	134,5	134,5	134,5	134,7
2021	143,9	160,6	144,5	159,2	182,5
2022	160,1	167,8	165,8	170,9	168,8
2023	178,9	183,4	190,0	185,4	193,7
2024	192,7	197,3	194,9	190,7	206,6
2025	203,5	208,3	199,4	195,5	224,3
2026	208,4	213,5	205,4	195,5	241,0

Tableau E.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	219,7	219,7	219,8	219,8	219,1
2021	216,4	225,5	219,6	225,5	236,3
2022	217,3	222,3	234,8	217,7	213,6
2023	226,5	233,7	236,0	221,6	237,5
2024	233,5	240,3	227,9	223,2	247,7
2025	237,2	243,0	230,8	224,4	262,3
2026	245,3	245,7	238,0	224,4	281,9

Tableau E.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	52,6	60,4	60,0	61,0	35,8	31,2	25,7
Masse monétaire (M2)	399,2	482,6	497,8	506,0	545,0	584,7	627,4

Tableau E.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-9,3	-7,4	-5,3	-4,2	-3,4	-2,7	-2,8
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	69,9	74,1	73,9	74,1	73,7	72,8	72,0
Variation de l'IHPC (en %)	1,5	3,3	7,2	0,5	1,0	0,7	0,8
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	78,1	59,1	53,6	47,6	44,9	42,4	39,4
Taux de pression fiscale (%)	7,4	9,3	9,8	10,7	11,0	11,2	11,7

MALI

Tableau F.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	10 052,8	10 052,8	10 052,8	10 052,8	10 052,8
2021	10 614,0	10 837,3	10 614,0	10 777,9	10 635,0
2022	11 520,4	11 435,7	11 456,1	11 649,0	11 338,3
2023	12 166,2	12 118,6	12 497,5	12 504,9	12 297,4
2024	12 773,0	12 748,3	13 571,9	13 330,0	13 267,9
2025	13 448,2	13 340,2	14 802,0	14 210,8	14 209,9
2026	14 160,3	13 900,1	16 083,8	15 147,7	15 218,8

Tableau F.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2
2021	3,1	5,2	3,1	5,2	3,1
2022	3,8	4,5	3,7	5,3	2,0
2023	4,8	4,7	5,1	5,5	5,3
2024	4,7	4,8	5,3	5,0	5,3
2025	4,9	4,4	5,0	5,0	5,0
2026	4,6	4,7	5,0	5,0	5,0

Tableau F.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	-4,8	2,2	3,1	3,0	3,9	3,9	3,4
Secteur secondaire	-0,2	0,9	1,1	4,3	3,1	3,5	3,8
Secteur tertiaire	1,4	4,6	4,8	6,1	5,7	5,9	5,4
PIB	-1,2	3,1	3,8	4,8	4,7	4,9	4,6
Consommation finale	2,3	3,3	2,1	3,6	4,1	3,6	2,9
<i>Privée</i>	1,9	3,0	2,1	3,6	4,0	3,5	2,9
<i>Publique</i>	4,5	5,0	2,4	3,3	4,2	3,8	2,7
FBCF	-4,3	4,7	1,7	4,0	1,9	3,1	1,6
<i>Privée</i>	-5,7	4,9	1,5	4,4	2,4	2,9	3,2
<i>Publique</i>	-3,0	4,5	1,8	3,6	1,4	3,3	0,0
Exportations	0,5	-6,1	0,4	3,1	3,8	3,6	2,3
Importations	-2,9	4,8	-13,8	2,3	12,4	12,4	5,6

Tableau F.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	-1,5	0,7	0,9	0,9	1,2	1,1	1,0
Secteur secondaire	0,0	0,2	0,2	0,8	0,6	0,6	0,6
Secteur tertiaire	0,3	2,3	2,7	3,1	3,0	3,1	3,0
PIB	-1,2	3,1	3,8	4,8	4,7	4,9	4,6
Consommation finale	2,1	3,2	2,0	3,4	3,8	3,3	2,7
Investissement	-4,4	4,7	-3,3	2,6	5,2	6,0	4,1
Echanges extérieurs	1,1	-4,7	5,1	-1,2	-4,3	-4,5	-2,2

Tableau F.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2 072,2	2 072,9	2 072,2	2 072,2	2 080,4
2021	2 347,6	2 531,7	2 347,6	2 531,6	2 355,0
2022	2 298,0	2 464,6	2 477,7	2 579,2	2 221,3
2023	2 545,0	2 695,7	2 831,7	2 879,7	2 538,7
2024	2 725,2	2 814,1	3 011,2	3 118,0	2 883,4
2025	2 936,8	2 955,3	3 281,5	3 375,9	3 161,4
2026	3 144,5	3 071,8	3 594,1	3 654,5	3 424,0

Tableau F.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2 633,6	2 626,6	2 626,6	2 626,6	2 625,3
2021	2 856,5	3 134,5	2 868,4	3 134,5	2 881,0
2022	2 872,6	3 066,4	3 082,3	3 126,8	2 792,4
2023	3 092,0	3 241,1	3 452,6	3 327,3	3 120,9
2024	3 248,9	3 308,8	3 518,1	3 506,2	3 418,0
2025	3 437,4	3 361,3	3 725,2	3 795,8	3 590,8
2026	3 556,1	3 484,2	4 082,5	4 108,8	3 884,0

Tableau F.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	450,8	-57,8	-13,0	23,7	330,7	391,2	326,9
Masse monétaire (M2)	3657,1	4320,0	4437,9	4808,3	5175,9	5584,0	6021,3

Tableau F.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-5,6	-4,7	-5,0	-4,5	-4,1	-3,7	-2,9
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	47,3	50,9	51,9	53,7	55,2	56,2	56,3
Variation de l'IHPC (en %)	0,5	3,9	9,7	1,8	0,8	1,3	1,9
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	43,0	47,2	56,8	52,2	48,9	46,2	43,9
Taux de pression fiscale (%)	14,4	15,4	13,1	14,0	14,4	14,9	15,3

NIGER

Tableau G.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	7 907,4	8 045,7	7 907,4	8 045,7	7 907,4
2021	8 290,8	8 647,0	8 290,8	8 647,0	8 290,8
2022	9 109,7	9 256,9	9 084,9	9 453,4	9 088,1
2023	9 846,4	10 175,0	9 932,4	10 434,4	9 937,7
2024	11 105,7	11 283,6	11 396,7	11 778,3	11 305,8
2025	11 846,4	12 075,6	12 577,7	12 746,7	13 082,5
2026	12 467,3	12 803,9	13 598,9	13 806,6	14 278,4

Tableau G.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
2021	1,4	5,5	1,4	5,5	1,3
2022	6,6	5,3	6,9	7,1	6,9
2023	7,5	8,9	7,2	9,3	7,2
2024	12,1	10,6	12,5	11,1	11,5
2025	6,6	6,0	8,2	6,5	13,4
2026	5,2	5,2	6,0	6,9	7,0

Tableau G.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	7,7	-4,5	7,3	3,0	6,4	4,3	5,9
Secteur secondaire	1,7	4,1	1,9	17,0	29,4	11,3	4,3
Secteur tertiaire	2,3	4,6	8,0	6,7	6,8	5,5	5,7
PIB	3,6	1,4	6,6	7,5	12,1	6,6	5,2
Consommation finale	3,7	6,0	6,8	2,7	4,4	5,8	4,4
<i>Privée</i>	3,5	6,1	6,4	2,6	3,9	6,2	4,5
<i>Publique</i>	4,4	5,4	8,4	3,1	6,2	4,5	4,0
FBCF	3,2	8,6	6,4	11,3	7,7	6,9	3,1
<i>Privée</i>	2,2	4,5	6,5	14,0	10,2	6,7	4,2
<i>Publique</i>	5,0	15,8	6,3	6,9	3,4	7,2	1,1
Exportations	-8,8	4,3	19,6	21,9	64,6	0,8	11,6
Importations	-1,1	10,5	11,3	7,3	1,9	4,5	0,4

Tableau G.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	2,7	-1,7	2,5	1,1	2,2	1,4	1,8
Secteur secondaire	0,4	0,9	0,4	3,5	6,7	3,0	1,2
Secteur tertiaire	0,5	2,2	3,7	2,9	3,3	2,3	2,2
PIB	3,6	1,4	6,6	7,5	12,1	6,6	5,2
Consommation finale	3,1	5,0	5,8	2,3	3,6	4,4	3,3
Investissement	1,0	2,7	1,9	4,8	0,8	3,2	-0,1
Echanges extérieurs	-0,5	-6,3	-1,1	0,4	7,7	-1,0	2,0

Tableau G.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 388,4	1 388,4	1 388,4	1 388,4	1 388,4
2021	1 518,0	1 560,6	1 518,0	1 560,6	1 518,1
2022	1 586,5	1 643,9	1 603,6	1 754,1	1 601,0
2023	1 775,5	1 745,6	1 841,0	1 867,5	1 835,7
2024	2 180,5	1 991,0	2 168,0	2 188,5	2 164,0
2025	2 376,4	2 168,6	2 495,0	2 360,5	2 465,0
2026	2 521,7	2 324,3	2 724,0	2 459,0	2 650,6

Tableau G.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 810,6	1 810,6	1 769,4	1 810,6	1 810,5
2021	2 006,8	1 953,8	2 006,8	1 953,8	2 006,7
2022	2 144,6	2 004,2	2 286,4	2 122,7	2 199,7
2023	2 326,8	2 088,3	2 210,0	2 201,6	2 302,0
2024	2 507,7	2 295,0	2 511,0	2 366,1	2 504,3
2025	2 675,7	2 470,1	2 872,0	2 641,4	2 844,7
2026	2 836,9	2 639,4	3 132,0	2 751,6	3 059,3

Tableau G.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	-80,0	141,1	-83,9	-53,9	838,2	1 124,4	1 066,1
Masse monétaire (M2)	1516,3	1663,8	1824,3	2070,3	2446,2	2727,8	2995,4

Tableau G.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-5,3	-5,9	-6,1	-5,6	-3,0	-2,6	-2,6
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	44,4	50,8	55,9	57,3	57,4	59,3	59,7
Variation de l'IHPC (en %)	2,9	3,8	4,6	1,7	1,5	1,4	1,4
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	39,2	38,2	35,0	34,1	31,5	30,0	30,1
Taux de pression fiscale (%)	9,6	10,0	10,8	11,6	13,5	14,0	14,3

SENEGAL

Tableau H.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	14 097,9	14 184,9	14 097,9	14 184,9	14 101,0
2021	15 319,1	15 280,9	15 319,1	15 280,9	15 319,0
2022	16 587,7	16 229,0	16 867,3	16 473,3	16 543,8
2023	18 299,0	18 162,7	19 008,7	18 502,9	18 439,9
2024	19 865,1	19 688,6	20 807,0	20 376,1	20 699,3
2025	21 330,7	20 852,0	22 618,5	22 265,6	22 303,6
2026	22 604,1	22 608,9	24 617,7	24 355,9	24 040,6

Tableau H.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1,3	1,5	1,3	1,5	1,3
2021	6,1	5,0	6,1	5,0	6,1
2022	4,8	5,0	4,8	5,5	5,0
2023	10,2	10,2	10,1	11,5	9,2
2024	7,2	6,8	6,7	7,4	10,0
2025	5,9	5,9	6,0	6,3	5,6
2026	5,7	5,8	6,2	6,4	5,7

Tableau H.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	12,8	-1,0	4,7	4,8	5,6	5,1	4,9
Secteur secondaire	-0,4	10,9	4,3	4,4	5,9	5,3	5,0
Secteur tertiaire	-0,1	5,7	5,0	4,6	4,6	4,6	4,6
PIB	1,3	6,1	4,8	10,2	7,2	5,9	5,7
Consommation finale	3,5	5,0	4,1	7,0	5,6	3,9	4,7
<i>Privée</i>	2,3	4,6	4,3	6,9	4,9	4,1	4,4
<i>Publique</i>	9,5	7,2	3,3	9,3	8,4	3,4	5,8
FBCF	-2,0	10,1	1,3	9,3	7,2	8,7	10,2
<i>Privée</i>	-4,0	9,3	1,8	7,8	3,3	6,0	9,8
<i>Publique</i>	5,4	12,9	-0,4	14,6	20,5	16,4	11,1
Exportations	-2,3	7,6	15,8	45,7	4,6	2,6	17,6
Importations	6,4	7,1	4,3	15,9	3,9	3,1	18,7

Tableau H.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	1,9	-0,2	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Secteur secondaire	-0,1	2,5	1,1	3,8	2,1	1,7	1,9
Secteur tertiaire	-0,4	3,7	-1,8	-4,5	-2,9	-2,4	-2,6
PIB	1,3	6,1	4,8	10,2	7,2	5,9	5,7
Consommation finale	2,9	4,3	3,6	7,5	4,6	3,2	3,7
Investissement	1,8	2,3	-0,3	-1,5	3,0	3,3	4,6
Echanges extérieurs	-3,4	-0,5	1,6	4,2	-0,4	-0,6	-2,9

Tableau H.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2 842,7	2 842,7	2 842,7	2 842,7	2 842,6
2021	2 979,4	3 108,9	2 979,4	3 108,9	2 978,3
2022	3 424,5	3 434,4	3 498,1	3 461,0	3 498,6
2023	3 816,5	3 829,7	3 919,5	3 649,1	4 068,1
2024	4 194,2	4 401,9	4 457,4	4 243,1	4 738,8
2025	4 677,4	4 661,0	4 961,3	4 943,0	5 344,0
2026	5 231,6	4 926,9	5 519,2	5 638,7	5 635,7

Tableau H.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	3 745,7	3 745,7	3 745,7	3 745,7	3 745,8
2021	3 938,7	4 075,9	3 943,6	4 075,9	3 942,9
2022	4 483,0	4 252,9	4 553,2	4 245,0	4 553,5
2023	4 586,8	4 423,7	4 964,8	4 335,7	4 921,5
2024	4 924,2	4 986,4	5 089,4	4 853,7	5 386,7
2025	5 324,0	5 285,1	5 646,5	5 615,2	6 034,3
2026	5 908,1	5 593,1	6 258,9	6 373,5	6 378,1

Tableau H.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	-91,5	142,2	-65,2	330,4	990,5	856,2	1802,3
Masse monétaire (M2)	6394,3	7375,2	7883,4	8568,0	9899,2	11170,2	11950,5

Tableau H.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-6,4	-6,3	-6,4	-4,2	-3,7	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	63,2	67,2	68,5	69,2	69,6	69,9	70,0
Variation de l'IHPC (en %)	1,4	2,2	8,4	0,2	2,0	1,2	1,3
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	34,0	34,1	34,7	32,5	31,9	31,1	30,5
Taux de pression fiscale (%)	16,7	16,9	17,4	17,7	17,9	18,8	20,1

TOGO

Tableau I.1 : PIB nominal (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	4 253,2	4 359,9	4 253,2	4 359,9	4 359,9
2021	4 621,5	4 665,4	4 621,5	4 665,4	4 665,4
2022	5 127,4	5 013,6	5 068,9	5 061,3	5 061,3
2023	5 494,3	5 349,3	5 566,1	5 483,4	5 478,3
2024	5 857,6	5 715,2	6 096,6	5 948,0	5 935,3
2025	6 287,5	6 130,1	6 690,4	6 456,5	6 418,2
2026	6 727,3	6 521,8	7 295,2	7 040,8	6 938,0

Tableau I.2 : Taux de croissance économique (%)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	2,0	1,8	2,0	1,8	1,8
2021	6,0	5,3	6,0	5,3	5,1
2022	4,5	5,3	5,8	6,1	5,6
2023	4,7	5,7	6,6	6,3	6,2
2024	5,5	5,8	6,8	6,5	6,5
2025	5,8	6,0	7,0	6,7	6,5
2026	5,7	5,7	7,1	7,1	6,5

Tableau I.3 : Taux de croissance par secteur (en %)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,3	3,4	3,6	4,7	4,7	5,6	4,9
Secteur secondaire	4,0	5,7	3,3	4,6	4,4	5,5	4,4
Secteur tertiaire	0,8	7,0	6,0	6,2	6,3	6,5	6,7
PIB	2,0	6,0	4,5	4,7	5,5	5,8	5,7
Consommation finale	-4,7	8,3	3,1	4,1	5,0	8,3	2,3
<i>Privée</i>	-5,7	9,8	1,4	4,2	2,7	6,6	2,3
<i>Publique</i>	1,8	0,2	12,2	3,9	16,6	15,7	2,3
FBCF	15,0	5,9	7,4	12,7	8,7	11,3	15,6
<i>Privée</i>	-2,7	4,3	7,5	13,2	13,3	12,2	12,7
<i>Publique</i>	62,6	8,4	7,1	11,8	0,5	9,6	21,6
Exportations	-4,7	1,9	2,1	3,0	12,1	8,1	11,0
Importations	0,8	5,0	3,3	8,6	13,6	12,3	11,3

Tableau I.4 : Contribution à la croissance (en point)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,3	3,4	0,7	0,9	0,9	1,1	0,9
Secteur secondaire	4,0	5,7	1,0	1,4	1,3	1,4	1,7
Secteur tertiaire	0,8	7,0	2,8	2,4	3,3	3,3	3,1
PIB	2,0	6,0	4,5	4,7	5,5	5,8	5,7
Consommation finale	-4,2	7,0	4,4	1,2	2,9	3,7	3,8
Investissement	5,1	-0,1	2,8	3,8	1,5	6,4	1,9
Echanges extérieurs	1,1	-0,9	-2,7	-0,3	1,1	-4,3	-0,1

Tableau I.5 : Recettes totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	703,4	702,4	703,4	702,4	708,0
2021	791,2	772,6	791,2	772,6	792,9
2022	960,0	892,4	939,3	901,0	931,9
2023	978,4	940,8	1 039,8	946,3	983,4
2024	1 094,6	969,8	979,6	978,1	1 029,3
2025	1 224,8	1 073,8	1 128,0	1 091,1	1 156,6
2026	1 328,4	1 142,4	1 220,8	1 195,5	1 287,7

Tableau I.6 : Dépenses Totales (en milliards de FCFA)

Années	Com. UEMOA		Pays		FMI
	déc-22	mai-22	déc-22	déc-21	oct-22
2020	1 006,7	1 006,7	1 006,6	1 006,6	1 007,7
2021	1 006,8	1 053,1	1 006,8	1 053,1	1 072,4
2022	1 380,2	1 154,8	1 367,5	1 155,2	1 243,2
2023	1 274,2	1 173,7	1 407,0	1 182,3	1 239,0
2024	1 297,6	1 142,9	1 282,8	1 158,9	1 234,6
2025	1 414,4	1 258,6	1 426,8	1 285,5	1 353,8
2026	1 528,7	1 337,1	1 436,1	1 404,9	1 502,6

Tableau I.7 : Secteur extérieur et monnaie (en mds)

Agrégats	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde global (BDP)	240,5	72,1	21,0	183,0	167,2	305,6	420,4
Masse monétaire (M2)	2013,3	2260,7	2 358,6	2 527,4	2 694,5	2 892,2	3 094,5

Tableau I.8 : Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Solde budgétaire global, dons compris / PIB nominal (%)	-7,1	-5,1	-8,2	-5,4	-3,5	-3,0	-3,0
Encours de la dette publique / PIB nominal (en %)	58,6	54,1	63,7	64,1	65,6	67,8	68,6
Variation de l'IHPC (en %)	1,8	4,5	7,3	2,2	1,7	2,0	1,8
Masse salariale / Recettes fiscales (%)	44,2	39,3	37,6	36,8	34,5	33,3	31,6
Taux de pression fiscale (%)	12,2	13,6	13,7	14,0	15,0	15,5	15,8